









## AFRIQUE

## FRANCOPHONIE

## Éthiopie

## Le président du conseil militaire annonce que les dignitaires de l'ancien régime seront jugés par une cour martiale

Un représentant du Foreign Office a annoncé, vendredi 20 septembre, à Londres, que le gouvernement britannique avait reconnu officiellement le nouveau régime éthiopien. Il a également indiqué qu'avant de prendre cette décision la Grande-Bretagne avait consulté ses partenaires de la Communauté européenne et d'autres puissances amies.

À Addis-Abeba, le général Aman Andom, chef du gouvernement provisoire militaire, a tenu, vendredi également, sa première conférence de presse. Il a confirmé que les ministres et dignitaires de l'ancien régime seraient traduits devant une cour martiale.

## Correspondance

Addis-Abeba. — Quelques éclaircies, beaucoup d'ombre, tels sont les impressions qui se dégagent de la première conférence de presse du lieutenant-général Aman Michael Andom, président du Conseil militaire provisoire et du conseil des ministres, ministres de la défense et chef d'état-major de l'armée éthiopienne.

« *Après tous ces titres, le lion de l'Orient n'est pas sans rappeler le lion de Juda* », remarqua-t-il à l'Ethiopian à la sortie de la conférence donnée devant quelques deux cents journalistes du monde entier.

Le général a pourtant abordé toutes les questions que l'on peut se poser dans la conjoncture actuelle et tout d'abord sur le sort du monarque déchu et sur celui de son immense fortune. « *Le général a indiqué que le sort du monarque déchu et sur celui de son immense fortune* », a-t-il répondu à l'Ethiopian.

Le général a également indiqué que « *pour des raisons de sécurité* », il n'était pas possible d'approcher l'ancien souverain ou même de dire où il se trouve. Les militaires espèrent encore qu'il se décidera à faire revenir en Éthiopie ne serait-ce qu'une partie de son trésor. De toute façon, le sort du souverain « *sera déterminé par le peuple* » qui, dans l'état actuel des choses, semble de plus en plus vouloir qu'il soit traduit en justice.

Le général a également laissé entendre que l'avenir de la monarchie constitutionnelle dépendait de l'attitude populaire et de la façon que mettra Asfaw Wossen, le prince héritier, à regagner son pays.

Le général Aman a indiqué que

## DIPLOMATIE

La première rencontre du nouveau président et de M. Gromyko

## M. Ford confirme qu'il recevra M. Brejnev aux États-Unis en 1975

Le président Ford a eu, vendredi 20 septembre, son premier entretien avec M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, qui, venu à New-York pour la session de l'Assemblée générale des Nations unies, s'était rendu à Washington. La conversation, qui a duré deux heures quarante-cinq minutes, a été suivie d'un déjeuner entre MM. Kissinger et Gromyko au département d'État. On apprendait par la suite que le ministre soviétique aurait, ce samedi 21 septembre, un nouvel entretien, non prévu à l'origine, avec le président américain. La Maison Blanche a fait savoir dès vendredi soir que le président Ford « *envisage avec satisfaction un nouveau sommet* » soviético-américain pour l'année 1975. Depuis 1973, il a été décidé que de telles rencontres auront lieu chaque année, et c'est au tour de M. Brejnev de se rendre aux États-Unis : le secrétaire général du P.C. soviétique visitera à cette occasion une ou plusieurs villes américaines en dehors de Washington.

L'entretien de vendredi entre MM. Ford et Gromyko a porté notamment sur la limitation des armements stratégiques, la situation au Proche-Orient et les aspects de la détente entre l'U.R.S.S. et les États-Unis.

## De notre correspondant

Washington. — La détente était également à l'ordre du jour de l'entretien que le président Ford a eu avec le sénateur Jackson concernant le compromis intervenu au sujet de l'émigration des juifs soviétiques. Apparemment le président et le sénateur Jackson ne partagent pas entièrement les mêmes vues sur la portée de l'accord au terme duquel l'U.R.S.S. se serait engagée à laisser partir chaque année de cinquante à soixante mille émigrants. Pour le président, une fois que le Congrès l'aura autorisé à accorder les concessions commerciales et douanières à l'Union soviétique, il n'aura pas à redemander chaque année cette autorisation au Congrès et disposera seulement de son droit de veto. Pour le sénateur Jackson, au contraire, le président devrait obtenir chaque année l'approbation du Congrès.

De son côté, M. Kissinger, en déposant jeudi devant la commission sénatoriale des affaires étrangères, avait tempéré son optimisme en soulignant que « *les États-Unis ne peuvent envisager que l'Union soviétique renverse des décennies de régime stalinien et des siècles d'histoire russe* ». Néanmoins, le secrétaire d'État avait laissé prévoir qu'un accord serait conclu dans les prochains jours.

Quant au discours du président Ford aux Nations unies, mercredi dernier, il est considéré dans les milieux officiels comme un compromis entre des vues divergentes au sein du gouvernement améri-

cal. Ainsi, le département d'État envisagerait primitivement de doubler le programme d'aide alimentaire, le portant jusqu'à 1 600 millions de dollars. Il était sur ce point en contradiction directe avec les services du budget et les conseillers économiques du président, qui sont opposés à tout accroissement des dépenses.

M. Kissinger aurait fait valoir que les États-Unis ne pouvaient s'attendre que les pays producteurs de pétrole accroissent leur production et réduisent leurs prix sans un geste des États-Unis indiquant leur souci de partager leurs ressources alimentaires avec les pays dans le besoin.

En fin de compte, M. Kissinger aurait gagné la partie, en acceptant en retour de réduire ses demandes d'augmentation du programme d'aide alimentaire, qui passera seulement de 900 millions à 1 035 millions de dollars. En fait, l'interdépendance proclamée, par M. Kissinger entre le prix du pétrole et le volume de l'aide alimentaire ainsi que la décision d'accroître le programme mondial d'assistance, vont à l'encontre de la politique antérieure définie sous le gouvernement Nixon. Les milieux officiels estimaient alors que les États-Unis n'avaient à prendre aucune initiative ; ils espéraient que les nations les plus pauvres, « *coincées* » entre l'augmentation du prix de l'énergie et celui des produits alimentaires, exerceraient elles-mêmes une pression sur les pays producteurs de pétrole pour les amener à baisser leurs prix.

HENRI PIERRE

## Mozambique

## Le «gouvernement» de transition souhaite enrayer l'exode de la communauté blanche

Lourenço-Marques (A.F.P., Esuter). — Le Mozambique a franchi, vendredi 20 septembre, une nouvelle étape sur le chemin de l'indépendance, avec l'installation par le haut-commissaire portugais, le contre-amiral Victor Crespo, du « *gouvernement de transition* » prévu par l'accord de Lusaka, le 7 septembre dernier. Le nouveau cabinet a un chef de trente-cinq ans, M. Joaquim Chissano, qui occupe la troisième place dans la hiérarchie du FRELIMO.

M. Chissano, qui a fait des études de médecine à la Sorbonne et à l'université de Lisbonne, est considéré comme un excellent administrateur. Il avait abandonné l'université pour rejoindre le Front de libération du Mozambique, dont il est l'un des membres fondateurs. Avec lui, six nationalistes font leur entrée dans l'exécutif provisoire. Il s'agit de MM. Armando Rufo Guebua (administration intérieure), Oscar Monteiro (information), Rui Balthazar dos Santos (justice), Mario Fernandes de Gama (économie), Mariano Matos (travail) et Guileon Ndobe (éducation). La désignation à la justice de M. Rui Balthazar dos

Santos, avocat blanc de Lourenço-Marques, connu pour ses idées libérales et sympathisant du FRELIMO, marque sans aucun doute la volonté des nationalistes de rassurer la communauté portugaise et d'enrayer l'exode des Blancs vers le Portugal, la Rhodésie ou l'Afrique du Sud. S'il se poursuivait au rythme actuel, cet exode aurait, en effet, des conséquences catastrophiques pour l'administration et l'économie du pays.

Le nouvel exécutif comprend aussi trois ministres nommés par le haut-commissaire portugais : MM. Joaquim Paulino (santé), Alcântara Santos (travaux publics) et Batista Piccolo (communications).

Le même jour ont été désignés les membres de la commission militaire mixte chargée de surveiller l'application du cesse-le-feu. Ce sont, pour le Portugal, le général de brigade João Pizarro Rangel de Lima — et non le major Melo Antunes, comme nous l'avons annoncé dans nos dernières éditions de vendredi, sur la foi d'une dépêche d'agence — et pour les nationalistes, M. Alberto Chipenda.

## L'Association des parlementaires a tenu ses assises à Bruxelles

De notre envoyé spécial

Bruxelles. — L'Association internationale des parlementaires de langue française (A.I.P.L.F.), qui tenait depuis le 16 septembre à Bruxelles sa cinquième assemblée générale et réunissait cent trente-deux députés et sénateurs venant de trente-deux pays francophones, a terminé ses travaux vendredi 20 septembre, au Sénat, par une allocution de son président, M. Charles Hérou, ancien chef de l'État libanais. Après avoir rappelé que l'Association a pour but de favoriser les initiatives de toute nature pour le rayonnement de la langue française, M. Hérou a déclaré : « *En intervenant dans tous les problèmes qui agitent notre monde, nous avons prouvé la qualité, la nécessité, les bienfaits de l'humanisme qui a nom francophonie* ». Depuis la dernière assemblée générale à Dakar, en janvier 1973, l'Association a été accréditée à l'ONU, à l'UNESCO et au Conseil de l'Europe, affirmant ainsi son audience internationale. Elle a, en particulier, provoqué le premier débat sur la sécheresse dans le Sahel au Conseil économique et social de l'ONU.

Les travaux de l'assemblée ont

bien montré que la notion d'« *impérialisme culturel du français* » était dépassée et que l'extension de la culture française dans les pays francophones n'empêchait nullement les cultures propres à chaque pays de se développer. Parmi les résolutions préparées par les trois commissions, générale de coopération et culturelle, et adoptées en séance plénière, figuraient des questions aussi diverses que l'envoi d'une mission au Sahel pour sensibiliser à nouveau l'opinion internationale au drame de la sécheresse, la mise à l'étude de moyens pratiques de restaurer l'enseignement du français en Extrême-Orient ou l'établissement de liens avec les compagnies aériennes pour les inciter à utiliser davantage à bord des avions le français, qui ne cesse de reculer au profit de l'anglais.

Au cours de la séance de clôture, M. Gol, ministre de l'économie régionale wallonne, a cité Albert Camus : « *Ma patrie, c'est la langue française* », pour conclure : « *Cette patrie vous l'avez affirmée et vous lui avez donné l'espoir de vivre* ».

G. de F.

## LE PRIX D'UN FRANÇAIS (SUITE)

Dans notre société de compétition, qu'est-ce que la réussite ? Qui réussit ?

Etes-vous parmi les sous-payés ou parmi les sur-évalués ? Quelles sont vos chances d'évolution ? Ce changement dont on parle tant vous atteindra-t-il un jour ?

Cette semaine le Nouvel Observateur poursuit la publication de sa grande enquête : Le prix d'un Français. Informaticiens, économistes et enquêteurs ont constitué pour vous le premier livre blanc du système social français.

Après avoir constaté la distance sociale, ils analysent ses composantes et l'expliquent. Ils ont établi scientifiquement une carte des métiers qui vous apprendra la vérité sur votre prix à vous, sur votre position sociale.

LE NOUVEL  
**observateur**

le 23 septembre 1974 : un numéro à ne pas manquer.



# EUROPE

## Espagne

### L'EXIGENCE DES PASSEPORTS AUX FRONTIÈRES

#### Le préavis prévu par les accords n'est pas respecté

INDIQUE-T-ON A PARIS

Le gouvernement de Madrid n'avait donné, samedi matin, au gouvernement français aucune explication sur les mesures prises à la frontière franco-espagnole et qui ne sont pas, indique le ministère français des affaires étrangères, conformes aux accords entre les deux pays. Toutefois, une explication devrait être prochainement transmise.

Deux accords sur les passages frontaliers ont été conclus entre la France et l'Espagne, l'un en 1959, supprimant complètement les visas, l'autre, le 15 février 1966, supprimant l'obligation de produire un passeport en cours de validité et disposant que les cartes d'identité suffisent. Cet

accord était réciproque. Cependant, il était sans effet pour les Espagnols dans le sens Espagne-France, parce que le gouvernement de Madrid continuait d'exiger de ses ressortissants qu'ils produisent un passeport valide pour sortir d'Espagne. L'accord de 1966 était conclu pour un an et renouvelable par tacite reconduction. Il pouvait être dénoncé avec un préavis de deux mois avant la date d'expiration annuelle. C'est cette disposition qui n'a pas été respectée.

Le gouvernement français n'a fait aucun commentaire, dit-on samedi matin au Quai d'Orsay, sur les accusations formulées à Madrid au sujet des nationalistes basques.

Au ministère de l'intérieur, on rappelle que la position de la France vis-à-vis des réfugiés espagnols est claire : Paris apprécie toujours selon le droit international les exigences du gouvernement espagnol lorsque des ressortissants de ce pays sont poursuivis pour des crimes ou des délits commis sur son territoire.

Dans les affaires de droit commun, les demandes d'extradition sont du ressort de la seule justice. Dans les affaires politiques, le principe est de ne pas extraditer. Toutefois, si des preuves permettent d'accuser formellement un réfugié d'avoir participé à des actes répréhensibles en Espagne, les autorités françaises prennent des mesures de rétention à son égard, mais dans un cadre strictement national.

Quant aux actions menées par des réfugiés sur le territoire français — enlèvement du banquier Suarez, attentats du GARI — elles ont fait à chaque fois l'objet de poursuites. On ajoute que, précisément, le communiqué du gouvernement espagnol ne comporte rien d'autre que des présomptions qui ne sauraient suffire à engager une action contre quiconque.

L'attitude de la France à l'égard des réfugiés espagnols — notamment basques — a sensiblement changé au cours des derniers mois dans le sens d'une libéralisation : c'est ainsi que le 16 mars dernier, alors qu'il était ministre de l'intérieur, M. Jacques Chirac avait abrogé les mesures d'alignement des départements frontaliers prises à l'égard de nombreux réfugiés par son prédécesseur, M. Raymond Marcellin.

#### MADRID DEMANDE PLUS DE RIGUEUR

à l'égard des révolutionnaires basques

(Suite de la première page.)

« Du fait de cette attitude « inamicale », écrit le quotidien conservateur catalan la Vanguardia, il est impensable que l'on installe en Espagne le système de télévision SECAM ou que nous achetions des Mirage. » De son côté, le quotidien monarchiste conservateur A.E.C. affirmait : « Il s'agit là pour les Espagnols d'un problème qui n'est pas nouveau. Le terrorisme de l'ETA

trouve auprès des autorités françaises des facilités plus ou moins importantes, qui sont la condition nécessaire et suffisante pour qu'il puisse attenter contre la paix et l'ordre public de notre patrie. Les attentats, les assassinats et autres violences perpétrés au sud des Pyrénées n'auraient véritablement pu avoir lieu si le gouvernement français avait agi selon sa parole et ses proclamations d'amitié. »

On a pu lire d'autres commentaires du même ordre dans le reste de la presse espagnole, par exemple dans Informations (indépendant) ou dans Ya (catholique conservateur).

Tandis que la police espagnole (tout spécialement la garde civile) poursuit ses battues dans le Pays basque à la poursuite des militants de l'ETA, pratique de nombreuses arrestations et s'empare de dépôts d'armes, les autorités policières gardent le silence le plus absolu au sujet de l'attentat commis le 14 septembre dans un restaurant madrilène (dans le centre), qui avait d'abord été attribué par ces mêmes autorités à l'organisation révolutionnaire basque.

Selon des sources proches de l'ETA, cette organisation espagnolise la tendance appelée « Cirquisme assemblé », est en proie à des dissensions internes du fait du fossé qui semble s'être creusé entre le « front ouvrier » et le « front politico-militaire ». D'autre part, entre les « militaires », dont les principaux chefs — selon la presse espagnole — se trouvent libérés sur la côte basque française, l'union n'est pas non plus le trait dominant d'où l'existence d'un certain nombre de commandos, composés de membres très jeunes, qui agissent sans se soumettre à aucun contrôle.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

## Union soviétique

### LES PEINTRES NON CONFORMISTES POURRAIENT TENIR LEUR EXPOSITION DANS UN PARC DE MOSCOU.

Moscou (A.F.P., Reuter, A.P.). — Les peintres non conformistes, dont l'exposition à ciel ouvert dans une banlieue de Moscou avait été fermée par des bulldozers le dimanche, seront autorisés à présenter leurs tableaux samedi 23 septembre dans un parc de la banlieue de Moscou. La nouvelle a été annoncée par le « front ouvrier » et le « front politico-militaire ». D'autre part, entre les « militaires », dont les principaux chefs — selon la presse espagnole — se trouvent libérés sur la côte basque française, l'union n'est pas non plus le trait dominant d'où l'existence d'un certain nombre de commandos, composés de membres très jeunes, qui agissent sans se soumettre à aucun contrôle.

Le jour même, néanmoins, le journal Sovetskoye Koutoubo publiait une lettre de quatre travailleurs « accusant les peintres d'être des agents provocateurs politiques », les journalistes étrangers d'avoir attaqué les milices civiles et les diplomates « capitalistes » d'avoir amené les tableaux « déposés » dans leur voiture jusqu'au lieu de l'exposition. Ces lettres s'adressent particulièrement à un journaliste suédois, affirmant qu'il a « frappé au visage un auxiliaire de la police ».

Or, selon ses confrères, M. Nils Morten Ungard a été bousculé par les policiers en civil, qui lui ont pris des pellicules dans son sac, mais n'a touché, lui, aucun d'eux. D'ailleurs, les correspondants à Moscou (américains, allemands, français, suédois et norvégiens) ont protesté « vigoureusement » le même jour auprès du ministère soviétique des affaires étrangères contre les brutalités qu'ils ont eu à subir le 15 septembre.

D'autre part, on apprend à Londres que, à la suite de cette affaire, Sir Norman Reid, directeur de la Tate Gallery, a décidé d'annuler la visite officielle qu'il devait faire prochainement à Moscou. Sir Norman devait discuter du prêt à l'U.R.S.S. de trente toiles de Turner pour des expositions à Moscou et à Leningrad au printemps de 1975.

UN « CRIMINEL DE GUERRE » A ÉTÉ CONDAMNÉ À MORT par le tribunal militaire de Krasnodar, annoncent les Izvestia le 20 septembre. M. Georgi Telnardz est accusé d'avoir participé à l'extermination de plus de trois mille Soviétiques au Caucase, en Ukraine et en Crimée, de 1941 à 1943, alors qu'il était membre d'un bataillon formé par les nazis. Réfugié au Canada après la guerre, M. Telnardz était revenu, en 1973, dans son village natal, où il avait été reconnu par vingt témoins. Le journal ajoute que trois membres du même bataillon sont actuellement réfugiés en France, en Angleterre et en Turquie. — (A.F.P., U.P.I.)

## A travers le monde

### Belgique

LE GOUVERNEMENT a rejeté le vendredi 20 septembre la demande de convocation anticipée des Chambres, formulée par l'opposition socialiste. Le Parlement rentrera à la date prévue le 3 octobre. Le parti socialiste proposait une discussion immédiate de la loi relative à l'indemnité de M. Tindemans. L'indice officiel des prix pour le mois de septembre est en hausse de 1,90 par rapport au mois de août, alors que le ministre des affaires économiques, M. Olléfi, annonçait, il y a quelques jours, une « stabilisation, voire une diminution ». — (Corresp.)

### Canada

M. ROBERT BOURASSA, premier ministre du Québec, effectuera une visite officielle à Paris, les 5 et 6 décembre prochain.

### Dahomey

LAPREMIÈRE PHASE DES POURPARLERS devant aboutir à la révision des accords de coopération entre la France et le Dahomey s'est ouverte jeudi 19 septembre à Paris, au ministère de la coopération. Cette révision avait été demandée par le commandant Mathieu Kérékou, chef de l'Etat dahoméen en novembre 1972, un mois environ après la prise du pouvoir par un groupe d'officiers.

### Espagne

LE PARTI CARLISTE a annoncé le vendredi 20 septembre qu'il a décidé de se joindre à la Junte

démocratique récemment formée « pour collaborer avec toutes les forces populaires, politiques et sociales dans le combat pour l'unité et le peuple espagnol ». Le chef des carlistes est le prince Xavier de Bourbon-Parma, qui vit en France. Son fils, Charles-Hughes, né en France, a épousé la princesse Irène des Pays-Bas. Tous les membres de la famille des Bourbon-Parma sont interdits de séjour en Espagne.

### États-Unis

LA MAISON BLANCHE a annoncé le vendredi 20 septembre que le président Ford se rendra au Japon du 19 au 21 novembre et qu'il ira ensuite en Corée du Sud les 22 et 23 novembre. — (U.P.I.)

### Grande-Bretagne

UNE CONFÉRENCE INTERNATIONALE DE JURISTES sur l'application du droit soviétique à l'égard des citoyens juifs en U.R.S.S. s'ouvre ce samedi 21 septembre à Londres. Présidée par M. Arthur Goldberg, ancien ambassadeur américain à l'O.N.U., la conférence, selon le communiqué qui l'annonce, a lieu dans un contexte de multiplication d'allocutions, de persécution, de discriminations, de fausses arrestations, de faux procès, de preuves fabriquées de toutes pièces et de pressions contre les candidats à l'émigration. — (Reuter)

## Danemark

### Le syndicat des O.S. décide de ne plus subventionner uniquement les sociaux-démocrates

De notre correspondant

Il n'y aura pas d'élections anticipées au Danemark. En effet, le gouvernement majoritaire libéral de M. Harting, (qui ne dispose que de vingt-deux députés sur les cent soixante-dix-neuf), a obtenu vendredi 20 septembre le refus de quatre motions de défiance et l'adoption d'une réforme fiscale prévoyant une réduction de 7 milliards de couronnes de l'impôt sur le revenu (5 milliards de francs environ), à compenser par des économies budgétaires. Le vote a été acquis par 83 voix contre 41 et 45 abstentions, dont celles des sociaux-démocrates. Ces abstentions s'expliquent par le fait que ceux-ci, comme les autres formations, souhaitent éviter un retour aux urnes dans l'immédiat. Or M. Harting avait annoncé qu'en cas d'échec il démissionnerait des élections pour le 15 octobre.

Copenhague. — Le syndicat des manœuvres et des ouvriers spécialisés, qui regroupe deux cent cinquante mille membres sur les neuf cent cinquante mille travailleurs syndiqués du pays, a décidé au cours de son trente-septième congrès, qui s'est tenu du 12 au 19 septembre, que le soutien financier qu'il accordait uniquement au parti social-démocrate sera partagé dorénavant entre les différents partis de gauche au prorata de leur représentation parlementaire. Jusqu'à présent, le

## Allemagne fédérale

### L'enquête sur l'affaire Guillaume

#### Les défaillances du contre-espionnage paraissent au grand jour

De notre correspondant

Bonn. — Avec l'audition, vendredi 20 septembre, de l'ancien chancelier Brandt et de M. Genscher, ministre de l'intérieur dans le précédent gouvernement et, à ce titre, responsable politique des services de protection de la Constitution (contre-espionnage), la commission d'enquête parlementaire chargée de l'affaire Guillaume est arrivée au cœur de son sujet.

Dans les déclarations des premiers témoins, il était clairement apparu que les négligences et les mauvaises coordinations des services de renseignements et des services de contre-espionnage avaient permis à l'agent Guillaume, malgré les indices permettant de penser qu'il travaillait, ou en tout cas avait travaillé, pour la République démocratique allemande, d'entrer dans le cabinet du chancelier. La commission s'intéresse maintenant à un deuxième problème : pourquoi Guillaume est-il resté dans l'entourage de M. Brandt près d'un an encore après que les services de protection de la Constitution l'eurent « coupé » et s'être un agent est-allemand ?

L'essentiel des débats tourne autour de deux questions : Le 29 mai 1973, soit dix mois avant l'arrestation de Guillaume, M. Nollau, président du service de protection de la Constitution, a-t-il pleinement informé M. Genscher, son ministre de l'intérieur, des graves soupçons qui pesaient sur le conseiller du chancelier ?

Est-il exact que M. Genscher ait mis au courant M. Brandt contre l'avis de M. Nollau ? Les déclarations qu'ont faites M. Nollau, d'une part, et M. Genscher et Brandt, d'autre part, devant la commission sont contradictoires. Alors que le chef des services de contre-espionnage a déclaré avoir informé M. Genscher « autant que l'affaire le nécessitait », l'ancien ministre de l'intérieur ne se souvient que de « vagues soupçons » contre Guillaume. A l'appui de sa déclaration, M. Nollau indique que M. Genscher, contre son avis personnel, a tenu à informer immédiatement le chancelier, ce qui tendrait à prouver qu'il était convaincu de la gravité de l'affaire. Cependant, M. Nollau indique qu'à la fin du mois de mai 1973, au moment de sa conversation avec M. Genscher, il était la fonction de Guillaume à la chancellerie. De la part du chef des services de contre-espionnage cette ignorance est pour le moins surprenante.

#### Une réforme inévitable

M. Genscher, contre son avis, a déclaré que M. Nollau ne lui avait fait part que de soupçons peu convainquants, demandant à être encore écouté. C'est pourquoi il s'était laissé convaincre de conserver Guillaume dans le cabinet

du chancelier. M. Brandt a confirmé la déclaration de son ancien ministre et répété ce qu'il vient d'écrire dans son récent livre *Au-delà de tout* : « Si l'affaire Guillaume, je ne l'aurais pas ignoré plus longtemps, j'aurais été le premier à le dire. » M. Genscher lui avait rapporté de sa conversation avec M. Nollau, l'ancien chancelier avait retiré l'impression que les soupçons contre Guillaume n'étaient pas fondés et qu'il s'agissait, en fait, d'un simple bavardage. M. Brandt a précisé devant la commission que, pendant plusieurs mois, il n'avait plus entendu parler de cette affaire.

Que ce soit au moment de l'enquête de Guillaume à la chancellerie ou pendant les quelques mois précédant son arrestation, les services de contre-espionnage semblent donc avoir commis de graves erreurs d'appréciation. M. Nollau a même ajouté devant la commission qu'il avait été mis au courant du fait que Guillaume avait accompagné M. Brandt en vacances en Norvège au mois de juillet 1973 seulement après leur départ. A ce moment-là, la surveillance de Guillaume durait depuis plus de trois mois. Il est maintenant établi que pendant son séjour en Norvège, Guillaume a eu accès à des documents ultra-secrets concernant l'O.N.U. Quelles conclusions tire la commission d'enquête, il apparaît que les jours de M. Nollau à la tête des services de protection de la Constitution sont comptés. Le gouvernement Schmidt a d'ailleurs l'intention de réformer de fond en comble les services de contre-espionnage et les services de renseignements. Mais certains se demandent à Bonn si M. Nollau ne va pas servir de bouc émissaire pour cette affaire perdue son caractère explosif pour la coalition libérale-socialiste.

DANIEL VERNET.

## Pays-Bas

### L'affaire de La Haye

#### M. DEN UYL AFFIRME QUE L'USAGE DE LA FORCE AURAIT MIS EN DANGER LA VIE DES OTAGES

Le gouvernement néerlandais a publié vendredi 20 septembre un livre blanc consacré à la récente prise d'otages par un commando japonais à La Haye. Selon ce document, la décision de recourir à la force a été prise par le commando japonais à la fin du mois de mai 1973, au moment de sa conversation avec M. Genscher, il était la fonction de Guillaume à la chancellerie. De la part du chef des services de contre-espionnage cette ignorance est pour le moins surprenante.

Le dernier à déclarer vendredi, au cours d'une conférence de presse, que la question de la demande d'extradition à la Syrie de Furuya était « du ressort de la France », a expliqué que Furuya, libéré de sa prison à Paris et amené à La Haye, était un « otage » de la justice française « tenu aux Pays-Bas afin d'être échangé contre les otages ». Le ministre néerlandais de la justice a déclaré la cas des trois autres membres du commando.

En outre, les Pays-Bas « ont promis aux quatre terroristes de les laisser partir ». « La question se pose alors de savoir si l'on doit revenir sur la parole donnée » a-t-il poursuivi. D'un point de vue moral, on pouvait envisager de revenir sur cette décision, mais nous avons décidé de ne pas le faire. Nous voulons garder ouvert l'éventualité de ne pas compromettre les chances d'un éventuel échange d'otages. » Le premier ministre a précisé que les relations entre La Haye et Paris ont été « surtout très difficiles au début ». « La position des deux pays était très différente. A Paris, 6 500 kilomètres de La Haye, on ne comprenait pas très bien comment la situation se présentait exactement ici. D'où la question : pourquoi n'avons-nous pas maîtrisé les terroristes par la force et pourquoi n'avons-nous pas sauté les otages en ouvrant le feu contre le commando ? »

Le premier ministre s'est opposé à une action armée dans l'ambassade, estimant que les otages auraient alors couru de grands risques. Il a ajouté, sans autre précision, qu'il avait été établi qu'un membre de l'Armée rouge japonaise se trouvait aux Pays-Bas. — (A.F.P.)

A l'occasion du SICOB

## Le Monde

publie un numéro spécial de 16 pages

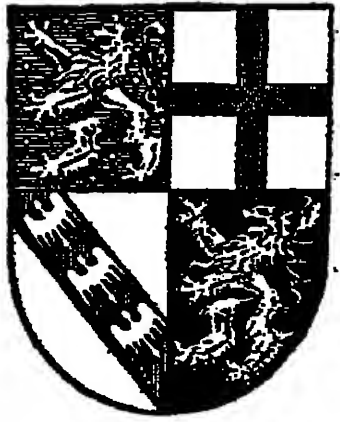
« L'INFORMATIQUE DEMAIN »

Prix de vente : 2,50 F.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية



# LA SARRE



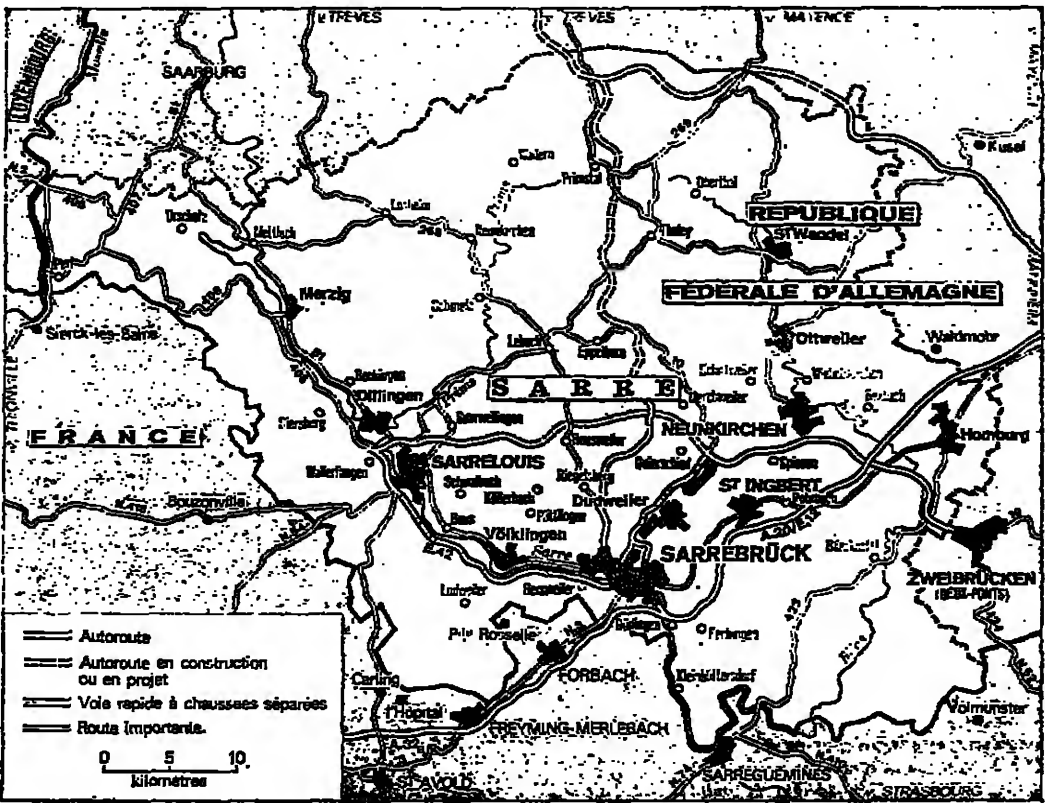
## UNE ALLEMAGNE TOURNÉE VERS LA FRANCE

Pour illustrer l'évolution de l'Allemagne sur tous les plans depuis la dernière guerre, on trouverait difficilement un Land mieux approprié que la petite Sarre. Enjeu des rivalités franco-allemandes, elle a, fort heureusement, perdu le rôle que lui valait sa richesse charbonnière pour devenir la région de la République fédérale la plus ouverte aux influences françaises, la seule à maintenir à notre langue dans l'enseignement un statut en recul partout ailleurs et à faire une place aussi importante au commerce avec son voisin de l'Ouest. Pourtant, de x fois, à vingt ans d'intervalle, les Sarrois ont proclamé qu'ils étaient Allemands et refusaient toute forme de rattachement à la France. En se jetant dans les bras du « Reich millénaire », en 1935, les citoyens du territoire défini par le traité de Versailles se préparaient quelques désagréments. En revanche, lorsqu'en 1955 ils ont choisi, contre le « statut européen » que leur proposait M. Hoffmann, l'intégration à la République fédérale, ils se sont associés à une majorité des deux tiers à un Etat démocratique et prospère et, en dépit d'une certaine déception initiale, n'ont pas eu à le regretter. Deux moments de Sarrebruck, l'Opéra et la Kongresshalle, cadent, l'un de Hitler et l'autre d'Adenauer pour remonter les Sarrois de leur constance dans le germanisme, témoignent encore de ce double ralliement.

L'époque du refus de la « vassalité économique » de Paris, la campagne référendaire hargneuse de 1955, sont bien oubliées aujourd'hui, et le Land de Sarre, longtemps lanterne rouge de la République fédérale, a concentré tous ses efforts sur une reconversion économique rendue indispensable par la fin de l'âge du charbon. Les gouvernements chrétiens-démocrates de Sarrebruck, présidés depuis quinze ans par l'immuable Franz-Joseph Röder, ont sans cesse mis l'accent sur la qualité des rapports qu'ils voulaient entretenir avec la France et sur leur rôle de trait d'union entre Paris et Bonn. Ils ont lutté avec succès contre les handicaps que leur imposait la situation géographique du pays, mal desservi et marginal, que les autorités et la canalisation de la Sarre vont enfin dépasser. Alors que la population diminue lentement, les Sarrois ont tenté également d'enrayer le chômage. La stabilité politique, l'arrivée de nouvelles industries, le sérieux et le goût du travail de la population, la qualité de l'administration locale, ont permis au Land d'accéder à une situation enfin comparable à celle de régions d'Allemagne moins défavorisées.

Près de vingt ans après le retour à la mère patrie, la Sarre dresse un bilan largement positif. Son rôle dans le dialogue franco-allemand reste considérable, et il semblerait encore accru si une coopération pouvait s'institutionnaliser avec la Lorraine voisine. Toutefois, les efforts dans ce sens n'ont pas encore abouti à des formules satisfaisantes. Pour cette petite Allemagne tournée vers la France et qui se satisfait mal de se limiter à importer de la main-d'œuvre lorraine, une telle coopération « interrégionale » serait la forme la plus heureuse de ce « destin européen » qu'elle avait refusé naguère lorsqu'il lui semblait impliquer le reniement de son identité nationale.

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.



### Essor et désenclavement d'un district minier périphérique

COMBIEN sont-ils exactement à passer chaque jour la frontière entre la Lorraine et la Sarre ? Dix mille ? Dix-sept mille ? Aucune statistique précise n'existe, mais on admet généralement que le nombre de travailleurs frontaliers français qui ont leur emploi en Sarre tourne autour de treize mille. Tout est bien organisé. Les entreprises sarroises effectuent des tournées de ramassage dans les villes et les villages lorrains. « Quand on évoque les relations particulières entre la France et l'Allemagne fédérale, nous dit M. Simmwell, ministre sarrois de l'économie, il faut d'abord parler des rapports entre la France et la Sarre. »

Les relations économiques entre les deux régions frontalières ne se laissent pas réduire à des chiffres abstraits d'importation et d'exportation. Quoi qu'il en soit, des milliers de travailleurs passent la frontière, mais nombre de migrants sarrois viennent aussi toutes les semaines remplir leurs paniers en France, où avec leurs deutschemarks elles achètent presque deux fois plus de produits qu'en République fédérale. Depuis les révaluations de la monnaie allemande, le chiffre d'affaires du commerce de détail sarrois dans la région frontalière a diminué de 33 %. Autre exemple : les Sarrois achètent volontiers leurs voitures françaises de l'autre côté de la frontière. En France, ils ne paient pas la T.V.A. A la douane, ils doivent seulement acquitter la T.V.A. allemande de 11 %. Gain net : 12 % du prix de la voiture. Les protestations des concessionnaires des marques françaises installées en Sarre qui ont vu baisser leur chiffre d'affaires n'ont pas eu beaucoup d'effet. Au cours des six premiers mois de cette année, il a été dédouané mille

huit cents voitures venant de France, autant que pendant toute l'année 1973.

Le nombre des frontaliers français qui travaillent en Sarre témoigne de la réussite de la reconversion de l'industrie sarroise qui, au lendemain de la guerre, était largement dominée par les industries minières et sidérurgiques. Qu'il y ait des ombres au tableau, personne ne songe à le nier. Le chômage est en moyenne plus important que dans l'ensemble de la République fédérale, les emplois féminins ont été créés en nombre insuffisant et il est difficile pour des personnes ayant une formation moyenne de trouver une place. Les nouvelles entreprises qui se sont implantées au bord de la Sarre sont le plus souvent des filiales de grandes sociétés dont le siège social est ailleurs, en République fédérale ou à l'étranger. Les dirigeants sarrois, malgré leurs efforts, n'ont pas réussi à attirer de grands centres de recherches publiques ou privées. Certains détracteurs du gouvernement régional se demandent aussi si on n'a pas remplacé la dépendance vis-à-vis des industries minières et sidérurgiques par une dépendance vis-à-vis de l'automobile, qui emploie déjà 14 % des salariés, à un moment où l'avenir de cette activité n'apparaît pas aussi prometteur qu'il y a quelques années.

Sans doute ces critiques ne sont-elles pas toutes injustifiées, mais devant l'évolution des migrations quotidiennes dans les deux sens entre la Sarre et la Lorraine, force est bien de constater que si la reconversion sarroise n'est pas parfaite, la comparaison avec sa voisine occidentale tourne, sans conteste, à son avantage. En 1960, environ sept cents travailleurs passaient la frontière dans le sens France-Allemagne et quatre mille dans le sens inverse. En 1973, les chiffres étaient respectivement de treize mille et de mille cinq cent trente.

#### « Les Lorrains

ne sont pas des immigrés »

S'il pose quelques problèmes aux petites et moyennes entreprises lorraines qui ne peuvent soutenir la concurrence salariale, ce transfert de main-d'œuvre est très bien accueilli en Sarre. « Les Lorrains qui travaillent ici ne sont pas considérés comme des immigrés », nous assure M. Simmwell, qui ajoute : « Un Lorrain qui va travailler à Paris ne renoncera jamais vivre en Lorraine, mais un Lorrain qui vient travailler à Sarrebruck ne s'installera jamais en Sarre. Nous contribuons ainsi à la stabilisation de la situation en Lorraine. » Les Sarrois souhaitent d'ailleurs que les Français travaillant chez eux reçoivent une formation plus poussée et partent mieux formés pour qu'ils puissent accéder à des postes de responsabilité. Le projet de création d'une école technique franco-sarroise à Sarreguemines

pourrait répondre à leurs préoccupations.

Dans l'ensemble, la progression des exportations sarroises vers la France a suivi celle des ventes ouest-allemandes. Malgré les révaluations successives du deutschemark, les exportations de Sarre en France augmentent plus vite que les importations. Il y a quelques années, les courbes d'importation-exportation suivaient un cours parallèle, mais depuis 1972 leur évolution est totalement divergente. En 1973, les importations sarroises en provenance de France (qui représentaient 57 % du total des importations) ont augmenté de 2 % tandis que les exportations sarroises vers la France qui représentaient 55 % du total des exportations ont augmenté de 10,7 %. Au cours des six premiers mois de cette année, le mouvement s'est poursuivi, les chiffres étant respectivement de moins 23 % et de plus 12 %. Le déficit des échanges entre la France et la Sarre est passé de 101 millions de deutschemarks en 1972 à 385 millions en 1973.

La différence de taux de change favorise cependant les entreprises françaises qui veulent travailler en Sarre. Grâce à leurs prix très compétitifs, elles sont bien placées sur le marché des travaux publics. Les entreprises de services et, jusqu'à ce que leurs activités soient délocalisées, les sociétés de location de personnel étaient donc très bien installées dans le Land. La canalisation de la Sarre, qui commencera l'année prochaine pour s'achever vers 1983, offre un marché potentiel de 1 milliard de deutschemarks. La différence de taux de change, que beaucoup de Sarrois et de Français s'accrochent à trouver artificielle, aurait pu permettre également le développement en France de la sous-traitance pour des firmes allemandes. Malheureusement, les entreprises françaises se sont montrées incapables de faire face à la demande.

D'autre part, de grandes sociétés françaises se sont implantées directement dans le Land : Klüber-Colombes à Saint-Ingbert, Michelin à Homburg, Peugeot à Sarrebruck, Lesieur à Hainweiler, etc. Elles ont ainsi respecté une tradition qui date de plus de trois cents ans, et les Sarrois aiment à croire que lorsqu'une société française songe à s'installer en Allemagne elle pense d'abord à leur pays.

#### Le refus de M. Messmer

Dans l'ancien triangle de fer, ans, et les Sarrois aiment à croire que Lorraine-Sarre-Luxembourg, le centre de gravité se déplace vers l'est. Pourtant, les Sarrois ne s'abandonnent pas au tromphisme. Ils considèrent qu'à plus ou moins long terme seule une politique de développement harmonisé de la région dans son ensemble permettra à la Lorraine comme à la Sarre de sortir de leur situation marginale. Aussi

attendent-ils beaucoup d'une coopération interrégionale. Jusqu'à maintenant leurs espoirs ont été déçus. Mis à part l'aménagement en centre de loisirs du Stausee, les à cheval sur la frontière, et la coopération entre l'Ecole supérieure technique de Sarrebruck et les I.U.T. de Metz et de Nancy, les grands projets de collaboration économique ou industrielle ont été abandonnés ou réduits dans une mesure telle qu'ils ne sont plus significatifs. C'est ainsi que le projet de grand aéroport interrégional sur une ancienne base de l'OTAN près de Saint-Avold s'est heurté aux susceptibilités des uns et des autres, et aux questions de prestige. Chaque capitale régionale aura ainsi son aéroport avec une rentabilité douteuse. La lutte contre la pollution, qui ne peut être, que difficilement limitée à un pays, pourrait être aussi un objet de coopération.

« La frontière n'existe plus pour nous », entend-on dire souvent en Sarre. Si la phrase veut pour la circulation des biens et des personnes, la planification de l'espace s'arrête encore à la frontière. Le préfet de la région Lorraine le déclarait d'ailleurs clairement en 1973 : « L'aménagement du territoire est un devoir national. C'est pourquoi il doit être réalisé dans un cadre national. » Des deux côtés de la frontière, l'idée d'une étroite coopération est nécessaire mais elle ne peut se faire que par le biais de l'interne des structures administratives. Le gouvernement sarrois, qui jouit d'une relative autonomie, ne trouve pas en Lorraine d'interlocuteurs responsables. Toute décision d'importance doit être prise à Paris. Il est très difficile dans ces conditions de faire coopérer un Etat souverain, le Luxembourg, un Land possédant des pouvoirs spécifiques, la Sarre, et une région « faible », la Lorraine. La commission gouvernementale SAAR-LOR-LUX végète ou crée des sous-commissions qui font un travail utile mais insuffisant.

La coopération interrégionale se heurte aussi à un principe politique. Lors d'une visite officielle à Paris au début de cette année, M. Röder, ministre président de Sarre, avait acquis la conviction que le gouvernement français était favorable à ce projet. Mais il était à peine rentré à Sarrebruck que M. Messmer déclarait à Lyon : « Il faut s'écarter de l'esprit d'idée d'une coopération organique entre des régions françaises et étrangères voisines. » Les dirigeants sarrois attribuent toutes ces difficultés à la structure politique et administrative de la France, mais également à une certaine crainte, qu'ils s'efforcent d'apaiser, de la réussite économique de la Sarre. Ils ne sont pas les seuls pourtant à penser que si rien ne change, la capitale de la Lorraine en l'an 2000 s'appellera Sarrebruck, et ce n'est pas pour eux un sujet particulier de satisfaction.

DANIEL VERNET.

#### LES ENTREPRISES ET PARTICIPATIONS FRANÇAISES

Klüber-Colombes (pneus pour voitures particulières) à Saint-Ingbert.  
Michelin (pneus pour camions) à Homburg.  
Peugeot à Sarrebruck.  
Lesieur à Hainweiler.  
Halberger Hütte (fondries et tuyaux) à Sarrebruck-Burbach (appartient à Pont-à-Mousson).  
Chemische Werke Saar-Lohringen (urée et colles urée-formol) à Beack (appartient à C.D.F.-Chârnay).  
Comotor (moteurs rotatifs) à Altkirchweiler (appartient pour 50 % à Citroën).  
Deutsche Bendix-Ausrüstung (freins à disques) à Sarrebruck.  
Saerlend-Raffinerie (naphta et fuel lourd et léger) à Klarenthal (appartient pour 50 % aux Charbonnages de France et à trois compagnies pétrolières).  
Dillinger Hütte à Dilligen (hauts fourneaux) (appartient pour 34 % à la Compagnie Saint-Gobain-Pont-à-Mousson).  
Verenigte Vopeltische und Westfälische Glasbläser (vitres et verres épais) à Saint-Ingbert (appartient pour 33 % à la Compagnie Saint-Gobain).



## LA SARRE

### PORTRAIT

#### FRANZ JOSEF ROEDER doyen des ministres-présidents



**A**VEC son élégance un peu désuète, soulignée par la poche blanche, ses cheveux poivre et sel soigneusement coiffés, les gros sourcils qui dominent des yeux noisette aussi mobiles que la main soulignant chaque affirmation, M. Franz Josef Roeder a de faux airs de notable silezien déguisé dans la politique allemande. Affable, d'une bonhomie qui, selon ses adversaires, cache une résolution parfois têtue et un certain autoritarisme, il est sans doute le plus populaire des ministres-présidents de la République fédérale, et, en tout cas, leur doyen incontesté dans ses fonctions qu'il occupe sans interruption depuis le 30 avril 1959, et auxquelles, pour la quatrième fois, il a été réélu le 13 juillet 1970. « Je brigue, en tout cas, leur doyen incontesté dans ces fonctions qu'il occupe sans interruption depuis le 30 avril 1959, et auxquelles, pour la quatrième fois, il a été réélu le 13 juillet 1970. »

Cet ancien professeur de lycée, né à Merzig en 1909, philologue parlant un français parfait, épousa naguère une de ses élèves. Il a gardé de l'enseignement le goût de l'explication et de la discipline. De l'avis général, il dirige ses gouvernements successifs — d'abord en collaboration avec les socialistes et les libéraux et, aujourd'hui, avec les seuls chrétiens-démocrates — d'une main adroite et ferme. Dans le dernier remaniement, il a fait d'une jeune femme de trente-trois ans, Mme Rita Wachsloh, la plus jeune ministre d'Allemagne. Ses adversaires du S.P.D. reconnaissent que le petit peuple sarrois, conservateur et volontiers respectueux, voit dans M. Roeder un chef de gouvernement compétent et inamovible, et que même la séparation de la direction de la C.D.U., confiée à M. Saherer, héritier probable, et du poste de ministre-président n'a pu affaiblir sa position.

Se grande heure, M. Roeder l'a vécu

deux mois après avoir quitté le ministère des affaires culturelles pour devenir le patron de la moderne et discrète « Maison Blanche » de la Ludwigplatz de Sarrebruck, siège de la « chancellerie de l'Etat ». C'était dans la nuit du 5 au 6 juillet 1959. Juché sur la base de déton de la barrière douanière qui, depuis la guerre, séparait la Sarre de l'Allemagne, le ministre-président célébrait, dans la liesse populaire, le retour économique de son pays au sein de la République fédérale. La « nuit de Bruchmühlbach » est restée pour les Sarrois — qui avaient provoqué ce dénouement à une majorité des deux tiers — le grand moment historique de leur après-guerre.

Etranger aux violences et parfois haineuses controverses qui avaient précédé ce rattachement, M. Franz Josef Roeder n'a jamais cessé d'être un francophile convaincu et passionné. Dans tous les moments d'irritation ou de tension entre les deux pays, il a proposé ses bons offices, et on lui attribue le mérite d'avoir « réconcilié » MM. Jobert et Scheel, un moment en froid. Ce rôle lui a valu d'être reçu à Paris, fin janvier de cette année, avec des égards tout à fait exceptionnels. Il est vrai que M. Roeder, en tant que ministre-président, ou encore, à deux reprises, en qualité de président du Bundesrat (Chambre haute), a beaucoup voyagé à l'étranger, du Canada à la Corée et de la Sierra Leone à la Turquie. Ses déplacements, avec les affaires culturelles (chef du gouvernement, il a conservé ce ministère jusqu'en 1965), la seule passion connue d'un ministre-président qui a toujours existé — et s'en est bien trouvé — être le premier à Sarrebruck que le second à Bonn. — P.-J. F.

## Notre mission est de créer un bon climat entre Paris et Bonn nous déclare le chef du gouvernement sarrois

« Votre Land, M. le ministre-président, est en France l'idée d'une grande richesse minière et le souvenir d'une crise européenne et d'un dissension avec Paris. Pourtant, ce n'est plus l'image que vous devez donner de vous ? »

— Certainement pas. Tous les Sarrois sont heureux du fait que ce passé-là a été porté en terre et ils se réjouissent profondément de la réconciliation franco-allemande. En fait, c'est la première fois dans notre histoire que la Sarre est appelée à jouer le rôle de bras d'union qu'elle aurait dû jouer depuis toujours. Il est capital pour nous, avec la Lorraine et le Luxembourg, de jeter notre poids spécifique dans la balance industrielle européenne et de donner à notre potentiel une dimension de cet ordre. Par exemple, je ne tiens pas du tout à ce que les Lorrains viennent ici uniquement pour gagner de l'argent puis retourner chez eux en faisant supporter à leur pays toutes les charges qui devraient nous incomber. En tout cas, je vois la mission même de la Sarre dans la création d'un bon climat politique et économique entre Paris et Bonn. Les pères fondateurs de la Communauté s'imaginaient que la coopération économique allait entraîner une intégration politique en Europe. A l'époque, je n'étais pas de cet avis et l'histoire m'a donné raison : il fallait plutôt créer un climat d'entente et de compréhension politique rendant la collaboration économique possible. C'est là que nous avons vu notre mission propre.

— La République fédérale a-t-elle souscrit à cette définition politique de votre tâche de rapprochement franco-allemand ?

— Oui, Bonn a toujours pensé que c'était utile et nécessaire. Lorsque M. Scheel a quitté il y a quelques mois la présidence de la République, il m'a écrit une lettre pour me remercier de mon rôle dans les relations franco-allemandes. Le fait que, depuis quelques années, le gouvernement sarrois soit du parti opposé à celui qui gouverne à Bonn n'a rien changé à cela. On ne nous a pas traité différemment parce que nous sommes C.D.U. et dans ces questions de principe les considérations partisanes n'ont pas à intervenir.

— Lorsque vous avez décidé l'incorporation à la République fédérale, vous redoutiez d'être un Land pé-

phérique et un peu marginal, négligé par Bonn. Êtes-vous parvenus à vaincre cet isolement ?

— C'était une difficulté énorme due surtout au fait que l'on avait négligé notre infrastructure routière dans le passé, ne sachant pas à quel elle serait utile en cas de guerre. Nous avons essayé de désenclaver ce petit coin d'Allemagne éloigné du centre et d'en faire un pays charmant. Je suis très heureux de penser que l'autoroute déjà existante jusqu'à Metz va être poursuivie jusqu'à Paris et j'ai dit, lors de mon voyage officiel en France au début de l'année, toute l'importance que nous y attachions. Cela va contribuer à faire de nous une plaque tournante en Europe. Le projet de canalisation de la Sarre va aussi jouer un rôle à cet égard.

— Vous avez voulu désenclaver le Land mais aussi le débarrasser de ce qu'on a appelé parfois la tyrannie du charbon. Êtes-vous encore hostile après la crise pétrolière ?

— Au moment où le charbon lui-même traversait la grande crise que vous connaissez, la structure même de la Sarre lui faisait courir un risque considérable, tout comme en Lorraine où les problèmes sont à peu près les mêmes que chez nous. Nous avons fait tout notre possible pour installer des industries modernes auprès des mines de charbon et des aciéries, et nous nous réjouissons d'avoir pu attirer toute une série de firmes françaises : Kieper-Columbus, Michelin, Citroën, qui collaborent avec N.A.V. à la fabrication du moteur rotatif dans une entreprise typique de la coopération franco-allemande. Il ne faut jamais oublier que ce qui se passe de l'autre côté de la frontière française ne peut et ne doit pas nous laisser indifférents, car notre prospérité dépend aussi de la vôtre. D'ailleurs les milliers de Lorrains qui viennent travailler chaque jour chez nous nous rendent service en même temps qu'ils se voient ainsi éviter des migrations plus lointaines.

— Vos relations privilégiées avec la France se traduisent aussi dans le domaine de l'enseignement. Alors que la langue française est de plus en plus négligée en Allemagne, vous êtes les seuls à lui conserver un statut spécial ?

— Oui, j'étais ministre des affaires culturelles dès 1957, et, tout en m'em-

ployant à aligner notre enseignement sur celui du reste de la République fédérale où nous nous réintéressons, j'ai bien pris soin de faire en sorte que le français soit et demeure première langue obligatoire, enseignée dès l'école primaire. Dans les conférences des ministres des affaires culturelles, puis dans celles des ministres présidents, j'ai toujours soutenu qu'il était nécessaire de donner au français une position considérable en Allemagne en raison, d'une part, de la construction de l'Europe, et aussi, il faut le dire, de ses vertus formatrices pour la clarté et la distinction de l'esprit. Malheureusement, les lycées en Allemagne se prononcent en masse pour l'anglais, et tous mes collègues ne me soutiennent pas dans ma lutte. A l'exception pourtant de celui du Bade-Wurtemberg et du ministre-président de Bavière. Bien entendu, les gens de Hambourg et de Brême, tournés vers l'Angleterre et l'Amérique, n'ont pas les mêmes raisons que moi de préférer le français. Notre lycée franco-allemand est une institution pilote et sans précédent.

— Ce rôle particulier de charnière que vous assignez à la Sarre va-t-il jusqu'à lui destiner, si possible, une fonction européenne, par exemple en donnant l'hospitalité à une institution à naître. Pensez-vous redevenir d'une certaine façon ce « territoire européen » que vous avez voulu être par référendum et que vous avez décidé la réincorporation à l'Allemagne ?

— Ce que nous voulons, c'est exercer notre fonction de médiation entre la France et la République fédérale, mais il faut éviter tout malentendu. Jadis, de la Bourgogne à la Flandre, l'Europe a connu un pays qui a joué un rôle éminent et glorieux. L'espérance que dans les générations à venir nous parviendrions à récréer, au-delà des frontières et des nationalismes, une telle région. Bien entendu, à elle seule, la Sarre en est bien incapable, mais ma politique dans ce pays est de ne rien faire pour rendre difficile cette évolution à long terme. C'est d'ailleurs pour cela que j'ai toujours voulu faire ma carrière ici et que j'ai renoncé à occuper des fonctions sur le plan fédéral à Bonn. Ma tâche est ici et non ailleurs, et elle consiste à éliminer les séquelles du passé, de la guerre et du grand désaccord franco-allemand.

Propos recueillis par  
PAUL-JEAN FRANCESCHINI.

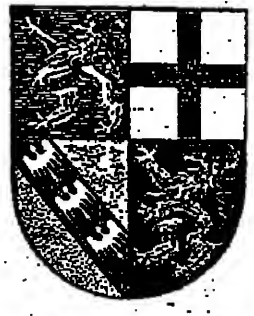
# La Sarre

Centre régional au cœur de l'Europe.



La Sarre :  
région industrielle  
en plein essor dont  
la puissance économique  
ne se limite plus à l'industrie  
du charbon et de l'acier.  
Des entreprises comme Peugeot,  
Michelin et le groupe  
St Gobain-Pont-à-Mousson y ont  
trouvé un lieu d'implantation à côté  
de Siemens, Bosch et Ford. Des voies rapides  
de communication routière, ferroviaire  
et aérienne desservent l'ouest et l'est. La Sarre :  
plaque tournante de l'Europe.

Tout en développant son économie et son  
infrastructure, la Sarre a conservé un paysage  
plein de charme. Les agglomérations et les lieux de  
travail y voisinent avec des régions de villégiature  
calmes et boisées. Aux portes de la France  
et du Luxembourg, elle entretient avec ces  
pays des contacts étroits et cordiaux.



سارر



# LA SARRE

## FIN DE RÈGNE POUR LES CHRÉTIENS DÉMOCRATES ?

### LA BRÈVE PERCÉE DU S.P.D.

Les élections régionales de 1970, l'Union chrétienne-démocrate, la majorité absolue à la Diète sarroise (57 sièges contre 23 au parti social-démocrate, qui n'a obtenu que 40,8 % des suffrages). Avec 44 %, le parti libéral n'a pu franchir la barre des 5 % et a ainsi été exclu de la Diète. Depuis quinze ans, la démocratie chrétienne a obtenu son meilleur résultat électoral lors des élections communales de cette année, où elle a recueilli 54,4 % des voix.

Le S.P.D. dont le pourcentage de voix aux différentes consultations a tourné autour de 40 %, a réalisé son meilleur score lors des élections législatives de 1972 avec 47,9 % des suffrages. Il devenait ainsi le premier parti de Sarre, devant l'Union chrétienne-démocrate. Dix-huit mois plus tard cependant, il a connu dans le Land les mêmes déceptions qu'aux élections régionales de Hambourg ou aux élections communales de Hesse et du Schleswig-Holstein. Aux élections communales, il a perdu dix points, se retrouvant à 37,5 %.

Quant au parti libéral, qui était très fort au lendemain du référendum, il n'a obtenu l'année prochaine le même résultat qu'aux élections législatives de 1972 et aux élections communales de 1974 (plus de 7 % des voix) et s'est ainsi vu renvoyer au parlement régional.

UNE équipe jeune, menée par M. Friedel Lippé, qui a moins de quarante ans, à l'assaut du plus ancien ministre président de la République fédérale, M. Roeder, soixante-cinq ans : l'image pourrait être trompeuse. Les élections de la Diète de Sarre du printemps prochain ne se résumeront pas, en fait, à un affrontement entre deux générations. M. Roeder a déjà préparé la relève. Un « jumeau » lui a succédé l'année dernière à la présidence régionale de l'Union chrétienne-démocrate. Le « Landvater » a conservé le poste de ministre président, mais ce sera certainement à ce titre son dernier combat électoral. Au début de cette année, il a procédé à un vaste remaniement ministériel qui a amené dans le cabinet sarrois les hommes nouveaux réclamés de toutes parts.

Ce remaniement n'est pas seulement destiné à donner à la C.D.U. une nouvelle image de marque. Dans ce pays où l'influence de l'Église catholique est encore très forte — 75 % de la population est catholique contre 15 % seulement de protestants —, les jeunes votent depuis que le droit leur en est reconnu en majorité pour la C.D.U. La Sarre est le seul Land de la République fédérale avec la Bavière où les jeunes de plus de dix-huit ans votent si volontiers pour la démocratie chrétienne. De même les ouvriers n'hésitent-ils pas à apporter leurs voix à la C.D.U. La figure paternelle de M. Roeder, qui paraît enroué par la politique qu'il mène et qui place au-dessus des problèmes, rassure. Ce n'est pas le moindre atout de la démocratie chrétienne pour les prochaines élections.

### L'optimisme de l'opposition

L'évocation du « patriarche sarrois » suscite les sourires de l'opposition. Dans son petit bureau de la Diète régionale, M. Lippé, président du parti social-démocrate, conteste cette image. Pour lui au contraire M. Roeder est devenu un poids pour son parti. Il estime que ses propres chances seront plus grandes si le ministre président — comme tout le monde suppose — se représente. Son optimisme s'appuie sur les résultats en Sarre des élections législatives de 1972. Le S.P.D. (47,9 %) a enregistré un gain important par rapport aux élections précédentes et pour la première fois a relié la C.D.U. à la deuxième place (43,4 %). Le parti libéral a franchi quant à lui la barre des 5 % sur laquelle il avait buté précédemment. C'est certainement un résultat encourageant, car si se reproduisait l'année prochaine il garantirait une victoire confortable à un gouvernement de coalition entre libéraux et socialistes. L'assurance des sociaux-démocrates ne fait cependant pas oublier qu'un an et demi après les élec-

tions législatives le S.P.D. perdait dix points aux élections communales. M. Lippé n'est pas loin de considérer cette contre-performance comme un accident de parcours sans grande signification. Il s'est produit, observe-t-il, à un moment où la courbe de popularité du S.P.D. dans toute l'Allemagne fédérale était au plus bas.

La cause des progressions et des reculs de chacun est en tout cas expliquée de façon diamétralement opposée par les sociaux-démocrates et par les chrétiens-démocrates. « La C.D.U. a perdu des voix en 1972 parce que le gouvernement régional ne s'était pas engagé à fond pour ses candidats », nous a dit son secrétaire général. En fait, la réplique du S.P.D. c'est justement le soutien du gouvernement qui a fait perdre des voix aux candidats chrétiens-démocrates. La querelle n'a rien de d'intérêt si elle ne témoigne pas de la place centrale attribuée négativement ou positivement au gouvernement et au ministre président du Land.

### La tactique des libéraux

Les deux camps sont tout à fait d'accord sur un même point, qu'ils s'en réjouissent ou qu'ils le craignent. Ils estiment que c'est en Sarre, parmi tous les Länder de la République fédérale, que les possibilités d'un changement de majorité sont les plus grandes. Les sociaux-démocrates n'espèrent certes pas remporter à eux seuls la majorité absolue, mais ils pensent pouvoir avec l'aide du parti libéral mettre fin à quinze ans de règne, solitaire ou partagé, de la démocratie chrétienne sur la Sarre.

Les libéraux sont-ils prêts à les suivre dans cette voie ? Le F.D.P. sarrois est l'héritier du parti démocratique de Sarre qui a été dans les années 50 le principal animateur du mouvement pour le rattachement de la Sarre à la République fédérale. Après le référendum, il fut le deuxième parti du Land après la C.D.U. et, aux premières élections, le nombre de ses voix atteignait 20 %. La majorité des membres du parti étaient des « nationaux-libéraux ». L'héritage était dur à assumer. Le parti a éprouvé quelques difficultés à réussir sa conversion. Les électeurs traditionnels ont admis difficilement la formation à Bonn d'un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates. Le nombre des voix libérales a régulièrement diminué, si bien que depuis 1970 le F.D.P. n'est plus représenté à la Diète régionale. Pourtant, aux élections législatives de 1972 et aux élections communales de 1974, le F.D.P. sarrois a obtenu le même score que le parti au niveau national (environ 7 % des suffrages). Pour y parvenir, il a dû s'imposer sur

de nouvelles bases dans le Land, où sa clientèle traditionnelle — les classes moyennes — est peu nombreuse.

La démocratie chrétienne est disposée à former un gouvernement de coalition avec qui le lui propose. « Les libéraux sont plus proches de nous que des sociaux-démocrates », dit-elle. Le S.P.D. préférerait une grande coalition avec nous à une petite coalition avec les libéraux. « M. Lippé ne veut pas », ajoute le secrétaire général du parti chrétien. Sans prêter à M. Herbert Wehner, président du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, le rôle de « machine à vapeur » du S.P.D. qui lui attribue généralement la démocratie chrétienne, il est vrai qu'actuellement les libéraux répugnent, comme les sociaux-démocrates, à former dans les Länder des coalitions différentes de celle de Bonn. La situation d'un gouvernement régional C.D.U.-S.P.D. ou C.D.U.-F.D.P. serait intenable au Bundestag (Chambre des États) où la démocratie chrétienne dispose déjà d'une voix de majorité.

Officiellement, le parti libéral de la Sarre n'a pas encore pris position sur la question de la coalition. Il le fera avant les élections communales pour présenter aux électeurs une option claire. Mais M. Klump, son président, ne cache pas ses préférences : si la C.D.U. n'obtient pas la majorité absolue, le F.D.P. et le S.P.D. formeront un gouvernement de coalition. Pour M. Klump la « fonction historique » du parti libéral est de mener une politique de réforme tout en empêchant les sociaux-démocrates d'aller trop loin sur la voie de changements socialistes. « En s'alliant avec le C.D.U. le parti perdrait sa raison d'être », dit-il.

Cependant les deux futurs associés ne partiront pas en guerre avec les mêmes arguments. M. Klump reconnaît que « seules des nuances » séparent la politique de la C.D.U. de celle qu'un autre gouvernement pourrait mener. Le gouvernement sarrois a introduit la transformation de structures économiques et dans l'ensemble cette politique a réussi. Les libéraux se plaignent à remarquer que le programme de réforme structurelle a été lancé par un ministre de l'économie appartenant au F.D.P. La prépondérance des industries minières et sidérurgiques qui il y a moins de quinze ans réalisaient 60 % du chiffre d'affaires de l'industrie a été battue en brèche. Des activités se sont diversifiées, des grandes entreprises se sont installées en Sarre, notamment dans le secteur automobile, les liaisons ferroviaires et routières ont été améliorées, la canalisation de la Sarre commencera l'année prochaine. Sans doute ici et là des améliorations de détail pourraient-elles être apportées. La

démocratie chrétienne en est d'ailleurs d'accord. Elle reconnaît que la réalisation du plan de développement régional est un peu lente, qu'une solution satisfaisante pour les transports notamment sur les petites distances n'a pas encore été trouvée, que le sous-emploi féminin est préoccupant.

### Le poids du patronat

Les critiques du parti social-démocrate sont beaucoup plus vives. M. Lippé reproche au gouvernement sa timidité et ses aménagements dans la politique structurelle. Il attribue « ces hésitations et ces négligences » aux liens que la démocratie chrétienne entretient, selon lui, avec la grande industrie. Les patrons installés depuis longtemps en Sarre, explique-t-il, n'ont pas vu d'un bon œil l'arrivée de nouvelles industries et ont tout fait pour l'empêcher. Pour le président du S.P.D. « des décisions erronées ont été prises pendant les années décisives ». Si aujourd'hui le taux de chômage est, en Sarre, sensiblement supérieur à la moyenne nationale (3,7 % contre 2,3 %), la faute n'en revient pas selon lui à la politique conjoncturelle du gouvernement fédéral comme voudrait le faire croire la C.D.U. mais aux « erreurs des dirigeants sarrois ». M. Lippé reproche en outre au gouvernement régional d'avoir négligé les problèmes d'éducation.

La tâche du S.P.D. est difficile. Tandis qu'une grande partie des ouvriers vote pour le « parti catholique », le S.P.D. est gêné sur sa gauche par un parti communiste relativement plus fort que dans les autres Länder de la République fédérale. Les résultats électoraux du D.K.P. ne sont pas à la mesure de son influence dans les entreprises. Au mois d'octobre dernier, il a appuyé une grève des mineurs sarrois et pour la première fois depuis bien des années, les Sarrois étonnés ont vu les mineurs, considérés jusqu'alors comme de « braves travailleurs », descendre dans la rue et manifester devant le siège de la Diète pour réclamer des augmentations de salaire.

Les considérations de politique régionale risquent cependant de ne jouer qu'un rôle marginal dans la prochaine campagne électorale. Certes la démocratie chrétienne défendra l'existence de la Sarre qu'elle estime menacée par les projets de regroupement des Länder prêts au gouvernement fédéral. Mais c'est surtout le climat politique général qui sera décisif le jour du scrutin. « Si le gouvernement Schmidt-Genscher parvient à se créer une bonne image de marque dans le pays, nous pourrions gagner les élections, nous a déclaré M. Lippé, sinon... ». — D. V.

## LA SARRE partenaire sûr de la France

La physionomie de la Sarre a changé : depuis quelques années l'industrie minière et métallurgique n'est plus le noyau de l'économie sarroise. L'évolution de la répartition des masses salariales entre le secteur minier et métallurgique d'une part et les autres secteurs industriels d'autre part le montre clairement : alors qu'autrefois la relation entre ces deux secteurs était de 60 à 40, elle se trouve aujourd'hui renversée et est de 40 à 60. La Sarre, lien entre la France et l'Allemagne, est en train de devenir un centre économique important au sein de la Communauté Européenne.

Une politique d'implantation industrielle et de structures qui se fonde sur des assises scientifiques garantit un développement économique constant de la Sarre.

Grâce à l'efficacité de l'industrie des produits de base et des biens de production, de l'industrie des biens d'investissement et des biens de consommation et de l'industrie alimentaire, les producteurs sarrois offrent un programme extrêmement varié de produits de haute qualité.

La Sarre occupe une place très importante parmi les partenaires du commerce extérieur de la France.

En 1973 la Sarre a importé de la France des marchandises d'une valeur de 3,2 milliards de francs et a exporté vers la France des marchandises d'une valeur de 4,4 milliards de francs.

La Sarre s'efforce d'intensifier ses rapports économiques avec la France.

Des entreprises en expansion trouvent en Sarre des possibilités considérables pour y implanter des exploitations industrielles. Renseignez-vous sur le potentiel de main d'œuvre disponible à long terme, sur les terrains in-

dustriels, sur l'infrastructure, sur les aides à l'investissement et sur la grande valeur des loyers.

Des informations précises seront données et des contacts seront ménagés gracieusement par la Gesellschaft für Wirtschaftsförderung Saar mbH, D-66 Saarbrücken, An der Römerbrücke 22.

Prière d'utiliser ce coupon.

An die Gesellschaft für Wirtschaftsförderung Saar mbH D-66 Saarbrücken, An der Römerbrücke 22

Veuillez m'adresser à titre gratuit les renseignements suivants :

☐ Possibilités d'implantations en Sarre

☐ Programme de production d'entreprises sarroises

Expéditeur : \_\_\_\_\_



# Que signifie ROEBUR 662?

## Effectifs

22 635 personnes qualifiées

## Equipement

Des installations modernes destinées à l'élaboration de l'acier depuis les convertisseurs OBM et LDAC, les fours à arc, une installation ESR (la plus importante du monde) jusqu'à la métallurgie sous vide. Des trains de laminage continu, le train à fil le plus moderne d'Europe, une nouvelle forge. Des moyens de contrôle à tous les stades de la fabrication.

## Importance

Le plus grand producteur de profilés et d'aciers en barres de la République Fédérale d'Allemagne, une des plus importantes usines européennes d'aciers fins et spéciaux.

## Capacités

Une production approchant les trois millions de tonnes d'acier brut avec un chiffre d'affaires de 1 631 millions de DM en 1973. Des investissements d'environ 1,7 milliard de DM au cours des 15 dernières années.

## Performances

Parallèlement aux efforts quotidiens pour garantir la qualité, des progrès exceptionnels ont été réalisés dans de nouveaux domaines technologiques. L'exemple le plus récent: un conteneur en cinq éléments de 100 tonnes à l'état de livraison, poids jamais atteint jusqu'à ce jour.

## Un nom

Stahlwerke Röchling-Burbach GmbH

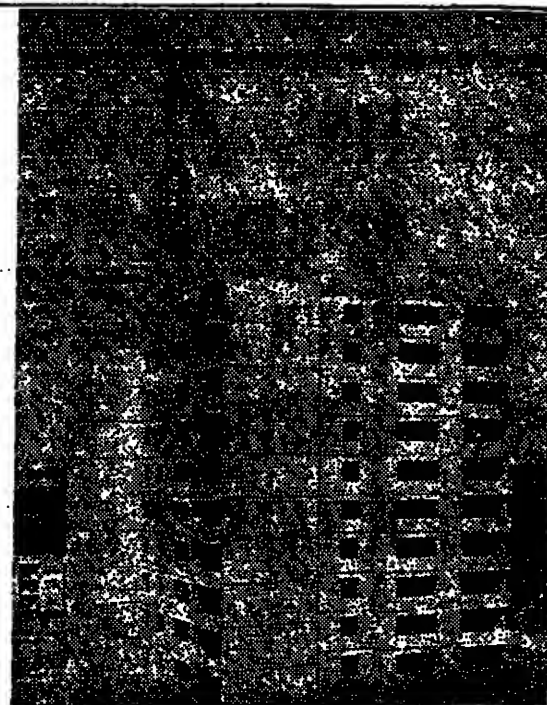
# RÖCHLING-BURBACH

662 Völklingen-Saar, Postfach 1980  
Tél.: (06898) 101, Télex: 4429841  
Télégr.: Roebur 662 Voelklingen

**camus  
Dietsch**  
Constructeurs

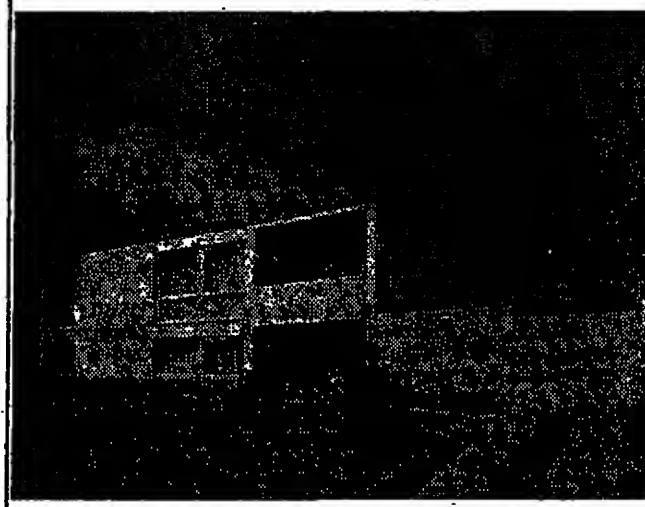
Société anonyme  
au capital de F 500 000

Procédés industriels  
de construction  
**RAYMOND CAMUS**



Exportation Camus-Dietsch vers l'Allemagne: 50 % de la production

Plus de 300 000 logements Camus ou en copropriété, maisons monofamiliales groupées ou isolées, halls d'usine, Grands ensembles, immeubles locatifs bâtiments administratifs, écoles, salles de gymnastique, piscines.



57200 Sarreguemines, place Jeanne-d'Arc, boîte postale 233  
Téléphone (87) 02-01-01 - Télex 86437 F - CAMDI Sarreguemines  
USINES :  
57600 Marienau-lès-Fortbach,  
42, rue d'Emmerweiler,  
Téléphone (87) 88-32-34,  
Télex 88333 F.

AGENCES :  
57000 Metz,  
8, rue de Font-à-Mousson,  
Téléphone (87) 68-68-10,  
Télex 68333 F.

Fabrication sous licence  
Camus-Dietsch :

République fédérale d'Allemagne :  
1 250 appartements Camus construits à Hambourg par an.

Autriche :  
1 800 appartements Camus construits à Vienne par an.

Tchécoslovaquie :  
4 usines produisant au total  
3 400 logements par an.



68 Sarrebruck (R.F.A.),  
Am Homburg 3,  
Téléphone (0881) 3 95 35,  
Télex 4421192 D.



Sous ce signe, qui représente  
la coopération internationale entre les  
EUROPARTENAIRES

BANCO DI ROMA - BANCO HISPANO AMERICANO - COMMERZBANK - CREDIT LYONNAIS

vous trouvez en SARRE  
carrefour des échanges Franco-Allemands  
cette nouvelle banque



**COMMERZ-CREDIT-BANK**  
AKTIENGESELLSCHAFT  
EUROPARTNER

AGENCES REUNIES DE LA COMMERZBANK ET DU CREDIT LYONNAIS EN SARRE

SIÈGE CENTRAL

D 66 SARREBRÜCK - FAKTOREISTRASSE 4

TEL.: 4001-1 Tlx: 4421 160

Agences: Saarbrücken, Homburg, Neunkirchen, St. Wendel, Sarreguemines

مكتبة الامم



# LA SARRE

## Lettre de Sarrelouis

### LES PISCINES DU ROI-SOLEIL

Si l'on arrive par le train, Sarrelouis évoque, d'emblée, son passé guerrier. La gare est située à bonne distance de la ville, comme il sied à une cité qui était encore « forteresse » au siècle dernier, et ne pouvait donc se laisser aborder trop facilement. Aujourd'hui, elle arbore encore, au passage du taxi qui conduit dans le centre, quelques bastions de Vauban étagés en « casemates », mais qui, avec leurs dentelures et leurs redans, évoquent les « trois mousses » au siège de La Rochelle. A moins qu'on ne préfère s'émouvoir du lointain sacrifice des hommes qui, dans un murais, construisirent en 1680, sur ordre du Roi-Soleil, ce magnifique ensemble fortifié, et y laissèrent leur vie : le médecin-chef de l'hôpital actuel conserve encore les listes quotidiennes de ceux qui moururent de « fièvre maligne » pour assurer, après la paix de Nimègue de 1679, la sûreté de la nouvelle frontière de l'Est par une « place forte imprenable ». De même que la cité conserve ses armes, où un soleil chassant les nuages accompagne la devise : « Dissiper atque fovei » — « Il dispense et fait prospérer » — du moins modeste des mortuaires.

La petite ville allemande de Sarrelouis (quarante mille habitants), qui s'anorgueillit de ce passé, fait aussi de son mieux pour en conserver les vestiges. Les bastions étonnant dynamisme, cet « Oberbürgermeister » amoureux de sa ville emploie le visiteur de passage, l'installe dans sa Mercedes, et lui fait faire, à vive allure, le bilan d'une gestion impressionnante. « Nous nous sommes diablement endettés », reconnaît-il. « Tout cela coûte vraiment beaucoup d'argent — Mais, tout cela, c'est un ensemble architectural ressuscité avec amour, et des installations modernes qui marquent une nette prédilection pour les piscines. A 200 mètres du centre-ville, de vastes parcs géométriques modestement baptisés « Stadtpark » attendent pour s'animer un soleil un peu réticent cette année. Un gigantesque « Hallenbad » (bains couverts), comprenant deux bassins où « l'eau est surélevée pour que mes administrés, en se baignant, ne voient que la verdure », a coûté la bagatelle de 7 millions de marks. Plus loin, un « Freibad » est un superbe ensemble de loisirs qui justifie pleinement les 2 millions de la facture. Dans le quartier de Steinrausch, nouveau bief de piscines pour 4,5 millions. Enfin, le cœur de la Sarre, naguère doutant et malodorant, a été canalisé et assaini, mais « tout de même, avec l'aide du Land, car c'était trop cher pour nous » ; c'est d'ailleurs là le début de la canalisation de la rivière, dont toute la région attend monts et merveilles pour son développement.

Si l'on ajoute que les citadins peu portés sur la natation disposent d'un théâtre de sept cents places où passent, toute la saison, les meilleurs troupes d'Allemagne et d'ailleurs, on se prend à envier les quarante mille administrés de M. le maire, sinon à redouter que le renversement de sa majorité au conseil ne le prive de son mandat. En effet, le parti social-démocrate, dont il est membre, a été écarté d'un siège aux dernières élections par la C.D.U. « Cela ne fait rien », commente-t-il, de toute façon les décisions sont prises, ici, à l'unanimité. D'ailleurs le seul élu pour cinq ans, et le conseil municipal pour cinq seulement à une date différente.

ARRELOUIS doit l'essentiel de sa prospérité actuelle à des implantations industrielles sur la vaste surface dont la ville dispose depuis l'incorporation de six quartiers anciennement autonomes, dont les antiques lieux-dits français « Picard » et « Beaumarais ». Ford s'est installé sur 140 hectares pour fabriquer les modèles Escort et Capri et l'usine géante donne du travail à six mille personnes dont bon nombre de Lorrains venus en voisins. La grande firme de constructions métalliques D. S. D. (Dillinger Stahlbau), qui tire son nom de la ville toute proche, est également une dispensatrice d'emplois. On y ajoute les chocolateries Strumpf, bien connues outre-Rhin, qui emploient un millier de femmes. C'est sur ce point que Sarrelouis tente d'obtenir davantage. Le nombre de postes de travail féminin y est insuffisant. Après avoir envisagé de s'installer, Grundig a fait la fine bouche devant « un air trop pollué pour des montages de précision ». On en est encore mérité dans une ville où — assure-t-on — le régime général des vents éteint « presque toujours » de respirer la fumée de l'énorme aciérie voisine. « Il y a moins de pollution qu'à Sarrebruck », jure-t-on à l'intention du futur occupant d'un terrain de 14 hectares réservé exclusivement à une « industrie de main-d'œuvre féminine » qui se fait attendre. Certains investisseurs sont découragés par le fait que Ford, pratiquant les hautes salaires, donne un « mauvais exemple ». Mais la firme américaine, comme toute l'industrie automobile, connaissant une mauvaise passe, vient de réduire ses horaires et pourrait bien ne plus inquiéter avant longtemps.

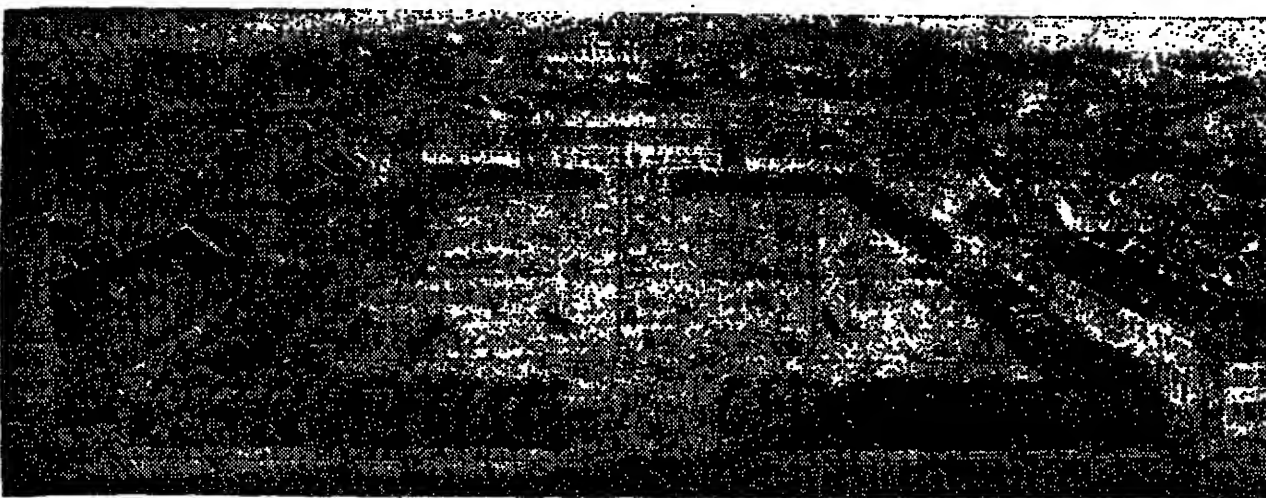
Le nouveau quartier de Steinrausch est l'enfant chéri du bourgmestre. Dans une plaine balayée par le vent, il trouve des accents lyriques pour vanter — encore — une fastueuse piscine (4,2 millions de marks) et l'ensemble d'habitations que la ville fait construire. Tout le chauffage y est électrique, « pour éviter la pollution », et l'on n'y voit aucune antenne disgracieuse, chaque maison recevant par câble les six programmes, dans les trois de l'O.R.F., qui sont visibles en Sarre. La municipalité a eu le bon esprit d'acheter, il y a quelques années, de vastes terrains pour couper court à la spéculation. Elle les revend à environ 18 marks le mètre carré. Une

maison coûte donc en moyenne ici 120 000 marks (environ 240 000 F) et trouve aisément preneur. Pour ceux qui ne peuvent y prétendre, la ville loue à un prix moyen de 5 marks le mètre carré, et, même, 70 appartements sont offerts aux « cas sociaux » pour 3,55 marks, le surplus constituant une subvention. Pour les vieillards, un foyer ultramoderne domine sur la grand-place de Sarrelouis offre une centaine de places dont la moitié sont gratuites.

A beau bâtir qui vient de rien... Le modernisme de la cité — exception faite de son patrimoine fortifié — tient aussi aux destructions eulées à l'issue de la dernière guerre, lorsque l'avance américaine s'était stabilisée, en automne 1944, sur la rive ouest de la Sarre. Un duel d'artillerie de plusieurs mois avait alors fait place nette. Ce temps de pour et de misère semble désormais aussi lointain que l'époque où, par une singularité sans doute unique, un général de la Grande Armée de Napoléon, né à Sarrelouis, Michel Renaud, demeura jusqu'en 1826 bourgmestre prussien de la ville, arborant sur sa redingote, en bon Européen, sa Légion d'honneur, sur le dos de l'Aigle de troisième classe des Hohenzollern. Symbolique destin, en tout cas plus exemplaire pour la coopération franco-allemande où la ville voit sa vocation que celui du bourgmestre nazi de Sarrelouis. Les nationaux-socialistes avaient, en effet, baptisé la ville pour effacer le souvenir abhorré du Roi-Soleil. Lorsque l'inspecteur de région (« Gauleiter ») vint installer le nouveau maire sous la croix gammée, il tint un discours admirable de conciliation et signifiait des procédés du régime à un conseil municipal modeste : « Puisque aucune opposition ne se manifeste, et afin de ne pas perdre de temps à voter, j'ai le plaisir de vous annoncer que vous venez d'élire à l'unanimité le chef de cercle Franz Schubert comme nouveau bourgmestre... » Il ne restait plus qu'à faire scier les « élus » à la population, rassemblée sur la place du Marché qui, à l'époque, s'appelaient d'ailleurs Adolf-Hitler-Platz. Soixante-neuf noms de russ, insuffisamment « nationaux », avaient été modifiés.

Il y a loin de cette dictature expéditive à la gestion démocratique de M. Henrich, restaurateur des bastions de Vauban et grand architecte des piscines du Roi-Soleil. Le pouvoir central qui a succédé au « Gross Berlin » est représenté par M. Riotta, haut fonctionnaire affable qui est, dans le Kreis, l'équivalent d'un sous-préfet français. Après un cours doctoral de droit public allemand, lui aussi vante les mérites de la ville. Il évoque ensuite son cher souci : « Je suis en train de créer sur 50 hectares, tout près de votre frontière, le seul et unique golf de la Sarre. J'ai été attaqué et accusé de m'intéresser aux seuls riches. Mais le mûr désire attirer-les et les nous laisseront leur argent... » Là encore, le calcul n'a pas été mauvais, si l'on en croit les villas qui se construisent ici et là. A croire que la vie est plaisante en ces lieux que la princesse de Soubise, exilée par Louis XIV, avait sans trop récriminer relevée de son exil. Terre de double lignage que, jusqu'à la Révolution, les « dames abbesses » de Wadgassen sanctifiaient de leurs prières « dites en tous respect, amour et fidélité au Roi très chrétien et au Saint-Empire romain germanique ».

PAUL-JEAN FRANCESCHINI.



que le Land, propriétaire insouciant, avait loué à des particuliers peu soigneux ont été rachetés il y a trois ans par la municipalité. Acheté et restauré, avant la recherche de locataires plus « sérieux », lui ont coûté 2,5 millions de marks. Un autre million est allé à la rénovation du long bâtiment du dix-huitième siècle, où elle est en train d'installer la bibliothèque municipale. Paradoxe, les remparts de Vauban sont en cours de démantèlement, avec l'aide de quelques commerçants avisés qui ont accepté, pour installer une brasserie ou un grand magasin, de faire office de mécènes. En revanche, dans l'étroite Bierstrasse, la maison natale du maréchal Ney, achetée par un fleuriste ménager de ses marks, menace de tomber en ruine... « Il nous l'a soufflé, mais nous allons l'obliger à la restaurer », soupire le maire, M. Manfred Henrich, ancien magistrat, qui préside depuis huit ans aux destinées de la cité.

CETTE politique de jardins d'agrément et d'installations sportives obéit à une préoccupation centrale : le maire a voulu faire de Sarrelouis une « ville de résidence » où les jeunes aient envie de demeurer. Pour retenir les parents on a encouragé les commerçants. Ils offrent tant de variété et de choix à leur clientèle que plus personne ou presque n'appréhende le besoin d'aller, comme naguère, « faire les courses à Sarrebruck ». Sur la grande place du Marché, qui fut naguère la Paradeplatz et vit tant de revues et prises d'armes, l'animation incessante montre que le pari a été gagné. Du passé ne subsiste plus ici que la façade d'une vieille église dominant hors de la vue du promeneur par un édifice moderne de béton, et qui témoigne de la ferveur historique des habitants. Elle est encore noyée par l'incendie qu'allumèrent, en 1680, les feux d'artifice tirés avec trop de fougue à l'occasion du deuxième centenaire. Il est vrai que l'on

## EUROPAWELLE SAAR 1421 kHz = 211 m

- première chaîne du Saarländischer Rundfunk sur ondes moyennes
- depuis 1964 programme pilote en Allemagne
- sa vocation : informer et distraire
- sa puissance d'émetteur (Thomson C.S.F.) : 1.200 kW
- touche chaque jour un public de 2 millions d'auditeurs en République Fédérale d'Allemagne
- est également très écoutée dans les départements limitrophes en France, au Luxembourg et en Belgique
- avec EUROPAWELLE SAAR au rendez-vous de l'Europe

**CdF Chimie**

est présente en **SARRE**

par

**CHEMISCHE WERKE**

**SAAR-LOTHRINGEN**

GMBH

**Usine de Besch**

Urée  
Formol  
Colles urée-formol  
et formo-phénoliques

**CSL**

**La SOGENAL en Sarre**

135 agences au cœur de l'Europe seront heureuses de vous accueillir.

**SOCIETE GENERALE ALSACIENNE DE BANQUE**

Affiliée au groupe de la Société Générale Paris

Siège Social: Strasbourg - Succursale: D-6600 Sarrebrück, Bahnhofstrasse 32, Tel. (081) 30771  
Télex: 4 421 255 SOGS D

En Sarre depuis 1919, la SOGENAL met à votre disposition :

- son personnel parfaitement bilingue,
- son excellente connaissance du marché sarrois,
- sa longue expérience des opérations internationales: la SOGENAL est présente en France, Allemagne, Luxembourg, Suisse et Autriche.



## LA SARRE

### Des études « françaises » à l'Université

L'UNIVERSITÉ de la Sarre a conservé de son statut particulier « franco-allemand » dans l'immédiat après-guerre une vocation originale. La loi l'oblige, en effet, à « prendre un soin particulier des relations franco-allemandes ainsi que de l'idée européenne ». C'est la seule loi allemande qui fixe un but « politique » à un établissement d'enseignement. En outre, l'université dispose de deux filières « en français » : les études d'allemand (licence et maîtrise) et le droit (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année). Ces deux filières sont reconnues en France selon le procédé dit « d'homologation ». Les Français peuvent également passer un diplôme de traducteur et d'interprète à Sarrebruck et recevoir des bourses données soit par le D.A.D. (service allemand d'échanges académiques), soit par l'Office franco-allemand de la jeunesse.

Pour ces études « françaises », le Land et l'université dépensent plus de deux millions de deutschmarks par an. Pour l'année 1974, environ trois cent cinquante-dix étudiants français sont inscrits à Sarrebruck. Ils viennent, pour la plupart, des régions voisines de la Sarre.

Une commission mixte, dont les travaux doivent s'achever au printemps de 1975, étudie actuellement le problème des équivalences. En outre, depuis plus d'un an, l'université essaie d'obtenir que les étudiants français continuent à recevoir leurs bourses au cours de leurs études à Sarrebruck.

L'ambassade de France en R.F.A. et l'Office franco-allemand de la jeunesse ont exprimé un avis favorable. La décision du ministre français de l'éducation nationale se fait toujours attendre.

### La « Saarbrücker Zeitung »

#### Un grand régional deux fois séculaire

C'EST au prince Wilhelm Heinrich von Nassau-Saarbrücken que la *Saarbrücker Zeitung* doit l'existence. Aussi n'a-t-il pas seulement donné son nom à un pont de la cité ; son portrait orne encore la salle de conférences de la rédaction du quotidien. Le 24 janvier 1761, le prince enjoignait par ordonnance de faire paraître un hebdomadaire « à titre d'essai ». Essai transformé et bien que le journal, à deux cent trente ans, n'est pas seulement l'une des plus vieilles gazettes de langue allemande mais l'une des plus anciennes du monde.

Les expériences, heureuses ou pénibles, ont marqué cette longue vie. Comme le rapportait le rédacteur chargé de célébrer le deux centième anniversaire, le journal a dû informer à sept reprises ses lecteurs de guerres affectant leur territoire.

C'est peut-être à ces difficultés que le journal doit sa belle résilience. A l'époque nazie il fut déprivatisé et nationalisé, puis mis sous séquestre français après la guerre. C'est en première ligne qu'il livra la bataille pour le référendum. Lorsque le traité de Luxembourg du 27 octobre 1956 apporta enfin un règlement honorable entre la France et la R.F.A., le nouveau gouvernement de la Sarre put racheter le journal et le confier à la gestion de trois banques allemandes.

La procédure donna lieu à maintes et les adversaires de la *Saarbrücker Zeitung* voulurent y voir une feutée d'avis gouvernementale. Pourtant, on peut l'assurer en toute sincérité, il n'y eut pas plus de censure à l'époque qu'aujourd'hui.

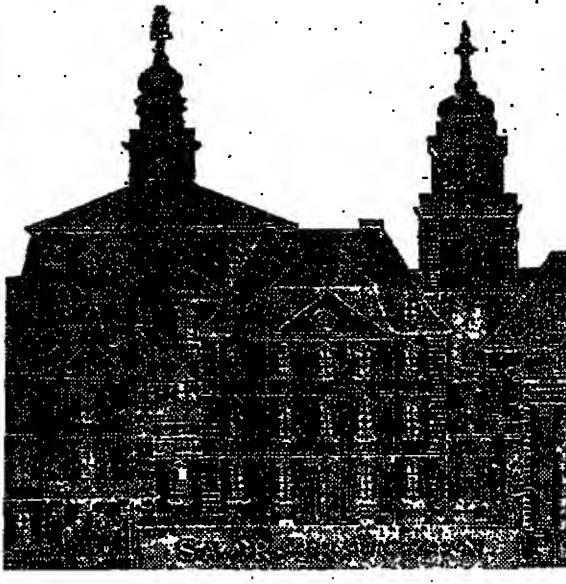
Ce qui était prévu dans le traité franco-allemand de 1956 fut exécuté le 6 novembre 1959 : la Diète sarroise vota la privatisation du quotidien, ce qui n'alla pas sans affrontements politiques sévères. Depuis ce scrutin, l'éditeur de Stuttgart, Georg von Holtzbrinck, détient 49 % des actions contre 25 % aux fondations des partis politiques (fondation Konrad-Adenauer pour le C.D.U., fondation Friedrich-Ebert pour les socialistes et fondation Friedrich-Naumann pour les libéraux), 15 % des ac-

tions sont allées — phénomène unique en Allemagne — aux personnels du journal, qui les ont acquises à des conditions de faveur et sont représentées, en tant que copropriétaires, dans le conseil de surveillance. Les banques anciennement chargées de la tutelle de l'entreprise ont enfin acquis 10 % de l'actif.

Moderne dans sa structure de propriété, la *Saarbrücker Zeitung* l'est aussi dans la mesure où elle fut l'un des premiers journaux à avoir un statut de la rédaction énonçant sa position politique : fidélité inconditionnelle à la démocratie, libéralisme refusant toutefois les concessions aux extrémistes, adhésion à l'économie sociale de marché et action en faveur de l'Europe et de l'amitié franco-allemande.

JOACHIM WIDERA.

### DES ATOUTS TOURISTIQUES INSOUÇONNÉS



Qu'est-ce que ? Cette Sarre industrielle et charbonnière que l'on tient naturellement pour le décor des Indes noires de Jules Verne est un pays de verdure et de forêts où l'amateur de nature peut fort bien ignorer les cheminées d'usine. Les chiffres le prouvent amplement : 16 000 hectares de « fabriques », mais aussi et surtout 212 000 hectares de champs et de prairies, des chemins de randonnée sur 4 500 kilomètres. Des « terrains de repos » d'une bonne tenue toute germanique où s'élèvent jusqu'aux « stations climatiques ». Le gouvernement de Sarrebruck, très soucieux de démentir la « légende noire » qui à ses yeux fait beaucoup de tort au pays en en déformant, outre les touristes, les habitants éventuels en quête d'un séjour agréable, a d'ailleurs consenti un effort exceptionnel d'équipement touristique et de lutte contre la pollution. Deux grands lacs de retenue sont en cours

d'installation et doivent constituer des « paradis de vacances » pour une clientèle sociale. A la frontière française, à Bilsen-Merten, un projet ambitieux de centre nautique et sportif associe les deux pays. Le nord de la Sarre, très peu industrialisé, se prête tout particulièrement à l'équipement touristique et offre des paysages attrayants, une véritable station de sports d'hiver à Braunshausen, un « centre de camping et de repos familial » à Orscholz. Mais des zones moins favorisées par la nature sont fort bien équipées notamment à Sarrelouis et à Sarrebruck même. Aussi, hors de ce tiers du territoire que couvre la forêt, on peut dans trouver bon nombre de plages et de terrains de sport agréablement installés et qui semblent désormais mieux connus puis-que plus de cent cinquante mille touristes sont venus, l'an dernier, passer leurs vacances en Sarre et que, pour la plupart, il s'agissait d'un second séjour.

## Saar Bank

(Gersweiler Sparkasse) eG  
6600 Saarbrücken 3 - Kaiserstrasse 20  
et plus de 35 agences en Sarre

## Banque Populaire

Banque Populaire de Lorraine  
Siège Social, 3, rue François-de-Curel, Metz  
et plus de 60 agences  
en Meurthe-et-Moselle, Meuse,  
Moselle et Vosges

« Artisans, Commerçants et industriels, pour réaliser dans les meilleures conditions les échanges économiques entre la Sarre et la Lorraine, pour faciliter les opérations de commerce extérieur ou toutes autres opérations bancaires, pour développer l'établissement de relations d'affaires, la SAAR BANK et la BANQUE POPULAIRE DE LORRAINE, dans un esprit coopératif, vous donnent les moyens de votre expansion. »



### SAARLOUIS

VILLE DU ROI-SOLEIL  
Patrie du Maréchal Ney

Si vous avez l'intention de vivre en Allemagne comme en France, avoir pied sur le marché allemand, nous vous proposons

**SARRELOUIS**, ville historique, dynamique et charmante, au carrefour de deux autoroutes. Siège d'industries importantes et centre commercial.

Renseignements : Mairie de Sarrelouis (R.F.A.)  
Tél. : 1949-6831-193235

### Prendre un bon départ

Destination : La République Fédérale d'Allemagne

La réussite dépend d'un bon départ ainsi que du choix d'une bonne implantation. Des entreprises telles que PEUGEOT, CAMUS DIETSCHE et les groupes D. B. A., ST. GOBAIN - PONT-à-MOUSSON, la BANQUE NATIONALE de PARIS, le CREDIT LYONNAIS, (la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ALSACIENNE de BANQUE), pour n'en citer que quelques unes, justifient quotidiennement par leurs succès le choix judicieux de leur implantation.

**SARREBRUCK** : pont entre l'Allemagne et la France, centre du triangle charbon-acier Sarre-Lorraine-Luxembourg, débouché ouest du réseau d'autoroutes allemand, disposant de relations ferroviaires intervalles rapides, ville universitaire, connue par sa Foire, point de rencontre d'activités culturelles franco-allemandes, siège d'un Consulat Général de France, d'une Chambre de Commerce Française et d'autres institutions françaises.

**SAARBRUCK** : 230 000 h., capitale d'un Land, siège d'un gouvernement et d'administrations, centre culturel et de formation professionnelle, centre commercial, artisanal et industriel, ville disposant d'un potentiel diversifié de main d'œuvre, cité entourée de verdure.

### Prendre un bon départ de Sarrebruck

Tous renseignements complémentaires vous seront fournis par les services „Amt für Wirtschaft und Verkehr“ de l'Hôtel de Ville de Sarrebruck.



## Sarrebruck

 **Crédit Sarrois S.A.**  
**Saarländische Kreditbank**  
Aktiengesellschaft  
Saarbrücken, Kaiserstraße 29/31

Nous sommes la première banque commerciale en Sarre. Grâce à nos relations étroites avec la Deutsche Bank Aktiengesellschaft et avec le groupe bancaire du

 **Crédit Industriel et Commercial**  
nous sommes en mesure de vous apporter une aide particulièrement efficace pour le dénouement de vos affaires en République fédérale, en France et dans le monde entier.

مكتبة الامم المتحدة







## ETRANGER

## Reflets du monde entier

## La photo de la semaine



Un jeune Sud-Coréen se tranche le petit doigt d'un coup de poche, dans une rue de Séoul, afin de l'envoyer à l'ambassadeur du Japon en signe de protestation. Au cours des manifestations anti-japonaises en Corée du Sud (provoquées par l'attentat qui a coûté la vie à la femme du président Park Chung Hee), la police a dénombré une trentaine de ces mutilations volontaires, inspirées d'une coutume de l'ancienne Corée, également connue du vieux Japon, et qui reste encore vivace. (Le Monde du 11 septembre.)

(Photo U.P.I. reproduite par TIME, édition européenne, numéro du 23 septembre.)



## Les chorales des tribus

Le bimensuel catholique camerounais L'ESSOR DES JEUNES s'en prend vivement aux chrétiens qui utilisent l'Eglise pour leur plus grande gloire (politique et financière) personnelle, dans un petit dialogue à peine fictif :  
LUCAS. — Que penses-tu de cette histoire de chorale et de collège ?

JEAN-PIERRE. — Moi, je n'en sais rien, je ne sais même pas qu'on parlait de quelque chose comme ça.

L. — Il paraît que certains chrétiens ont juré de prendre le « maquis », sinon vrai, du moins spirituel, parce que leur évêque leur a dit de s'unir aux autres chrétiens sans distinction de tribu et de département pour chanter les louanges du Dieu unique.

J.-P. — Qu'est-ce que ces gens entendent donc par chorale d'Eglise ?

L. — Pour eux la chorale était le remplaçant d'un parti politique propre à eux, à leur langue, etc., avec des fonds importants, semble-t-il. Mettre fin à leur chorale, c'était pour ainsi dire prononcer la dissolution d'un parti politique. Voilà pourquoi, ces gens sont furieux et veulent saccager les missions catholiques, voire détruire les objets de culte.

J.-P. — Mon vieux, il y a des gens susceptibles comme des femmes ! Au fait quel salaire gagnent les dirigeants des chorales-ersatz de partis politiques ?

L. — Dieu seul et la sûreté nationale peuvent le savoir...

## NEWSLETTER FROM SCOTLAND

## Les Ecossais du Pakistan

Après les « chefs du charbon », les Ecossais découvrent avec un certain étonnement les « khans des Highlands ». Le bulletin du service d'information d'Ecosses, NEWSLETTER FROM SCOTLAND, publie, en effet, cette information :

« Deux membres éminents de l'importante communauté pakistanaise de Glasgow, M. Mustapha Khan et son jeune frère Saad, ont établi de solides liens d'amitié avec la nombreuse communauté de langue gaélique, en organisant des soirées de musique écossaise dans les salons de l'hôtel Dorchester, dont ils sont propriétaires.

« Nous avions de nombreux clients qui venaient chanter d'anciennes chansons gaéliques dans nos salons, raconte M. Mustapha Khan. Un soir, l'un d'eux nous a suggéré d'organiser un « ceilidh » (soirée folklorique écossaise). Nous avons d'abord hésité : nous ne savions pas comment les vrais Ecossais apprécieraient cette initiative. Aujourd'hui, nous sommes sûrs que c'est la meilleure idée que nous ayons eue depuis notre arrivée de Lahore. Il y a quinze ans.

« En fait, ces chansons des Highlands sont assez proches de certains des chants populaires pakistans. Saad et moi songeons sérieusement à apprendre maintenant le gaélique, et peut-être à nous mettre à chanter dans nos « ceilidhs ».

« Ravis, les habitants du Dorchester ont baptisé les deux frères les « MacEhams ».

## Lettre d'Ankara

## Jupes longues et minarets de verre



Il n'était pas toujours facile d'être Français en Turquie ces dernières semaines. Il n'aurait servi à rien d'évoquer l'amitié légendaire de François I<sup>er</sup> et de Soliman le Magnifique. Ni de rappeler que près du carrefour de la route d'Ephèse, où, sans y prêter attention, croisent chaque année des milliers de touristes, se trouvait cette ferme imposante dont la Sublime Porte fit don, avec une pension annuelle de 80 000 piastres, à un candidat — mulhureux, il est vrai — à la présidence de la République française, Alphonse de Lamartine. Aujourd'hui, avec une curiosité un peu insistante, on s'enquiert de votre nationalité. Des enfants gonflent leurs joues et font glisser au raz de votre nez leur main en piquet, imitant le bruit des Mirages. D'autres poussent leurs yeux habitués jusqu'à lancer quelques cailloux dans les vitres déglacées et poussiéreuses des 4 L. et des 2 CV.

Tout cela ne va jamais bien loin. Mais les plus modérées et les plus raisonnables des amis turcs avouaient qu'ils seraient mieux compris certaines prises de position parisiennes si elles avaient été davantage pures de considérations de prestige et d'arrière-pensées de négoce. Ils s'étonnent aussi, avec quelque amertume, que l'indulgence ou la sévérité soufflent toujours du même côté.

On disait qu'à la Foire internationale d'Izmir, qui a ouvert ses portes en pleine bagarre, le pavillon français était volontairement déserté. Ce n'est pas exact. La vérité, c'est qu'il est plutôt modeste par rapport à ceux des autres pays et manque de pouvoir attractif. Au pavillon britannique, qui, lui au moins, dispose d'une salle de cinéma, la foule, pas rancunière, se bouscule devant le mariage de la princesse Anne.

On pourrait craindre aussi un boycott des opérations de l'été 1974 appartenant déjà à l'histoire. Quand, sur le boulevard Atatürk, on s'agglutina de nouveau autour des transitions, ce ne sera, espérons-le, que pour suivre les péripéties d'un match de football. Déjà la radio s'est reprise à diffuser, avec la musique traditionnelle, des airs de jazz et même des chansons françaises.

On pourrait craindre aussi un boy-

cottage de la langue et de la culture, une diminution des inscriptions dans les centres français et dans les écoles, pour la plupart multiples. On verra bien à la rentrée d'octobre. Mais il y a déjà belle lurette que le dernier journal français d'Istanbul s'est sabordé, faute de soutien, et qu'à travers tout le pays les étrangers doivent se satisfaire d'un Daily News quotidien. Les établissements français disposent sans doute de moyens limités par rapport à leurs homologues allemands ou américains. Mais l'institut d'Ankara fait bonne figure sur la Ziya Gökalp, en plein centre de la ville. Pourquoi faut-il que les lettres de son inscription bilingue tombent l'une après l'autre, comme des dents cariées ? Les remplaçeurs-à-venir que l'ambassade franco-turque ait repris sa velle de croisière ?

Cependant, cet été, ce sont les Français qui ont représenté l'un des plus forts contingents de touristes. Il y a, bien sûr, les troupes bien encadrées du Club Méditerranée, que les gentils organisateurs rassemblent comme des moutons aux aéroports et font tourner comme des dindes de la vieille Phocée à Istanbul, de Kusadasi à Ankara. Le responsable du gîte d'étape d'Uçhisar se lamentait du manque d'eau dans les chambres. Mais qu'importe à ceux qui vont plonger d'un seul coup dans le décor hérisé et convulsif de la Cappadoce !

Il y a aussi les individus qui se sont lancés à l'aventure et se sont parfois emparés dans les chars en marche vers Merzifin. Ou ces explorateurs plus hardis qui redescendent du sommet du Nemrut-Dag, encore éblouis par le spectacle des statues colossales surgies de la nuit glacée, sous un soleil qui va bientôt atteindre 50 degrés. Dans ce lieu privilégié, extravagant, ils n'ont rencontré que des Belges, des Italiens, et d'autres Français. Et dans l'admirable Musée d'Ankara, ce sont les visiteurs français, guidés bleu en main, qui emportent souvent les suffrages pour leur sagesse et leur application.

LES opérations de l'été 1974 appartiennent déjà à l'histoire. Quand, sur le boulevard Atatürk, on s'agglutina de nouveau autour des transitions, ce ne sera, espérons-le, que pour suivre les péripéties d'un match de football. Déjà la radio s'est reprise à diffuser, avec la musique traditionnelle, des airs de jazz et même des chansons françaises.

Pour l'heure, sur les trottoirs cailloteux, la foule bruyante et pacifique monte et descend la vaste avenue, ou la traverse, pas toujours au bon moment, poursuivie par les affrétés des agents de police et les klaxons rageurs des voitures. Le temps n'est pas loin où il n'y avait qu'un seul feu de croisement, à Ulus. Depuis, ils se sont multipliés dans tous les quartiers, sans pour autant entrer tout à fait dans les mœurs.

Car ce pays reste celui de contrastes. On pouvait dire autrefois que flâner sur le port de Galata, à Istanbul, c'était aller à la rencontre de toutes les nations. Maintenant, franchie la courbe du nouveau pont sur le Bosphore, miracle d'une technique élégante et audacieuse, on peut choisir de descendre vers les stations en forme de Saint-Tropez de la Marmara ou de remonter vers la mer Noire : maquis verdoyants, vieilles maisons de bois, les eaux douces d'Asie, Pierre Loti.

Dans la capitale, en perpétuelle expansion, déboulent sur le boulevard Atatürk, c'est découvrir à la fois le passé traditionnel et les promesses de l'avenir. Des gosses vendent aux passants altérés l'eau d'une gargouille transparente, d'autres des semis, ces couronnes croustillantes saupoudrées de grains de sésame dont ils transportent l'écheveau en équilibre sur leur tête. Des cirque de tous les âges attendent devant leurs boîtes aux culvres étincelantes. Des femmes, et beaucoup d'entre elles jeunes encore, sont restées fidèles aux fléchus stricts et aux pantalons à fleurs. Car, au-delà du fourmillement des « gecekundus », ces maisons bâties en une nuit, et des immeubles en hauteur qui bordent le thalweg d'Istanbul, on entre de plain-pied, abruptement, dans la campagne anatolienne. Mais d'autres jeunes femmes et d'autres jeunes filles, juchées sur leurs chaussures aux épaisse semelles, ont abandonné la mini-jupe pour tous les modèles de jeans, et les jeans pour les jupes longues, dernier cri, colorées, variées, taillées dans les beaux tissus de la Sümbatbank.

La terrasse de l'Odu Evi, la maison de l'armée, de paisibles officiers, attirent leur café en famille. Il faudra aller un peu plus loin, au Genclik Park, pour retrouver les tumeurs de marghille. Des bouffons, que les journaux appellent les « petits Mehmet », se baladent deux par deux, se tenant parfois par la main ou par le petit doigt, selon la touchante habitude villageoise.

Ankara, elle aussi, a été saisie par la frénésie des tours. On démolit des immeubles qui n'ont pas vingt ans. On en construit d'autres, plus vastes et plus hauts, de béton, d'acier et de verre. Ulus s'est déplacé vers Kizilay, le carrefour du Croissant-Rouge. Et Kizilay se déplace vers les collines de Çankaya, qui n'abritent plus seulement des bâtiments officiels et des ambassades, mais des magasins chics, des restaurants à la mode, fières de leurs terrasses et de leur décor, mais où l'on ne mange pas mieux que dans les bonnes vieilles « lokantas » de la basse ville.

La jeune université d'Hacettepe continue à proliférer, sous la houlette d'un recteur dynamique et bâtisseur, imaginant des systèmes d'enseignement dont bien des pays, en apparence plus avancés, pourraient utilement s'inspirer. Et, presque en face, l'énorme mosquée en construction de Maitappa tarde à sortir de la gangue de ses échafaudages. Des mosquées, il en existe un peu partout, et les plus modestes en adoptent un nouveau style, la pointe de leurs minarets est en verre et brille de toutes ses facettes au soleil.

Jupes longues et minarets de verre, c'est un peu le symbole de la fragile coalition qui tient le pouvoir, et dont, passée l'excitation de journées héroïques, on recommence à entendre les craquements : le premier ministre, M. Ecevit, le progressiste kémaliste, et son second, M. Erbakan, fidèle soutien de l'enseignement religieux et de l'islamisme fondamental.

L'environnement aussi a changé. Ankara, ce désert, est presque une ville verte à présent, pleine d'arbres, de plantes et de fleurs. Les premières pluies d'orage sont tombées, la cendre de l'automne commence à envahir le ciel immobilement bleu. Bien sûr, hâtes ! les fumées des chauffages s'épaississent jusqu'à former l'hiver venu, ce fléau de pollution au-dessus de la ville, que nul vent ne peut dissiper.

Nous n'en sommes pas là encore. Le marché de Yenisehir croule sous les pyramides de pastèques de melons, de concomres, de courgettes, d'aubergines, de pêches et de grognes. Au milieu des cagots de raisins amrymotes, aux grains blonds, petits et serrés, sans pépins, s'étaient de lourdes grappes sombres. L'éclatante porte : raisin de Chypre.

LOUIS LATAILLAGE

## Un rameau méconnu du judaïsme

## LA DIASPORA SUD-AFRICAINE

C'EST à Hatfield Street, au centre de la vieille ville du Cap, à proximité du jardin botanique et des allées victorienne du parc, où les promeneurs dominicaux viennent flâner devant la Galerie nationale d'art, que bat le cœur de l'un des rameaux les plus méconnus et sans doute les plus puissants de la Diaspora. Un temple, dont la façade est anonyme et sans âge, et dont les proportions architecturales sont modestes, y passe pour la plus vieille synagogue d'Afrique du Sud.

Construit en 1882, grâce aux libéralités du baronnet britannique Sir Moses Montefiore, même Israël dont le nom est connu à l'égal de celui des Rothschild (1), ces murs ne furent dressés qu'une vingtaine d'années après la fondation de la première communauté juive sud-africaine. La compagnie des Indes néerlandaises, qui présida à la naissance de la colonie du Cap, ayant longtemps exigé que ses colons fussent de confession protestante, ce n'est, semble-t-il, qu'au début du dix-neuvième siècle qu'apparut dans cette région d'Afrique le premier colon d'origine juive. Sept années avant la bataille de Waterloo, en 1808, Frankel, médecin d'origine allemande, qui accompagnait un groupe de pionniers anglais, se fixa au Cap. Il y est considéré comme l'un des fondateurs de la congrégation israélite et de l'université de la ville.

Le fait que le Progressive Party d'Henri S. Zeman et Walter Schwab, ce dernier d'origine allemande, que son combat soit vigoureusement soutenu par une presse qui compte beaucoup de journalistes israéliens, qu'Harry Oppenheimer, de confession anglicane mais d'origine juive, finance le Progressive Party, explique l'existence d'un puissant courant antisémite dans la population blanche. La richesse de certains éléments de la minorité juive — la famille Oppenheimer est réputée contrôler un tiers de l'industrie sud-africaine, par l'intermédiaire de la seule compagnie Anglo-American — aggrave ce sentiment d'hostilité, en partie à base de concurrence, non seulement dans le monde des affaires, mais encore dans celui des professions libérales.

Contradictoirement, les juifs sud-africains sont, dans leur propre pays, accusés de faire souffler un vent dangereux de libéralisme et de contestation, tandis qu'à l'étranger on les accuse d'être complices du régime de M. John Vorster et de pacifier avec le système d'apartheid. Le docteur Malan fut l'un des premiers hommes d'Etat étrangers à visiter l'Etat d'Israël après la proclamation de son indépendance. La République Sud-Africaine a tou-

jours ouvertement sympathisé avec l'Etat juif, favorisant les transferts de fonds collectés par la Diaspora en faveur d'Ezraï Ivaël. Riches et puissants, les Israélites sud-africains sont des sionistes militants. Ils expédient régulièrement d'importantes sommes à leurs coreligionnaires et, au moment de la guerre du Kippour, près de deux mille d'entre eux s'engageant volontairement pour combattre à leurs côtés.

M. Abba Eban, ministre israélien des affaires étrangères, est originaire d'Afrique du Sud.

Il est difficile de connaître le nombre exact des juifs vivant en Afrique du Sud. On affirme généralement qu'ils représentent 4 % de la population blanche, évaluée à quatre millions de personnes.

Mais, pour la seule ville de Johannesburg, les évaluations varient de 80 000 à 150 000 individus. Il est certain que les deux plus importantes communautés sont concentrées à Johannesburg et au Cap, tandis qu'une dizaine de milliers de leurs coreligionnaires vivent au Natal en majorité à Durban. Cependant, le nombre des synagogues visibles dans les principales villes du pays laisse supposer que ces évaluations sont largement sous-estimées. C'est ainsi qu'on en compte une vingtaine au Cap et dans sa banlieue, pour une population juive qui n'atteindrait théoriquement que 30 000 personnes.

Dans toutes les grandes villes on trouve des écoles privées allant du jardin d'enfants aux classes terminales. Les professeurs y enseignent à la fois en afrikaans, en anglais et en hébreu. Le judaïsme sud-africain a ses « anciens » et ses « modernes », et la congrégation juive réformée, plus ouverte au modernisme, dispose de ses propres synagogues à Durban, au Cap et à Johannesburg. Cependant, les orthodoxes du Cap se retrouvent à la nouvelle

« Schule », construite en 1904, sur le modèle d'un temple anaque de Florence, édifice qui permet de regrouper près de deux mille fidèles. C'est à Muizenberg, petite ville balnéaire située dans la péninsule du Cap de Bonne-Espérance, et au vieux cimetière juif de Woodstock que l'on se recueille aux sources du judaïsme sud-africain traditionnel.

Les petits-fils des « Litvaks » (Lituanais) venus ici vers les années 1925-1930 comme petits commerçants sont aujourd'hui médecins ou avocats. Les arrière-petits-fils des juifs anglais, arrivés une génération plus tôt, avec les premiers chercheurs d'or du Witwatersrand, les avaient déjà précédés sur la même voie. Leurs parents avaient commencé à fréquenter les « public schools » (écoles publiques) et à épouser de riches héritières du Kent ou du Surrey. Hommes réalistes et appliqués au travail, ils sont devenus ces célèbres « Randlords », dont les clans écossais ou irlandais gèrent les entreprises minières et industrielles. Mais la promotion sociale, loin d'apaiser l'antisémitisme, l'a renforcé, et nombreux sont les « aryens » qui ne cherchent pas à dissimuler leur mépris pour ceux qu'ils appellent les « Hoggheheimers », qualificatif péjoratif destiné à « la finance germano-sémitique du Rand », dont ils regrettent que « le pur accent d'Oxford ait évincé le stentement yiddish ».

On en voudra, notamment pour preuve l'attitude des dirigeants du très sélect Rand Club de Johannesburg qui, il y a quelques années encore, refusaient catégoriquement l'admission de tout membre juif.

PHILIPPE DECAENE

(1) Philanthrope israélite britannique, né en 1794 à Livourne, mort à Rome en 1888. Sir Moses Montefiore était allié aux Rothschild par mariage. Il consacra sa vie à l'amélioration du sort de ses coreligionnaires, notamment ceux qui vivaient dans les limites de l'Empire ottoman.

مكتبة الامم المتحدة



سكنا من الامل

# RADIO-TELEVISION

## Les écrans de l'étranger

### AU KENYA, LA DÉMOCRATIE DU COCA-COLA

#### Raconter le surréalisme

C'EST le sujet - piège par excellence. Car le surréalisme, ce mouvement passionné, tumultueux, qui a marqué toute une génération d'écrivains et d'artistes, appartenait, d'abord, à ceux qui l'ont fait et vécu, à ceux qui ont hérité. A des « spécialistes » attachés à leurs souvenirs, à leurs luttes, à leurs querelles, à leurs « communications » mélangées. De ceux qui ont écrit du « dehors » sur le surréalisme, en partie, lui consacrer une émission à la télévision, le livre.

En produisant deux films de cinquante minutes chacun, destinés, par le jeu de la coproduction européenne, à une large diffusion, Michèle Arnaud et Renée Moritz ont évidemment pris le risque de provoquer des réactions diverses si leur évocation n'est pas jugée fidèle à l'orthodoxie surréaliste. De ce sujet-piège, de cette histoire vraiment compliquée, ils ont voulu faire et ils ont fait — un exposé vivant, à l'usage d'un public pour lequel le surréalisme n'est, à tout prendre, qu'un mot à quelques noms célèbres. Leurs deux films sont donc des films de vulgarisation, c'est-à-dire qu'on ne peut leur reprocher ni obscurité, ni hermétisme, ni intellectualisme.

Pour qui voudra se laisser tenter par cette promenade au pays des écrivains, des poètes et des peintres qui bouleversent en France la vie artistique des années 20 et 30 et tentent de changer la société, ils n'ont qu'à suivre un parcours bien tracé par Edouard Kéroux, qui a recueilli témoignages et entretiens, et par Adrien Maben, qui a conçu sa réalisation, non comme un assemblage de documents divers (parmi lesquels figurent des extraits de films et d'émissions) mais comme une suite de « collages » illustrant, du même coup, cette démarche particulière aux surréalistes.

La première partie est un portrait d'André Breton. Si le terme « surréalisme » est apparu, en 1917, à la suite de la pièce d'Apollinaire les Mamelles de Tirésias (quelles, par son auteur, de drame surréaliste), il semble qu'on ne puisse, selon André Breton, de Manderly, le définir autrement que par le fait d'André Breton. « Pour moi, dit Manderly, il n'y a de surréalisme que par rapport à André Breton, et qu'à partir d'André Breton. »

Retraçant successivement les origines plastiques du mouvement (la peinture de Gustave Moreau et de Giorgio de Chirico), ses origines littéraires (Lautréamont et les Chants de Maldoror), ses origines sociales (la guerre de 1914), cette première partie recrée donc une personnalité dominante — et fascinante — autour de laquelle s'organise « la révolution surréaliste ». Manifestes, écritures, et peinture automatique, appels à « la toute-puissance du rêve, au jeu des désirs, à la pensée », rapports d'André Breton avec Freud et Jacques Vaché, c'est un temps de batailles et d'exaltation, qui nous revient, qu'on peut découvrir.

Breton est d'ailleurs présent, jusqu'à sa mort, dans la deuxième partie, où passent — commentées avec fougue par le critique d'art Alain Jouffroy — les grandes maîtres de la peinture surréaliste (Max Ernst, Tanguy, Magritte) et ceux de la deuxième vague (Deleury, Belmer), où les ruptures (Soupeult, Vitrac, Desnos, Cravel, Aragon, Dalí), les départs pour les États-Unis au début de la deuxième guerre mondiale, témoignent de regrets et de mélancolie le panorama historique. Echo des années 50 où revit le surréalisme, flammes qui s'éteignent. Il faut se quitter. La promenade est achevée. Le surréalisme est-il mort ? Les auteurs de ces deux émissions laissent le public libre de conclure.

JACQUES SICLIER.

\* Dimanches 22 et 29 septembre, deuxième chaîne, 20 h. 35.

QUAND on dit Kenya, on pense safari. On pense à M. Kenyatta, le président « Mzee », le père de la nation, avec sa barbe, son tuc-mouches et ses cravates à fleurs. On pense à « Uhuru » (traduction : indépendance et liberté). Le Kenya, c'est aussi une voix, the Voice of Kenya, service public autocratique, détaché du gouvernement britannique, aujourd'hui rattaché au ministère de l'information. Ses origines l'ont marquée. Elle en a gardé un ton particulier, vaguement imité de la B.B.C. Une chaîne de télévision. Et deux stations, produisant à Nairobi et à Mombasa, diffusent de 17 heures à 23 heures quotidiennement des programmes internationaux changeables et différents. En noir et blanc, bien sûr. Encore que ce ne soit pas tellement évident. A Zanzibar (en Tanzanie), ils ont la couleur. Et le clou de girofle, énorme source de revenus. Ceci explique cela.

La VOK, dont dépendent également cinq stations radiophoniques s'exprime en anglais et en swahili à l'écran. En quinze autres langues africaines et en hindoustani sur les ondes. Combien de récepteurs ? De radio : plus d'un million deux cent mille. De télévision : moins de quarante mille, d'après les estimations officielles. Les antennes sont rares. Et il n'y a pas de passage l'occasion de dénicher un poste en état de marche, sinon dans certains palais genre « filion » — on les compte sur les doigts d'une main.

Ce qui frappe d'ailleurs, c'est l'indifférence de la clientèle, très mélangée pourtant à l'heure de grande écoute, celle du verre ou du diner d'affaires — les restaurants d'hôtel passent pour les meilleurs. Et je me suis retrouvé seul après soir quasiment seule dans les petites salons atten-

nant à des bars où se pressaient autant d'autocrates que d'étrangers.

Même impression de saine distance au foyer de cette résidence réservée aux forces de police de la capitale. « Si vous voulez voir une « télé » publique, allez donc chez les fils », m'avait-on conseillé. Dans les maisons de jeunes ou les salles de fêtes, une fois sur deux, les postes sont détraqués : « On les manipule, alors forcément... ». Ici, pas de danger. Il est accroché à hauteur de plafond, hors de portée. Au fond à gauche, un comptoir — cela fait café-tabac-épicerie — l'affiche d'une jolie blonde, heureusement soulagée de sa migraine par un analgésique quelconque, et le portrait de Son Excellence. Il y a du monde. Beaucoup de monde. Des hommes surtout, assis, debout, discutant le coup, des gosses culbutant entre les barreaux de chaises, des femmes aussi, venues acheter un peu de maïs ou de riz. Le vent, le dos arrondi par ces bêtes que l'on fait passer devant derrière au fil de maisons encore considérées comme un signe extérieur de prospérité, sinon de richesse. Grosse propagande, et bien faite, et qui commence à porter surtout auprès des jeunes, en faveur du birth control.

#### Les séries anglaises en fin de soirée

On entre, on sort, sans un regard, on se distrait, pour ce réalisateur tanzanien invité à un débat genre « Actual 2 ». On adore ça ici, on les multiplie. Il ressemble un peu à Sammy Davis Jr., et parle en swahili de ce formidable instrument d'éducation des masses. Tandis que quand il est bien utilisé, ainsi en va-t-il dans sa patrie socialiste de ces films promouvant

camion et projetés en plein air avec explications et commentaires. Autour de moi, la masse, apparemment peu soucieuse de son instruction, refuse vers la sortie. Qu'est-ce qui leur plaît ? Le catch et la boxe. Pour le match Mohamed Ali - Foreman, au Zaïre, ça va être du délire. Et puis, mon cousin, un sikh entonné, souriant directeur de la production à la VOK, n'a pas une seconde d'hésitation : les variétés. Quant aux séries anglaises ou américaines programmées en fin de soirée, on attend que « Mzee » soit allé se coucher pour les passer. Il a horreur de ça. Me confiera M. Dawson Marani, responsable de la station de Mombasa. Et on les passe au petit bonheur la chance d'une arrivée en provenance du Niger du Ghana, de la Zambie, de l'Ouganda et autres pays membres d'une sorte de pool TV.

« Nos achats à l'étranger sont préalablement soumis », m'explique M. James Kagwana, P.D.G. de la VOK, à une commission de contrôle composée de hauts fonctionnaires, d'éditeurs, d'hommes d'affaires et de femmes d'intérieur. « Les femmes ici ont leur mot à dire ; le maître de Nairobi est la propre fille du président, et le M.L.F. ne chôme pas. Ses critères ? « Il s'inspirent en partie de ceux qui honorent l'Angleterre ». Ses interdits ? « Éviter la violence gratuite et l'accent placé sur les valeurs matérielles au mépris des valeurs morales ». Et, sous prétexte d'insulte à la sexualité, la prostitution et la nudité, elle a refusé « Sesame Street », la célèbre série américaine destinée aux très jeunes enfants noirs, blancs et portoricains, préférant s'en inspirer pour mettre éventuellement sur pied une émission plus appropriée à la réalité africaine.

Cette fameuse réalité africaine, je la sens frémir soudain, et puis bouillir autour de moi. L'orateur tanzanien vient de céder l'antenne à une chorale religieuse. Et cela y va de la canette de bière, de la chéchia brodée, et de la tête du nouveau-né, agitée, secouée, bercée au rythme tonitruant et syncopé d'un hymne rock. « La télévision, vous connaissez ? », si-je demandé à la famille de ce plan- teur de café kikuyu : sept filles, cinq garçons et une femme, une seule, très fière de la monogamie de son époux catholique, qui me faisait visiter sa shamba, sa ferme semée de petites maisons rondes et carrées, dont certaines de type traditionnel à toit de chaume se confondant avec l'ore des labours. Nous parlions anglais, les gamines s'étaient apprises à l'école. « Oui, vaguement. » Elle s'en souciait comme d'une guigne, visiblement. Je jetai, par contre...

Encore un hymne à l'écran, très différent du précédent. L'hymne à Coca-Cola, prélude à un rallye automobile à forte dominance blanche (cinquante mille Européens au Kenya, ne l'oublions pas), qui nous est offert par la société de mise en bouteilles locale. Ces trente minutes d'attente lui coûteront environ 2000 de nos francs. Assuré à 50 % par l'Etat — on ne paie pas ici de redevance — le budget de la VOK s'appuie pour moitié sur la publicité. Peu de films, des avis de naissances ou de décès, des cartons à l'usage d'un magasin ou d'un « lodge » ; limitation sur l'alcool et le tabac ; jamais d'annonces pendant ou après les émissions éducatives ou religieuses et les bulletins d'information. Rien d'agressif. Un petit fonds de roulement que l'on aimerait voir se développer à la cadence du taux de croissance nationale. L'argent manque. Comme partout. Il en faudrait pour doter les écoles et

les universités de postes et sur-tout de programmes qui leur soient destinés. Il en faudrait pour étoffer une production à 70 % nationale : intéressant effort sur les documentaires et sur les pièces de théâtre improvisées à partir d'un thème donné par des acteurs supérieurement doués. Il en faudrait pour former de nouveaux talents, capables de maîtriser ce nouvel instrument, le vidéo.

#### L'Interrèlle de Mombasa

Il en faudrait pour illustrer davantage des journaux télévisés qui ont fait de la photographie de « Mzee » leur indicatif. Deux fois par jour, à 19 h. 15 en swahili et à 21 h. 30 en anglais, un journaliste (il se croit très justement dispensé de sourire « cheese » ; de leur côté, les présentatrices font preuve d'une dignité et d'un sérieux tels qu'on hésite à leur attribuer le titre décrié de speakerines). Le journaliste de service, donc, commente une actualité immuablement et longuement dominée par les alibis et venant d'un président dont j'ai pu apprécier de visu la tranquille popularité. C'était à la foire agricole de Mombasa, sous un ciel gris et bleu, les lents, les joyeux tourbillons d'une sorte de « fête à Neumen » avec des stands, des tirs, des manèges, des concours de bouchons façon « Interrèlle », des démonstrations mimées sur la meilleure manière d'arrêter un conducteur ivre ou un voleur de bicyclettes, des matches de football série dames, des danses folkloriques et des orchestres, plein d'orchestres militaires, pénitenciers, administratifs et scolaires.

Quand arriveront, dressés dans une sorte de char à bancs automobile entièrement découvert, le président, en flanelle anthracite rayée, et sa suite en uniforme blanc, on les applaudira sans excès, gentiment. Revue des troupes, au pas noblement balancé du chef de l'Etat, qui précède les sandales aux chaussures, long discours inaugural, et visite de la foire en voitures, la sienne et celle de sa famille. Premier arrêt devant la maison du béton, où j'étais « Mzee », Jomo Kenyatta descend, sourit, salue de la canne et du tuc-mouches le cercle de grosses assemblées que viendra grossir, au lieu de les disperser, un service d'ordre parfaitement décontracté. C'est cette même impression détendue et bon enfant que m'a laissée un trop bref aperçu de la télévision au Kenya, pays de parti unique, démocratie du Coca-Cola.

CLAUDE SARRAUTE.

#### Point de vue

### LES FINALITÉS DE FRANCE-CULTURE

Par GUY ERISMANN (\*)

AVANT toute chose, il faut ré-tuler certaines critiques dont France-Culture est assaillie, mettre à son audience et son style, mettre au placard certaines sondages dont le principe même est proche de l'erreur intellectuelle, pure et simple, donc noie.

Si nous parlons de radio, nous nous trouvons en présence de deux options, non pas opposées ou s'excluant l'une l'autre, mais complémentaires. D'une part une radio de divertissement ou d'ameusement que ponctue à intervalles réguliers l'information événementielle. Elle est destinée à un auditoire passif, mais mobile par les nécessités de la vie quotidienne. En un mot, c'est le public du transistor et de l'autoradio. Bien que destinée à satisfaire un public plus raffiné — la musique classique étant socialement placée à un niveau plus élevé —, une chaîne comme France-Musique répond à peu de chose près à la même définition. Sa mission est de distribuer, sans sollicitation culturelle contraignante, l'aliment favori des mélomanes et des amateurs de haute fidélité et de stéréophonie. Il semble que, grâce à des révisions et aménagements assidus, ces deux radios soient au point et donnent satisfaction. Mais là, est-ce vraiment la radio ou s'agit-il seulement de distributeurs ou diffuseurs diversément spécialisés ?

L'autre option est figurée par France-Culture et il semble que, là seulement, il soit possible de parler de la véritable radio. Il est donc normal que la plupart des contestations ou problèmes touchant à l'audience, au style, aux finalités, s'y trouvent affirmés d'une manière plus aiguë. Les réactions récentes à l'opération annuelle menée par France-Culture à l'occasion du Festival d'Avignon soulignent, singulièrement dans le contexte actuel, ces questions à notre méditation.

Les finalités de France-Culture devaient être définies en fonction des divers aspects de l'audio-visuel dans lequel la télévision tient la vedette. Elles sont à définir également en fonction du service public de la culture qui est avant tout du rôle de l'Etat, lequel se trouve être également en possession du monopole de la radiodiffusion. Si l'on tient compte de ces deux données fondamentales, on déduirait que la mission de la radio — en l'occurrence, France-Culture — doit être reconstruite avec imagination et audace selon une analyse minutieuse de sa spécificité : mobilité, incitation culturelle, pouvoir de communication et de réflexion. Ainsi, dans la panoplie

des médias qu'offre l'audio-visuel, une redistribution des cartes est à faire au profit de la radio ; mais que doit être cette radio culturelle ?

La fréquentation du public, comme il nous arrive de le pratiquer quotidiennement à Avignon — un public volontaire, curieux et conscient de la notion de service public, — montre que sont fragiles et relatifs les antagonismes qui opposent apparemment les mots « culture » et « populaire » quand on parle du degré d'accessibilité aux programmes de France-Culture. Il est difficile de faire admettre que c'est en banalisant ou en vulgarisant les programmes qu'on peut accroître l'efficacité fondamentale de France-Culture.

#### Fausse participation...

C'est ignorer les spécificités des publics successifs de France-Culture, publics divers, volontaires et personnalisés, en opposition avec le public passif et monolithique qui forme l'auditoire d'autres radios. Flatter cette masse, plus encline à subir qu'à écouter, conduirait à briser à tout prix à tout prix à séduire et à aboutir à l'insignifiance d'une culture gadget, c'est-à-dire d'une culture au rabais, dirigée, octroyée, donc insipide. C'est ainsi que, croyant bien faire, peuvent apparaître dangereuses des pratiques qui tendraient à éliminer le spécialiste au profit du journaliste touche-à-tout et brillant, à prôner le spontanéisme bavard et approximatif au détriment de l'exposé concis introduisant la réflexion, à céder démagogiquement à la notion de fausse participation.

On aurait tort de considérer France-Culture comme la simple appendice d'un appareil culturel national, lequel est loin de posséder le même potentiel d'efficacité et d'imagination. Depuis la diffusion de l'information culturelle, à laquelle s'ajoute la méditation qu'elle inspire ou suggère, jusqu'à la recherche et la création artistiques, toutes les disciplines y sont abordées. France-Culture, est donc en posture d'organe central culturel d'où émaneraient une politique et des actions dont les justifications radiophoniques ne sont pas à priori nécessaires.

Ce point de vue n'est qu'apparemment paradoxal. La radio devient alors un incitateur permanent à la connaissance et à l'activité artistique, et, au lieu de souffrir, comme trop souvent aujourd'hui, du complexe d'antennes qui consiste à servir celle-

ci d'abord, comme une fin en soi, elle doit élargir le champ de ses activités extérieures en tant qu'incitateur, promoteur, animateur, éditeur. Elle doit s'affirmer comme créateur d'événements. Elle elle-même l'événement permanent et — choie en son salutaire — ses antennes deviendraient tout naturellement le reflet riche et vivant de ses propres activités France-Culture est prête à opérer ce recouvrement d'une véritable mission. La dernière décennie, émaillée d'expériences diverses, organisées malheureusement dans l'empirisme, le tâtonnement et avec timidité, l'a d'ailleurs bien préparée à cette ère nouvelle.

Cette action, est appelée à revêtir diverses formes et doit toujours — dans la continuité — être remise en question. Elle requiert de la part des concepteurs et animateurs beaucoup d'imagination, d'audace et de persévérance. La culture n'est pas versatile comme le mode qui commande trop facilement la radio commerciale, elle est affaire de génération. L'investissement à long terme est une nécessité. A ce sujet, l'action passée de France-Culture, considérée trop souvent comme marginale, un peu clandestine même, répond du futur. Le rôle de France-Culture dans l'information culturelle couvrant toutes les sciences, techniques, mouvements de pensées et de communications, sa présence irremplaçable dans les domaines de la recherche et de la création artistique, théâtrale et musicale surtout, ont besoin d'être popularisés et cités en exemple.

#### ...ou recherche sonore ?

Ce sont ces activités qui doivent connaître à l'extérieur une vie éblouissante et conquérir une place à part entière sur l'échiquier national. La crise du papier qui met en péril la presse et l'édition — donc la liberté d'expression — ne devrait-elle pas inspirer une prise en considération de la radio en tant que média privilégié ? Monter en épingle ce que devraient être les activités extérieures — nous dirions para-radiophoniques — n'est pas ignorer ou sous-estimer la radiophonie à l'état pur. En France, l'O.R.T.F. a l'exclusivité, de fait, de la recherche dans l'expression sonore. Le monde du son et ses phénomènes ne sont-ils pas, en cette époque de pollution, à redécouvrir ? Leur valeur de communication émotionnelle ne doit-elle pas être à la base de toute recherche ? Ne doit-

on pas révaloriser un sens ignoré, perdu, dévié ou perverti, et apprendre le « savoir écouter » ? A partir du matériel brut (verbe ou bruit) notre métier, par ses techniques et son art, ne consiste-t-il pas à atteindre à l'œuvre d'art, c'est-à-dire à une notion de communication d'un niveau supérieur ? Il y a longtemps déjà que certains hommes de radio ont travaillé dans ce sens et ont compris que la radio ne pouvait se contenter d'être un théâtre au rabais, un livre sonore, le refuge d'une certaine éloquence, mais tout simplement et hautement la « radio ».

(\*) Responsable des émissions de musique commentée à la radio et de la coopération musicale O.R.T.F.-Festival d'Avignon.

Cette action, est appelée à revêtir diverses formes et doit toujours — dans la continuité — être remise en question. Elle requiert de la part des concepteurs et animateurs beaucoup d'imagination, d'audace et de persévérance. La culture n'est pas versatile comme le mode qui commande trop facilement la radio commerciale, elle est affaire de génération. L'investissement à long terme est une nécessité. A ce sujet, l'action passée de France-Culture, considérée trop souvent comme marginale, un peu clandestine même, répond du futur. Le rôle de France-Culture dans l'information culturelle couvrant toutes les sciences, techniques, mouvements de pensées et de communications, sa présence irremplaçable dans les domaines de la recherche et de la création artistique, théâtrale et musicale surtout, ont besoin d'être popularisés et cités en exemple.

Paru en 1941, sous l'occupation allemande, publié aux Editions de Minuit clandestines, signé d'un pseudonyme, Vercors, le Silence de la mer appartenait à cette littérature de la Résistance qui s'acharnait à défendre les valeurs françaises, à refuser la défaite et l'envahissement.

Un vieil homme et sa nièce vivant à la campagne ont été contraints de loger un officier allemand, Werner von Ebrennac. Correct, poli, raffiné, cet officier, qui est aussi un intellectuel, croit à un rapprochement, au nom de l'art et de la culture, entre la France et l'Allemagne, provisoirement ennemies. Il prend l'habitude de venir chaque soir saluer ses hôtes. Il veut engager la conversation. Il est réduit au monologue. Le vieil homme et la jeune fille s'enferment dans le silence. Werner von Ebrennac comprend cette attitude — et sa propre illusion — après un voyage à Paris où il a découvert les véritables intentions des nazis à l'égard de la France et des Français.

Cette œuvre de circonstance, œuvre de lutte, a été lue par une audience se prolongant dans les années qui suivirent la libération. L'adaptation qu'en a réalisée, au cinéma Jean-Pierre Melville est née elle aussi, dans des conditions particulières. Production marginale avec équipe technique réduite, financement diffi-

cile. Melville à son premier long métrage n'était pas un cinéaste « agréé » par la réglementation très stricte du cinéma français. Ce « film d'auteur » traçait, en 1947, la voie à la nouvelle vague de 1959. Melville avait pour directeur de la photographie Henri Decq, qui allait travailler plus tard avec Louis Malle et Claude Chabrol. Et l'esprit du livre de Vercors est fidèlement traduit dans son œuvre.

Le Silence de la mer vient illustrer, aujourd'hui, à la télévision, un débat dont le sujet : « La presse et l'édition clandestines sous l'occupation », annonce satisfaction l'indépendance de cette soirée des Dossiers de l'écran.

#### ESSAI DRAMATIQUE : ICI PEUT-ÊTRE.

Dans « Ici, peut-être », Gérard Chouchan et Marcel Trillat parlent de leur film, Arthur, un travailleur immigré qui va de chantier en chantier, là où il y a du travail, selon les besoins du marché. Partagé entre l'enfance de la misère et la nécessité de gagner de l'argent, un jour, il disparaît. Son frère partira à sa recherche, en vain... Nous vivons, dit Gérard Chouchan, dans un monde où l'on peut être jeté hors de la société, ignoré, anéanti, quand on ne lui sert plus.



***Samedi 21 septembre***

30 h. 15 Documentaire : La vie des animaux, de F. Rossif.

30 h. 30 Dramatique : La ligne. Scénario G. Cieschlegel. Réal. R. Ballmann. Avec S. Rupp et M. Kautz.

Un fantabuleux rivant en Allemagne de l'Est: cherche & s'enfuir.

22 h. 10 Un certain regard : Germaine Tillion. — Deuxième partie : la République des cousins. Réal. F. Bouchet et J. Kebabian.

L'œuvre scientifique et ethnologique de Germaine Tillion.

**19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.**

**-Dimanche 22 septembre**

2 h. Tous en forme.  
 12 h. La séquence du spectateur.  
 13 h. 30 Variétés : Réponse à tout.  
 13 h. 30 Variétés : L'homme d'immanche.  
 13 h. 45 L'été. Le dernier des cinq.  
 14 h. Sport : Le sport en fête.  
 17 h. 45 Film : « La Valse des colts », de R. G. Springsteen (1963), avec T. Young, D. Duvall.  
  
 Une jeune sheriff, à la suite d'un meurtre commis en état de légitime défense, affronte un cou-bou acharné à sa perte.  
  
 18 h. 40 Magazine : La France défigurée.  
 19 h. Musique : Les musiciens du soir.  
  
 Avec la chorale « L'avenir des Fines (Pauvres) », directeur C. Pestre-Bouquet.  
 La Montée de l'opague (Mokkore), la Fucc (C. Lefevre), Yerushalmim (Lamencour), O ma belle aurore (belle et anglaise du dix-septième siècle), Signorina (Lobkore), (Lobkore), Les Souvenirs du temps passé (J. Boret).  
  
 20 h. 50 Film : « La Bonne Soupe », de R. Thomas (1963), avec M. Bell, A. Girardot, C. Dauphin.  
  
 Une vieille « bonne », habituée du casino de Cannes, raconte au erivain sa jeunesse et sa carrière de femme jalante (souvent ramené dans la bourgeoisie).  
  
 L'après la pièce de réclame Marcoux, un film de Roger Vadim, le programme continué.

12 h. 30 **Int. 2 Dimanche.**  
13 h. **Concert symphonique : Orch. philh. de l'O.R.T.F.**  
*Direction A. Ceccoto. Deuxième symphonie en ut mineur (Tchaïkovsky).*  
13 h. 40 **Reportage. Le roman de la Louisiane : « trois siècles d'intervalle ».**  
14 h. 30 **Film : « Tu es à moi », d'A. Hall (1942), avec M. Lanza et D. Morrow.**  
**Un ténor d'opéra, appelé au service mili-**

20 h. 35 Découverte : La route de l'or, de C. Clairval, réal. B. d'Abrigeon (première partie).  
Le commerce de l'or en Afrique dans l'Antiquité.

21 h. 30 Musique : Festival de Divonne-les-Bains, Réal. H. Beuchey.  
Orchestre de chambre de Lausanne, direction A. Jordan.

18 h. 30. Allegro de J. Chouvet : « Tout l'humour du monde » ; 19 h. 50. Disques ;  
20 h. Nouveau répertoire dramatique : « les Oranges », de T. Tardos (résl. G. Peyrou) ; 22 h. Sciences humaines : Criminologie et criminalistique ; 22 h. 30. Rédactions, par A. Durel. Analyse et interprétation du « Trio à cordes » de Schoenbergs, par le Trio à cordes de Paris ; 23 h. 15. Poèmes du monde.

18 h. 30 (5.), Récital de piano Jean-Pierre Armengaud et Gabriel Tacchino : « Impromptu n° 3 en sol bémol », Chopin ; « Papillons », Schumann ; « Troisième

**PREMIERE CHAÎNE** : éditions complètes à 13 h., 19 h. 45 et en fin de soirée (vers 23 h.).  
**DEUXIEME CHAÎNE** : éditions complètes à 20 h. et au fin de soirée (vers 23 h.).  
**TROISIEME CHAÎNE** : Flashes à 19 h. 15 et 20 h. 25; bulletin en fin de soirée (vers 22 h.).

Inter-Variétés : 20 h. 10, Inter troisième  
âge : 20 h. 25, L'opérette : 21 h. 30,  
Variétés poétiques.

7 h. 2, Musique-service ; 7 h. 45, Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique, par M. Barraud : « Faislaï », Verdi ; 12 h., Ma non troppo, par J. Chouveau ; 12 h. 45, Orchestre de l'O.R.T. : Nice Côte d'Azur, direct. P. M. Rabaud : « Triptyque de Botticelli », Respighi, « Symphonie Italienne », Mendelssohn ; 13 h. 45, Le monde insolite. Une survivance du passé, L. Vail Saint-Mirier, par R. Gombin ; 14 h. 15, Est-il bon, est-il méchant ? , de Diderot, par les comédiens-français, et « Le Livre », de Carmontelle (réal. J. Reynier) ; 14 h. 15,

**DEMANCHE 22 SEPTEMBRE**  
**FRANCE-CULTURE**  
7 h. 15, Horizon, de J. Bourdarias ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 39, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 48, Divers aspects de la pensée contemporaine ; 10 h., Messe.

[illegible]

7 h. Nos diques sont les vôtres ; 9 h. (S.). Dimanche musical ; 10 h. 30 (S.). Actualité du microscopie ; 12 h. 35 (S.). Du Dénoué à la Seine ; 12 h. 45 (S.). Orchestre de l'O.R.T.F. Alsace, direct. L. Fournier ; « La Chasse du roi Arthur » ; G. Rozpacz ; « Le Bal véritable » ; C. Delvincourt ; 4 Symphonies de Beethoven ; 5 h. 30 (S.). Les V. d'Orléans ; 14 h. 30 (S.). La Tribune des Jeunes ; 15 h. 30 (S.). La semaine musicale à l'O.R.T.F. ; 1 h. 30 (S.). Séries.

● **FRANCE-INTER**

Voir les émissions régulières.

Inter-Variétés ; 20 h. 20, Ballades en villes ; 20 h. 50, Petit théâtre de nuit ; « Les Femmes de l'air » ; 21 h. 30, C. Wylle ; 21 h. 40, Rhythm and blues.

Inter-Variétés : 20 h. 20, Ballades en villes ; 20 h. 50, Petit théâtre de nuit : « Le Portrait de Dorien Gray », d'après O. Wilde ; 21 h. 40, Rythm and blues.

● **Cinq mille six cents nouvelles lignes téléphoniques à Paris.** — Deux opérations d'extension de centraux téléphoniques ont été connectées avec le réseau. Le centre Laborde voit sa capacité accrue de deux mille lignes. Le centre Tuileries reçoit également deux mille nouvelles lignes, plus seize cents équipements à fort trafic.

Service des Abonnements  
4, rue des Italiens  
75 002 PARIS 2<sup>e</sup> 09  
C. C. P. 4387-23

**ABONNEMENTS**

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
—			
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.			
11 COMMUNAUTÉ (sans Algérie)			
50 F	123 F	177 F	230 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS			
PAR VOIE NORMALE			
144 F	273 F	402 F	538 F
ÉTRANGER			
par messageries			
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG			
PAR A.B.S. — SUISSE			
94 F	172 F	252 F	330 F
II. — TUNISIE			
164 F	193 F	282 F	370 F
Par voie aérienne			
tarif sur demande			

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (tirois virements)  
voudront bien joindre ce chèque à  
leur demande.

Changements d'adresse  
definitifs ou provisoires (deux  
semaines ou plus) : nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance  
écrite, avoir l'obligeance de  
rediger tout les noms propres  
en caractères d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.  
Gérants :  
Jacques Favrat, directeur de la publication.  
Jacques Sauvaget.

Imprimerie  
du « Monde »  
5, r. des Italiens  
PARIS-IX

**PROBLEME N° 353**

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

**HORIZONTALLEMENT**

I. Peut entrainer une suspension de fonctions. — II. Tapis émaillés de fleurs. — III. Tapis de soieries. — Pronom. — IV. Cause, de blessures. — V. Préfixe: Trouva un moyen d'échapper aux contingences terre à terre. — VI. Possessif. — VII. Attrait vers un endroit déterminé; Solait puis tombait. — VIII. Vient d'être; La plus modeste des récompenses. — IX. Ses fils ne pouvant sentir mais! — X. L'abrute sous une ombrelle. XI. Repoussés.

**VERTICALEMENT.**

1. Troublé dans leurs aspirations les plus naturelles. — 2. Quel supplice! Prête à rendre service. — 3. Servent, en descendant; Vieux sœur. — 4. Ne peut que

gagner à être complète ; N'est

Point trop resse de marbre — 5. Point trop s'en faut ! Pincent les lèvres. — 6. Localisé ; Deux personnes ; Vécut, il y a bien longtemps. — 7. Fin de participe ; Perd difficilement la tête ; Font obstacle aux réformes. — 8. Réserve d'écus ; A la disposition des partisans de la correction (pluriel). — 9. Localement élargie ; Appelle une suite.

### Solution du problème n° 952

**HORIZONTALLEMENT**

I. Pièvre ; Prison. — II. Rouille ;  
Scribe. — II. Ho ! Érié ; Sota ;  
Où. — IV. One ; Eméri ; Ee ; Un  
— V. Nive ; Aïsse ; Gè. — VI  
Néant ; On. — VII. Es ; Te ; Jam-  
poes ; Ad. — VIII. Matou ; Geste.  
— IX. Régie ; Serment. — X.  
Striera ; Pé. — XI. Mancini ; It.  
— XII. Ilié ; Chase ; Cep. —  
XIII. Di ; Salerne ; Gogo. —  
XIV. Isais ; Décorés (cf « cra-  
ché »). — XV. Eden ; Passagère.

VERTICALEMENT

1. Hommeur; SMO. — 2. Ironies.  
3. Galles; — 3. EO; Eva; MG.  
NL; Ad. — 4. Vue; Ental; Ceste.  
5. Rire; Tête; Ain. — 6. Ell.  
né; SN; LS. — 7. Lee; Justice.  
8. Pé; Rata; Er; HR. —  
9. Sil; Moribonda. — 10. Iso;  
Lab; Me; Sées. — 11. Scis;  
Gérie; Ca. — 12. Ornée; Sénat;  
Gog. — 13. NI; St; Core. —  
4. Bougnat; Pléger. — 15. Jehné;  
Décomposé.

**GUY BROUTY.**

## ENTENDU

## « Les maths, à quoi bon ? »

**« J**e vais vous dire ce qu'est un point. Un point n'a ni largeur ni épaisseur... Et le prof de maths prend un morceau de craie et inscrit, au tableau, un point. Si quelque forte tête, quelque faible élève, s'avise de vous cracher dessus, monsieur, vous criez de dire : « Il répliquera aussitôt que la chose tracée à la craie ne s'est pas un vrai point ». Alors, c'est quoi, un vrai point ? » Mais enfin, je défends à tout prix une définition. Vous n'avez rien compris ? » Une définition doit être apprise, répétée, respectée... un point est dit tout. C'est le « Dialogues » consacré aux mathématiques par nos prochains sur France Culture.

Bébec et maths (Seuil), tentent de lever les ambiguïtés et de dissiper les illusions qui entourent cet apprentissage ; particulier. Pourquoi vouloir faire « comme si » les mathématiques pouvaient, en classe, surgir petit à petit du concret ? Comment, quand on « sait », imaginer l'état de celui qui ne « sait » pas ?

A travers ces questions, c'est le statut du savoir mathématique qui est en cause. Et Jean-Pierre Bernès brosse, au passage, tantôt avec ironie, tantôt avec humour, de cette élaboration des théories qui se trouve masquée, gommée par l'enseignement, lorsqu'on se réfère qu'àux édifices construits.

Quelques expériences de ce genre (elles ne manquent pas) et les chers petits se disent : « Les maths, à quel bon ? » Leurs parents leur expliquent que l'on doit être, avant tout, décoré par les « embellies », embrouillés par les graphes, excusés de la pseudo-modernité des séquences et du langage de la course de vitesse est bien de savoir comment peuvent s'enseigner les mathématiques.

Avec otocité, avec rigueur aussi, Jean-T. Desanti, professeur à l'université de Paris I, philosophe, épistémologue, mathématicien et Stella Baruk, auteur d'un livre rondet et vertigineux :

R.-P. D.

★ Dialogues 3, mardi 24 septembre

## Une lettre de M. Marceau Long

Nous remercions de M. Marcouze Long, président-directeur général de l'O.R.T.F., la lettre suivante :

En lisant le *Monde* daté du 15-16 septembre 1974, je relierai, cette fois, sous la signature de Jean Hainlot, de nouvelles allusions à des « émissions clandestines » dont serait victime « l'émission ». Les atomes nous venant de la région de l'Alsace par M. Claude Otzenberger, et, par M. de l'O.R.T.F. Celui-ci, à l'unanimité, estima que, cette émission était extrêmement déséquilibrée en faveur de la gauche. C'est sur ce thème par rapport à une autre, il convenait de ne pas la poursuivre. Il fut décidé, à l'unanimité, que des déclarations liminaires ne permettraient pas d'en redresser les faits. On avait donc consulté le conseil d'administration de l'O.R.T.F. dans sa séance du 16 juin, je décidai de ne pas pro-

Je constate que, tout en variant les termes (votre collaborateur Alain Paulin paraît déjà dans le numéro 1974 d'une revue mensuelle que j'avoue pas connaître), vos journalistes s'en tiennent à une version des faits énoncée.

Mon attention avait été attirée par l'absence de la professeure Louis Leprince-Ringuet, qui, en accord avec les professeurs

Il apparaît donc que la décision à laquelle ont fait allusion à deux reprises des journalistes du *Monde* a été prise en plein jour et en pleine connaissance de cause, après consultation des instances compétentes du C.R.T.F. et en plein accord avec de hautes personnalités scientifiques dont je ne contesterais la sérénité de jugement.

L'émulsion « Les atomes nous vent-  
lent-ils du bien ? » avait cependant  
été programmée le 18 mai — plus  
de six mois avant la salinette du con-  
cours — et avait été diffusée à  
ce dernier moment de l'antenne sans  
la présence que sa diffusion (nit-  
tée) devait être assortie d'un dé-  
bat. Les producteurs de l'émission  
affirment d'autre part que M. Le-  
prieux, qui avait été nommé à la  
gu'a-mole, dé groy'm'e, a con-  
sulté

حكا من الاصل







**Vendredi 27 septembre**

12 h. 30 Variétés : *Midi-trente*.  
18 h. 20 Magazine : *Au-delà des faits*.  
18 h. 40 Pour les petits : *Le manège enchanté*.  
18 h. 50 Pour les jeunes : *Le cinéma en herbe*.  
20 h. 15 Feuilleton : *Etranger, d'où viens-tu ?*  
20 h. 30 Série : *Cimarron*. « L'Or et la pyrite ».  
21 h. 45 Emission médicale : *L'épilepsie*.

Avec le *Pr Gastaut*, président de l'université d'Als-Moselle.

**FRANCE-CULTURE** : 9 h. 5, 12 h. 30,  
19 h. 30 et 23 h. 55.

**FRANCE-INTER** : (météo marine) 9 h.,  
19 h. 50.

**TELEVISION** (première chaîne) : 19 h. 48.

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.  
De quoi rit-on aujourd'hui ?

15 h. 15 Série : Mannix. « Le mort vivant ».  
Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilles : Les oiseaux de Melji Jingu.  
20 h. 35 Hommage à Anna Magnani. Film :  
« Rome libérée », de G. Bertolucci et  
Bertolucci. Avec A. Magnani et M. Mas-  
troianni.

ANNA MAGNANI interprète le rôle d'une  
femme dont le mari, révolutionnaire, est  
emprisonné en 1870. Seule, elle tente et la  
grande révolution de Rome » et la « vie où son  
amour se meurt ».

22 h. 15 Emission littéraire : Italiques, de M. Gil-  
bert.

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.  
19 h. 40 Feuilleton : Mort au jury.  
20 h. 5 Reportage : Les cercles d'eau. Réal.  
J. Topart.  
*L'Histoire de la Flandre et la conquête des  
terres.*  
20 h. 35 Hommage à Georges Bizet, de M. Dumay.  
Jeux d'enfants et l'Arlésienne, avec les bal-  
lets de Roland Petit.

[illegible]

Telemann ;  
 20 h. Rencontre avec... Pierre Seghers ;  
 21 h. Entretiens avec M. Béjart ; 21 h. 20.  
 Nos étonnants frères inférieurs, par M.  
 Monestier ; 21 h. 50. En son temps,  
 Opéra ; 22 h. 35. Art, Création, méthode,  
 par G. Charbonnier ; 23 h. Essai : Autour  
 de René Chabrun, par Ch. Laugier ; "Quatre  
 de chiffre", avec C. Seilers, P. Andrieu,  
 P. Barré, Ch.-A. Decroix, B. Verdev,  
 Musique pour René Chabrun, d'E. Lejeu  
 (création mondiale), direct. D. Chabrun ;

7 h., Petites passes musicales : Mélodies d'Amérique ; 7 h. 40 (S.), Actualités du disque ; 8 h. 35, Incognito (les repris à 4 h. 30, 20 h. 25, 23 h.) ; 8 h. 40, le programme cette semaine ; 10 h., Que savons-nous... du film musical ; 11 h. 30

du concerto. Contrastes : « Quintette pour deux violons, violoncelle et piano » et fa mineur, opus 34, Brahms, « Concerto pour violon, cordes et continuo », opus 12, n° 1. Vivaldi ; 17 h. (S.), Lyrique : « L'Enlèvement au sérail » de Mozart, avec E. Kothl. L. Schaeffle, 18 h. 30 (S.), Rhythm and blues : 19 h. 5, invitation au concert : 19 h. 20 (S.), Musique Moëse : 19 h. 40 (S.), En musique avec... : « Toccata n° 6 », Aulhoff, « Suite tchèque », Dvorak, « Adagio et fusée », Mozart, « Huldigungsmarsch », Wagner : « Avis populaires amis » de F.

direct. Th. Guschlbauer, avec S. Gaszy, soprano, R. Kusch, violoniste : « Symphonie en sol majeur », « Concerto pour violon et orchestre en ré majeur ». Airs de concert : « Symphonie en ré majeur », Mozart ; 24 h. (S.). La musique et ses Classiques : Beethoven, Chopin, Janacek.

● **FRANCE-INTER**

Voir Émissions régulières.

Jeudi-Vendredi : 20 h. 15, Les espions et l'histoire : Des espions espions (Tyler Kent et Georges Black) ; 21 h. 15, Fleurs et trépassés du violon.

11 h. 55 **Théâ-philatèle.**  
12 h. 25 **Variétés : Mauditrentie.**  
14 h. **Jazz Session.**  
14 h. 30 **La une est à vous, de G. Lux.**  
18 h. 50 **Pour les petits : Le mangeur enchanté.**  
19 h. **Le monde de l'accordéon.**  
20 h. 15 **Documentaire : La vie des animaux, de F. Rossi.**  
20 h. 30 **Dramatique : M. Rollis et M. Boyce. Avec M. Jayston, R. Powell, Réal, G. Blake.**  
**Comment deux mécaniciens britanniques se sont associés pour créer la voiture qui porte leur nom.**  
22 h. **Reportage : Vivre une mariée, de R. Martin et J.-M. Perthuis.**

Les émissions précédées du signe (\*) figurent dans la rubrique « Ecouter voir » ou bien font l'objet de commentaires à l'intérieur de ce cahier. Les lettres (S.) indiquent les émissions de radio diffusées en stéréophonie et (N.) les émissions en noir et blanc diffusées sur les 1<sup>re</sup> et 3<sup>e</sup> chaînes.

● CHAÎNE II (couleur)

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui Madama.  
Pourquoi les Français ne lisent-ils pas ?

15 h. 15 Série : Mannix : « Tragique samedi ».

17 h. 45 Reportage : Promenade aux Antilles ou Français des Tropiques, de C. Anglade.  
Réal J. Bertho.

18 h. 45 Cinéma(samedi).

19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.

20 h. 35 Variétés : Top à Gilbert Bécaud.

21 h. 35 Série : Le comte Yoster a bien l'honneur.  
La troisième prophétie.

19 h. 40 Pour les jeunes : L'île aux enfants.  
19 h. 55 Magazine : Les gens et leurs idées.  
20 h. 35 Reportage : La route de l'or, de Cl. Clair-  
val (Deuxième partie). - A travers le  
Sahara ». Réal. B. d'Abriqueon.  
21 h. 30 Variétés : Mondialement vôtres, de M.  
Dumas.

7 h. 25. *Musique service* : 7 h. 14, 5. En  
brut ; 7 h. 20. *Déjeûner* ; 8 h. Les che-  
mins de la connaissance : Vingt ans de  
communisme rural 1900-1920 ; 8 h. 32.  
L'actualité : 8 h. 35. *Le monde* : 8 h. 40.  
Contemporain, de J. de Boer et F.  
Crémieux ; 11 h. La musique prend le  
mot : 11 h. 15. Les Hersmanns : mari  
et femme ; 11 h. 25. Les Hersmanns  
avec le prof. P. Pesson. N. Van Goy.  
Pl. Diodé ; 12 h. 15. Panorama culturel de  
la semaine ; 12 h. 30.

13 h. 30. Présence des arts : 14 h. 30.  
Samedis de Franco-Culture : Analyse des  
œuvres réels, par G. Charbonnier ; 16 h. 25.  
Orchestre symphonique O.R.T.F. - Alsace.  
Musique : 16 h. 30. *Le monde* : 16 h. 35.  
(Respiroit). « Rondes de printemps  
(Debussy) ». Suite provençale » (D.  
Maurice). 16 h. 45. *Le monde* : 16 h. 50.  
Ponca, guitare ; 17 h. 30. Cinémagazine,  
par Ph. Enault ; 18 h. 20. Allegro, de  
J. Chouquet : « Tout l'amour du

17 h 40 (S.). Actualités d'été; 8 h. 35  
18 h. Musique à la une (leo); 8 h.  
19 h. (S.). Pour l'amateur de stéréophonie :  
Concerto en la mineur pour violon-  
celle et piano (T. S. Eliot); 8 h. 35.  
Dix études pour saxophone et piano  
(K. Koehlin); « Quatuor n° 6 pour  
violoncelle et vent » (Rossini); 8 h.  
19 h. 30. Concerto pour piano et radi-  
ofonctionnaire à 4 : Ouverture de Man-  
fred (Schumann); « Concerto pour cla-  
rinette et piano » (H. Schmitt); 8 h.  
Horace victorien; (Homesaker) pour 12  
voix; 8 h. 30.  
19 h. 30. Variétés schallité; 12 h. 37. Sor-  
timents du flamenco; 12 h. 37. Studio  
77; 8 h. 30.

14 h. 30 (S.). Aux autres vents sté-  
lio : Les Sables de la vigne de Dijon;

Coe d'Azur, *diract. P. Mue* : « Six  
dances allemandes » (Schubert-Meyer),  
« Sinfonietta » (Poulenc), « Trois pas-  
sacalles » (Debussy), « Les danses  
sacées », *d'après Louis Jolivet* : 16 h 30  
(S.), Concerti : 17 h 30 (S.), Musiques  
françaises : 17 h 45. Musiques des  
autres pays : 18 h. (S.), « Marche  
symphonique » : 18 h 30. *Réclame de piano* :  
19 h 30. *Jazz, c'est vous l'fait* :

20 h. (S.). Le tour du monde des  
auteurs : 21 h. France en Espagne (Le  
21 h. 30 (S.), « 90 Festival de Salzbourg »,  
*diract. M. Harvet et Ch. Penderred* :  
Orchestre symphonique de F.O.R.T.F.,  
(Debussy), « Magnificat » (Penderred) :  
23 h. Les musiques légères : 24 h. (S.). La  
musique de chambre : 24 h 30 (S.). La  
compagnie de Claude Dubois (Rozarot,  
Verdée, d'indoy) : 1 h 30 (S.), Sére-  
nades :

**FRANCE-INTER**  
• Les Français s'entendent

h. 15 Tous en ferma.  
12 h. La séquence du spectateur.  
13 h. 30 Jeu : Réponse à tout.  
13 h. 30 Variétés : L'annuaire du dimanche.  
13 h. 45 Jeu : Le dernier des cing.  
14 h. 30 L'actualité : L'actualité en 51a.  
14 h. 10 Dramatique : « Légion », d'après une nouvelle de B. Clavel. Réal. Fil. Jonilia.  
Avec P. Traubad, B. Andry, R. Lefevre.  
L'ajout, selon l'attribution sans restriction, qu'un jour le village parca et il s'écrit été adopté.  
Exhibition diffusée en mars 1972, sur le premier chaîne.  
14 h. 45 Concert : Orch. de chambre de Y.O.R.T.F., dirigé par A. Schneider.  
Concerto grosso opus 6 (Haendel) ; Concerto en sol mineur (Vivaldi).  
19 h. 10 Discorama, de D. Glaser.  
20 h. 50 Film : « Les Liaisons dangereuses 1980 », de R. Vadim (1959), avec G. Philippe, J. Beauval, A. L. U.  
Un bourgeois et son épouse vivent en complicité d'« libertinage » rétrograde. L'homme s'exprime tellement d'une femme qu'il est jaloux. Sa complice le ramène dans la voie de la perversion.  
Cette adaptation moderne d'un roman du dix-huitième siècle, l'adaptation de Laclos fut un succès de scandale. Malgré sa notation littéraire et la participation de Roger Vadim, l'adaptation de R. Vadim fut un échec, mais la mise en place du monde libertin fut prêtée chez R. Vadim. Un film qui

12 h. 30 Magazine : Inf 2 dimanche.  
13 h.  
    Intermezzo.  
    Avec le quatuor de l'Orchestre de Paris.  
13 h. 30 Reportage : Le roman de la Louisiane  
    (deuxième partie).  
14 h. 30 Film : « la Main gauche du Seigneur »,  
    de Ed. Dmytryk (1953), avec H. Bogart.  
    G. Tierney, L. J. Cobb.

En 1947, dans une région de la Chine, proche du Tibet, un aviateur américain, prisonnier d'un bandit chinois, lui échappe en prenant les vêtements et l'identité d'un prêtre catholique dont il est obligé de jouer, pour de bon, le rôle dans une mission.

Il y a aussi des films de guerre opposant des idéologies et exprimant un message ambigu. A voir pour l'interprétation — inattendue — d'« *Johnny Boy* ».

15 h. 30 Walt Disney, Cinquante années d'animations de Mickey à Robin des Bois ».

16 h. 40 A propos, de M. Drott.

17 h. 10 Jeu : Famillon.

18 h. 40 « *Waldaparc* ».

19 h. 30 Documentaire : Les animaux du monde, de F. de La Grange. « Les bœcs extraordinaires ».

20 h. 35 Connaissance de la musique, Arcana, de M. Le Roux.

21 h. 35 « *Le surréalisme*, de M. Armand et R. Moritz (deuxième partie).

22 h. 35 Châchach : Cycle Joseph Losey : « Boom ! (1940), avec E. Taylor et R. Burton.

23 h. Une méditation, repensé sur une film de la Méditerranée et tourmentés par l'idée de sa fin prochaine, reçoit le vœux d'un poète rétrospectif sur sa propre vie, l'usage de la mort ».

Éblouissante reconstruction esthétique du monde morbide de l'empereur Wuang. Mais il faut avoir de bons yeux pour y voir, comme l'a prétendu Louis, « le déclin du monde occidental ».

9 h. 15 Magazine régional.  
9 h. 45 Récit : Les éclaireurs du ciel - Face à l'ennemi -  
10 h. 35 Magazine : Pourquoi pas ? d'A. Voisin et J. Chollet. Bezirand chez les Papous.  
*Emission diffusée le 23 octobre 1973 sur la première chaîne.*  
11 h. 35 Témoignages : Etes-vous seul ? d'H. Cornfield. Réal. M. Brault.

7 h. 2. Disques ; 7 h. 45. Émissions philosophiques et religieuses ; 11 h. Regards sur la musique : « Faislaur », Verdi ; 12 h. Au non-trois de J. Chouquer ; 12 h. 45. Orchestre symphonique de l'O.R.T.F. Nord - Picardie ; « Descentes symboliques », Schumett, direct. H. Quast, C. J. Cline polmars ; Wagner, L. Guilford, cantatrice, orchestre F. Meritt, dir. J. Chouquer ; 13 h. 15. Le monde insolite : « Impasse Ahat Al Tahaï », (La Ceïre) ; 14 h. 15.

a Chabbal-City » : 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur : « Lire la Bible » ; « Rencontres à L'Arbrele » : 11 h., Messe célébrée chez les Bénédictines de l'abbaye Saint-Louis-du-Temple. Prédication du Père Roguet.

[illegible]

**Voir émissions régulières.**

(Paris 312 mètres.)  
**SAMEDI 28 SEPTEMBRE**  
 14 h. 30, Regards sur la science; 15 h. 30, Université radiophonique et télévisuelle internationale; 16 h. 30, L'oiseau; 17 h. 40, Chronique de musique.

**Dimanche 29 septembre**  
9 h., Vingt ans de communauté rurale, 1900-1920 ; 11 h. 30, La Rivière du maïs.

14 h. 30 Variétés : Méditerranée.

16 h. 25 Film : « En avant la musique », de G. Bianchi (1962), avec l'arnaud, Cino Cervi et Frank Fernand.

18 h. 25 Les deux faces d'un miroir. Le maître et le cabaretier. adresses politiques, s'insistent pour attirer l'attention des spectateurs à la suite de l'austérité d'un chef local du parti.

19 h. 25 L'histoire d'une nuit d'amour noir (avec cadavre balayé) d'événements un roman politique de Charles Eyraud.

8 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.

8 h. 40 Pour les petits : Sans le savoir.

8 h. 15 Pour les jeunes : Sur mon cahier.

8 h. 15 Feuilletton : Etranger, où viens-tu?

8 h. 30 Feuilletton : L'Odyssée, d'après Homère. Réal. F. Rossi. Avec B. Fhemu, I. Papas, R. Verley (5).

9 h. 25 Caractères d'Hélène que la magicienne Céce, qui a transformé en pourceaux quelques-uns de ses compagnons.

11 h. 25 Radio Littérature : Œuvres les guillemites de l'Epirot.

9 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.  
9 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Melji Jingu.  
10 h. 35 Actuel 2.  
*Sujets choisis en fonction de l'actualité.*  
1 h. 35 Jeu : Le défi de J. Olivier, J.-P. et J. Roulland.

CHÂINE III (couleur)

9 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.

9 h. 40 Reportage : La psychologie en question, de J. Mousseau. « La perception audiovisuelle ». Réal. Cl. Gallot.

10 h. 35 Film : « Rio Bravo », de H. Hawks (1958), avec J. Wayne, D. Martin, R. Nelson.  
L'ancien assistant d'un shérif, devenu tueur à la suite d'un chagrin d'amour, retrouve son sens de l'honneur et s'oppose à une bande de tueurs aux côtés de son « patron ».

La ballade désenchantée du western, à la fin du siècle.

[illegible]

**FRANCE-MUSIQUE**

(H. S.). Petites nouvelles musicales ; 8 h. 30.  
L'opéra de la semaine : 9 h. 30.  
Au programme cette semaine : 10 h.  
Que savez-vous du... du kum, par  
R. Rottet et J. L. B. Interprètes  
par et d'aujourd'hui : 12 h. Folk  
par et 12 h. 37. Nos artistes nous  
présentent les nouveautés : 12 h.  
Symphonies de Mozart ;  
h. 30. Sonorités d'auteurs (Taverner,  
M. Marais, J. Blow, A. Lotti) ;  
h. 30. Les grands auteurs : 12 h. 30.  
Quintettes au fa majeur (Bruckner) ;  
h. 30. Musiques à découvrir : 17 h. 30  
Les musiciens de l'école : 18 h. 30.  
Musique pour tous : 19 h. 30.  
Musique M. 3 en la mineur, Écossaise.

[illegible][illegible][illegible]

Garetto; 18 h. 5, Top Inter;  
19 h. 15, La tribune de l'histoire;  
20 h. 15, La musique est à vous;  
21 h. 15, Les amis de l'inspec-  
tion; 23 h. Au rythme du monde  
EUROPE 1 : 5 h. 30, M. Oliver  
2 h. 30, Jeunesse; 3 h. 30, Gault et  
Culinau; 4 h. 30, Musicrama  
5 h. 30, Radio 2  
R.T.L. : 5 h. 30, J.-P. Imbach  
6 h. 20, Stop 70 encore; 15 h., Cent  
questions derrière un miroir; 18 h.,  
Super-show; 23 h. 15, Bernard Béra-  
ud  
RADIO-MONTÉ-CARLO : 6 h.,

M. Ylliane Rose: 18 h, G Vial;  
 M. J.-C. Béal: 24 h, Ch Alcan-  
 tain.  
 HUB-RADIO: 9 h. Chénouen en  
 10 h. Digo-bro-office: 12 h.  
 13 h. 15 h. 16 h. 17 h. 18 h.  
 19 h. 20 h. 21 h. 22 h. Week-end  
 10 h. 11 h. 12 h. 13 h. 14 h. 15 h.  
 16 h. 17 h. 18 h. 19 h. 20 h. 21 h.  
 22 h. Rapécide: 9 h 45. Glossaire  
 10 h. 11 h. 12 h. 13 h. 14 h. 15 h.  
 16 h. 17 h. 18 h. 19 h. 20 h. 21 h.  
 22 h. 23 h. 24 h. 25 h. 26 h. 27 h. 28 h. 29 h. 30 h. 31 h. 32 h. 33 h. 34 h. 35 h. 36 h. 37 h. 38 h. 39 h. 40 h. 41 h. 42 h. 43 h. 44 h. 45 h. 46 h. 47 h. 48 h. 49 h. 50 h. 51 h. 52 h. 53 h. 54 h. 55 h. 56 h. 57 h. 58 h. 59 h. 60 h. 61 h. 62 h. 63 h. 64 h. 65 h. 66 h. 67 h. 68 h. 69 h. 70 h. 71 h. 72 h. 73 h. 74 h. 75 h. 76 h. 77 h. 78 h. 79 h. 80 h. 81 h. 82 h. 83 h. 84 h. 85 h. 86 h. 87 h. 88 h. 89 h. 90 h. 91 h. 92 h. 93 h. 94 h. 95 h. 96 h. 97 h. 98 h. 99 h. 100 h. 101 h. 102 h. 103 h. 104 h. 105 h. 106 h. 107 h. 108 h. 109 h. 110 h. 111 h. 112 h. 113 h. 114 h. 115 h. 116 h. 117 h. 118 h. 119 h. 120 h. 121 h. 122 h. 123 h. 124 h. 125 h. 126 h. 127 h. 128 h. 129 h. 130 h. 131 h. 132 h. 133 h. 134 h. 135 h. 136 h. 137 h. 138 h. 139 h. 140 h. 141 h. 142 h. 143 h. 144 h. 145 h. 146 h. 147 h. 148 h. 149 h. 150 h. 151 h. 152 h. 153 h. 154 h. 155 h. 156 h. 157 h. 158 h. 159 h. 160 h. 161 h. 162 h. 163 h. 164 h. 165 h. 166 h. 167 h. 168 h. 169 h. 170 h. 171 h. 172 h. 173 h. 174 h. 175 h. 176 h. 177 h. 178 h. 179 h. 180 h. 181 h. 182 h. 183 h. 184 h. 185 h. 186 h. 187 h. 188 h. 189 h. 190 h. 191 h. 192 h. 193 h. 194 h. 195 h. 196 h. 197 h. 198 h. 199 h. 200 h. 201 h. 202 h. 203 h. 204 h. 205 h. 206 h. 207 h. 208 h. 209 h. 210 h. 211 h. 212 h. 213 h. 214 h. 215 h. 216 h. 217 h. 218 h. 219 h. 220 h. 221 h. 222 h. 223 h. 224 h. 225 h. 226 h. 227 h. 228 h. 229 h. 230 h. 231 h. 232 h. 233 h. 234 h. 235 h. 236 h. 237 h. 238 h. 239 h. 240 h. 241 h. 242 h. 243 h. 244 h. 245 h. 246 h. 247 h. 248 h. 249 h. 250 h. 251 h. 252 h. 253 h. 254 h. 255 h. 256 h. 257 h. 258 h. 259 h. 260 h. 261 h. 262 h. 263 h. 264 h. 265 h. 266 h. 267 h. 268 h. 269 h. 270 h. 271 h. 272 h. 273 h. 274 h. 275 h. 276 h. 277 h. 278 h. 279 h. 280 h. 281 h. 282 h. 283 h. 284 h. 285 h. 286 h. 287 h. 288 h. 289 h. 290 h. 291 h. 292 h. 293 h. 294 h. 295 h. 296 h. 297 h. 298 h. 299 h. 300 h. 301 h. 302 h. 303 h. 304 h. 305 h. 306 h. 307 h. 308 h. 309 h. 310 h. 311 h. 312 h. 313 h. 314 h. 315 h. 316 h. 317 h. 318 h. 319 h. 320 h. 321 h. 322 h. 323 h. 324 h. 325 h. 326 h. 327 h. 328 h. 329 h. 330 h. 331 h. 332 h. 333 h. 334 h. 335 h. 336 h. 337 h. 338 h. 339 h. 340 h. 341 h. 342 h. 343 h. 344 h. 345 h. 346 h. 347 h. 348 h. 349 h. 350 h. 351 h. 352 h. 353 h. 354 h. 355 h. 356 h. 357 h. 358 h. 359 h. 360 h. 361 h. 362 h. 363 h. 364 h. 365 h. 366 h. 367 h. 368 h. 369 h. 370 h. 371 h. 372 h. 373 h. 374 h. 375 h. 376 h. 377 h. 378 h. 379 h. 380 h. 381 h. 382 h. 383 h. 384 h. 385 h. 386 h. 387 h. 388 h. 389 h. 390 h. 391 h. 392 h. 393 h. 394 h. 395 h. 396 h. 397 h. 398 h. 399 h. 400 h. 401 h. 402 h. 403 h. 404 h. 405 h. 406 h. 407 h. 408 h. 409 h. 410 h. 411 h. 412 h. 413 h. 414 h. 415 h. 416 h. 417 h. 418 h. 419 h. 420 h. 421 h. 422 h. 423 h. 424 h. 425 h. 426 h. 427 h. 428 h. 429 h. 430 h. 431 h. 432 h. 433 h. 434 h. 435 h. 436 h. 437 h. 438 h. 439 h. 440 h. 441 h. 442 h. 443 h. 444 h. 445 h. 446 h. 447 h. 448 h. 449 h. 450 h. 451 h. 452 h. 453 h. 454 h. 455 h. 456 h. 457 h. 458 h. 459 h. 460 h. 461 h. 462 h. 463 h. 464 h. 465 h. 466 h. 467 h. 468 h. 469 h. 470 h. 471 h. 472 h. 473 h. 474 h. 475 h. 476 h. 477 h. 478 h. 479 h. 480 h. 481 h. 482 h. 483 h. 484 h. 485 h. 486 h. 487 h. 488 h. 489 h. 490 h. 491 h. 492 h. 493 h. 494 h. 495 h. 496 h. 497 h. 498 h. 499 h. 500 h. 501 h. 502 h. 503 h. 504 h. 505 h. 506 h. 507 h. 508 h. 509 h. 510 h. 511 h. 512 h. 513 h. 514 h. 515 h. 516 h. 517 h. 518 h. 519 h. 520 h. 521 h. 522 h. 523 h. 524 h. 525 h. 526 h. 527 h. 528 h. 529 h. 530 h. 531 h. 532 h. 533 h. 534 h. 535 h. 536 h. 537 h. 538 h. 539 h. 540 h. 541 h. 542 h. 543 h. 544 h. 545 h. 546 h. 547 h. 548 h. 549 h. 550 h. 551 h. 552 h. 553 h. 554 h. 555 h. 556 h. 557 h. 558 h. 559 h. 560 h. 561 h. 562 h. 563 h. 564 h. 565 h. 566 h. 567 h. 568 h. 569 h. 570 h. 571 h. 572 h. 573 h. 574 h. 575 h. 576 h. 577 h. 578 h. 579 h. 580 h. 581 h. 582 h. 583 h. 584 h. 585 h. 586 h. 587 h. 588 h. 589 h. 590 h. 591 h. 592 h. 593 h. 594 h. 595 h. 596 h. 597 h. 598 h. 599 h. 600 h. 601 h. 602 h. 603 h. 604 h. 605 h. 606 h. 607 h. 608 h. 609 h. 610 h. 611 h. 612 h. 613 h. 614 h. 615 h. 616 h. 617 h. 618 h. 619 h. 620 h. 621 h. 622 h. 623 h. 624 h. 625 h. 626 h. 627 h. 628 h. 629 h. 630 h. 631 h. 632 h. 633 h. 634 h. 635 h. 636 h. 637 h. 638 h. 639 h. 640 h. 641 h. 642 h. 643 h. 644 h. 645 h. 646 h. 647 h. 648 h. 649 h. 650 h. 651 h. 652 h. 653 h. 654 h. 655 h. 656 h. 657 h. 658 h. 659 h. 660 h. 661 h. 662 h. 663 h. 664 h. 665 h. 666 h

EUROPE 1 : 9 h. 30. Les Bons-  
communes : 12 h. 30. La Grande bal-  
lade : 16 h. 30, Hit-parade : 19 h. 45.  
Radio 8 : 24 h. Séquence jazz.

RTL : 13 h. 15. Et pourquoi ne  
pas... : 18 h. 15. Les courses :  
19 h. 15. Double-choix : 19 h. 15. Schu-  
t : 22 h. Grand orchestre.

RADIO-MONTE-CARLO : 8 h. 5.  
Émission d'aujourd'hui : 8 h. 45. Plu-  
sance sur les ondes : 10 h. C'est  
notre fin : 14 h. Tour de chant :  
18 h. 15. Europe 1 : 19 h. Orchestre  
symphonique de Stuttgart.

SUD-RADIO : 8 h. Bon dimanche.  
Les L. Banus & Philippe : 12 h.  
50. 15 h. 15. Au rythme des stades :

مكتبة من الامم



سكنا ان الامل

IDEES

REVUE DES REVUES par Yves Florenne

LE DEHORS ET LE DEDANS — LE BABA ET LA BRIOCHE — LE SEXISME AU FÉMININ ?

« Le dehors et le dedans » : tel est l'objet de la réflexion du dernier cahier de la *Revue de psychanalyse* (1). Le dedans et le dehors : autant dire tout. Mais dans quelques points précis — ou moindres — quelques dans une aire très vaste. Non seulement juxtaposition, mais passage de l'un à l'autre, superposition, enveloppement, développement, appel d'abord l'espace — on y reviendra — et, dans cet espace, dans ces espaces, le mouvement, la pénétration, l'issue. Ce n'est pas par hasard (ou si, par hasard c'en était un, ce serait encore mieux) que le « Entrer en analyse », de Nicole Berry, est exactement encadré dans ces deux « horizons », première et dernière ligne : « Qu'il soit de marbre, de chair ou d'or, il y a en chaque patient un œuf. L'analyse, c'est le pénétrer ou en briser la coquille et sortir. » Et : « La déesse Nix, fécondée par le vent, dépose un œuf d'argent d'où sortit Eros. » Mathématiquement, la foudre si je le dis (et pourtant c'est une louange) que, n'essent-elles pas signés, les deux analystes femmes qui se croisent se révélant pour telles ? L'autre est Annie Anzieu, dont le texte se fonde sur l'analyse, et à une grande résonance poétique, ce qui ne l'empêche pas d'être savant. Et féminin, toutes : « Un patient ne change pas l'autre ; il se complémente et s'analyse en moi. Très vite, certain va construire, dans le lieu de la séance (...) l'écran où il souhaite ranger sous ses yeux les parties qu'il craint de se boucher. » Plus loin : « Le patient construit en moi, par ses yeux et ses muscles. » Et puisque j'ai fait allusion à la « poésie » de l'analyse (ses premières pages), ceci, tout simple, une pensée morale, à vous vaudrait : « Sous peau de velours, le fruit peut aussi être amer. »

Ce qui nous conduit, par double association, au texte de Didier Anzieu : « Le Moi-Peu ». Nous nous tenons de suite cette formule de l'analyse définissant l'histoire de la psychanalyse : « un progrès dans la régression » (qui exprime d'ailleurs, selon l'étymologie, toute analyse). Mais l'exposé se développe à partir de cette remarque que « ce qui était refoulé du temps de Freud, c'était le sexe ». Nous avons changé tout cela. Et pourtant, nous continuons comme si. Or, « en analysant, le grand objet, le masculin, le féminin, le corps comme dimension vitale de la réalité humaine ». Méconnaissance que Didier Anzieu relie à la détérioration de l'environnement, à l'ignorance des lois de la vie. Mais J.-F. Lyotard, lui, s'emploie à réduire par aplatissement le corps étalé en surface sur la planche anatomique : le

« prétendu corps » et son « prétendu intérieur ». Dans une dernière partie, marginale, mais en apparence seulement (ou la contribution de Bernard Lassus tout en images est réduite presque à des commentaires pour un film, à des « titres », c'est « la ville comme corps » (chez Alberti, P. di Giorgio, Vitruve, etc.), de Françoise Choay : l'architecture, la maison, l'intérieur — extérieur où se déploie le plus intime de la vie.

Ce qui pourrait s'entendre aussi : moi, qu'on a mis dedans. Proust, si vous préférez.

Les rapports de la psychanalyse et de la critique littéraire, la fécondation de l'une par l'autre, ont été clairement décrits par Anne Clancier (2), qui en a inventorié les résultats, défini les méthodes, le domaine — lequel a ses limites. C'est à quel M. René Pommier, dans *Enfances présentes* (3), s'attaque allègrement. Et à bien d'avantage : aux « ridicules d'une certaine forme de critique ». On ne lui dénie pas le courage de braver plus que le ridicule et à la terreur : et moins encore, la verve. Il dénonce une certaine phallosophie, qui lui paraît s'exprimer en termes particulièrement représentatifs par la plume de M. François Rastier, qui lui fournit une épigraphe-appliquée. Mais c'est à d'autres critiques qu'il s'en prend plus directement.

D'abord, M. Philippe Lejeune, qui, dans *Europe*, avait très subtilement d'ailleurs, démonté — ou monté — les symboles phalliques chez Proust, notamment le clocher de Combray et la brioche dominicale, curieusement mariés, si l'on peut dire. Mariage d'où l'on pourrait d'ailleurs tirer des conclusions spéculatives proustiennes (comme du double clocher de Martinville). A cela près que M. Lejeune n'a pu faire remarquer à M. Pommier que la brioche normande cuite par Théodore avait toute chance d'être une rustique couronne (seul ce genre de brioche a des « écailles » et des « pointes » piquantes comme les clochers), c'est-à-dire tout juste le contraire du symbole phallique ; et cela au moins aussi évidemment, dans l'ordre d'un « sens-plaisance », que la fameuse madeleine à laquelle M. Lejeune attribue ingénument cette signification. Au reste, la brioche urbaine elle-même ferait penser, si on y tient, à un sein nourricier plutôt qu'à autre chose : il y faudrait au moins le baba au rhum (attention ! pas le savarin : on retomberait dans le puits. A propos de puits, les phalliques n'ont-ils pas laissé échapper l'astrologie de la Fontaine et sa grande lunette ?).

Vient ensuite M. Michel Picard, qui, dans *Le décalage*, écrit sur *Madame Bovary* notamment ceci : « Madame Bovary malgré elle, Emma va passer son temps à offrir aux hommes qu'elle rencontre, outre ses illusions à partager, des cravaches, des jambons de bois ou des porte-cigares. » Plaisant tableau de M. Pommier montrant Emma passant ses journées à proposer, dans les rues d'Yonville, ces divers objets aux hom-

mes. Il ne manque pas de rappeler que ces offrandes ont eu lieu une seule fois dans la vie d'Emma.

Après tout, ce n'est pas tous les jours que la critique nous amuse. Et M. Pommier relève pertinemment la sollicitation de textes. Bien entendu, les objections ne manquent pas. A commencer par celle-ci, qu'il se place au niveau du conscient, alors que c'est d'inconscient qu'il s'agit (bien sûr que, ni Proust, ni Flaubert, ni Emma n'auraient fait exprès de). Reste qu'il n'est pas mauvais de rappeler parfois à l'ordre dans leurs égarements, en partie inconscients eux aussi, le pédantisme et le jargon si riche de « connotations », mollesques, qui finiraient par être, chez ceux qui s'en défendent insuffisamment, la parodie d'eux-mêmes et de leur savoir. M. Pommier n'a pas tort : on peut jouer à tout coup et à coup sûr. Mais quels sont ceux qui signifient ? De même que tout est dedans et dehors, tout est creux et relief, donc symboles sexuels ; l'image du monde n'est pas le globe mais le bilboquet ; et toute la littérature (du moins dans l'intervalle historique et technique qui sépare le style et le stylo) est faite de la plume et de l'encrier.

Le phallus ainsi érigé en principe et par conséquent la phallosophie nous conduisent aux problèmes et au combat féministes : l'article d'Alain Charraud dans le numéro spécial de *Sociologie du travail* (4) ; l'ensemble de trois études des *Temps modernes* ; et enfin, dans les mêmes, la chronique du « sexisme ordinaire », toujours excellente et pertinente. On y revient avec raison sur la réalité de la classe des femmes que la phallosophie révolutionnaire rejette avec horreur. Dans une actualité plus limitée et immédiate, on y souligne la différence, révélatrice, dans la façon de présenter au public un ou une ministre. Celle-ci n'est d'abord que l'épouse de quelqu'un (et la même de quelques autres). « Quand par hasard une femme est appelée à tenir un poste public, cela se doit à ce qu'elle s'est tenue mariée à un monsieur à bien », et a bien accompli sa tâche prioritaire : avoir trois enfants. » Il y a des exceptions, au moins en apparence.

Justes propos aussi sur les vacances des femmes, soumises dans la majorité des cas au même esclavage domestique, plutôt aggravé. Et aux mêmes « prestations sexuelles ». Les rédactrices de

la chronique sont évidemment hantées par cette forme du service obligatoire. N'y aurait-il plus du tout de volontariat ? C'est bien triste. Mais ne fait qu'accroître notre sympathie pour cette chronique, et qui s'étend même à son propre sexisme ordinaire et parfois peu ordinaire. Aussi compréhensible et, somme toute, naturel que le racisme inconscient des victimes du racisme. Peu tendre aussi ; mais peu suspect de cariballisme : mettons nos vacances à profit pour « engraisser notre colère plutôt que nos maris ».

Quant à ces maris — « ou amants » — en voici un échantillon : celui-là parle gaillardement de son « heure de bonjour », parce que, une fois, il a cédé aux instances de sa compagne qui désirait de plus longues attentions avant la minute d'agrement rituel, prélude elle-même au mâle ronflement. Aussi, les rédactrices, à la place des prétendues « attentions discrètes » et hésitations invitant des femmes, ou de leur « passivité » — celle de l'oiseau devant le serpent. — montrent-elles cette réalité : « la peur, l'angoisse horrible qui tressaillent dans une indécision, une paralysie, face à la sexualité oppressive, guerrière (c'est elles qui soulignent), qui leur est proposée par (c'est nous qui soulignons) tous les hommes ».

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

On est consterné : ces femmes qu'on explique ainsi, que les hommes ont-elles donc connues ? Et comme on comprend qu'une expérience aussi constamment désolante les porte à se préférer elles-mêmes et entre elles. Mais alors, classe ou ghetto ?

UNE LETTRE D'ETIEMBLE

Von Wartburg et la France

Etiemble nous adresse la lettre suivante :  
Absent de France quelque temps, je lis avec un peu de retard les deux chroniques de M. Jacques Cellard sur Walter von Wartburg (1). Qui n'approuverait son éloge du *Franciscanisme* d'Ernst Bloch, qui l'occupe de la question de la « régression » (qui exprime d'ailleurs, selon l'étymologie, toute analyse). Mais l'exposé se développe à partir de cette remarque que « ce qui était refoulé du temps de Freud, c'était le sexe ». Nous avons changé tout cela. Et pourtant, nous continuons comme si. Or, « en analysant, le grand objet, le masculin, le féminin, le corps comme dimension vitale de la réalité humaine ». Méconnaissance que Didier Anzieu relie à la détérioration de l'environnement, à l'ignorance des lois de la vie. Mais J.-F. Lyotard, lui, s'emploie à réduire par aplatissement le corps étalé en surface sur la planche anatomique : le

GÉNÉALOGIE

Une discipline d'éveil pour les lycéens et les écoliers

UN jeu qui couvre tous les domaines sociaux et culturels et qui donne l'occasion d'exercer librement son imagination et son flair, rigoureusement ses capacités d'analyse et de synthèse : la généalogie (1), n'est-ce pas une activité éducativement remarquable ? Un enseignant du Haut-Rhin, M. Jean-Louis K., en est persuadé. Depuis septembre 1970, il a appliqué systématiquement cette discipline à ses élèves de classe de transition. Au cours de la dernière année scolaire, deux classes ont travaillé de cette façon, pendant que les 10 % d'honoraires libérés pour des activités originales lui ont amené d'autres élèves. Malheureusement, le jeu éducatif de la recherche est pratiquement absent. L'élève étudie pour qu'on lui fasse connaître d'autres centres comme un ouvrier à la chaîne travaille pour toucher son salaire, pas parce qu'il aime son travail.

En français, le petit essai rédigé sur chacun des parents, des aïeux, ou sur les événements qu'ils ont connus, sont autant d'occasions d'étude de la langue. Le courrier envoyé à un cousin éloigné met en valeur et épanouit le responsable, et mobilise toute la classe. La lettre adressée au maître d'une commune afin de promouvoir les recherches posées des problèmes de syntaxe et de clarté insupportables... Cependant que Béatrice M., petite écolière de Rodem, aux longs cheveux bouclés, narre merveilleusement les péripéties du siège de Dabo (Moselle) en 1878. Ses ancêtres Le-moine s'y trouvaient et ont participé à la curieuse réaction des assiégés : une chèvre morte est jetée au bas des remparts et tient entre ses pattes une quenouille et une paroière ; quand la chèvre filera, la ville se rendra.

Ce sont toutefois l'histoire et la géographie qui semblent les matières les plus favorisées (3). Béatrice F., jeune écolière d'Ilhauhausen, parce que son grand-père est décédé à Sanok en 1944, sait sur le bout du doigt l'histoire de la guerre de 1939, la géographie de la Pologne et de l'U.R.S.S. Tous ses camarades se sont beaucoup intéressés à ce qu'elle a expliqué d'autant plus clairement qu'elle venait de l'apprendre avec passion.

Quelques jours après, Annick S., d'Ostheim, a conduit toute la classe à Colmar sur les traces d'Auguste Bartholdi, son cousin : « Quel dommage qu'on ne puisse aller jusqu'à New-York ! »

Un beau jour cela réussit

Tout cela est manifestement un succès, mais il n'est que partiel. M. Jean-Louis K., n'est pas satisfait. Précursus, il n'a pas réalisé tous ses projets. Il aimerait savoir comment ce système de travail réussit dans chaque classe. Si les méthodes actives (préconisées jusqu'à présent dans les classes de voie III)

En mathématiques (dites modernes), Richard F., au regard franc et à l'attitude décidée, n'est pas plus arrêté par la théorie des ensembles et la numération binaire que par les fractions, les pourcentages et les moyennes de l'arithmétique traditionnelle. Les membres de sa famille et les caractéristiques de chacun d'eux ne donnent pas des exemples aussi parlants que les sacs de carottes, les wagons de sacs et les trains de wagons, proposés habituellement dans les manuels ? L'ascendance cognitive n'est-elle pas un modèle parfait de numération ?

Précisément, le pourcentage de ses ascendants venant par exemple de Suisse, l'âge moyen de ses ancêtres lors du mariage, de leur décès, ont été calculés par lui depuis longtemps. Aujourd'hui, Richard F., vient d'avoir dix-sept ans, il a quitté l'école et réalise ses aspirations, ses dons, qu'il avait encouragés la généalogie : il est aide-comptable d'une entreprise de Berghelm.

Mais des disques tournent sur son électrophone. Tout seul il apprend l'anglais avec ardeur. En effet, par Pierre Kocher, charpentier suisse du dix-septième siècle, il se sait cousin (au vingt et unième degré) de l'astronome Russel Schweickart,

pour les élèves (faibles ou réticents) sont efficaces, elles doivent être d'autant plus d'importance quelle classe. Les élèves, en effet, n'auront plus à « subir » un programme imposé. Ils ne seront plus des sujets qui, tôt ou tard, se révolteront contre un système opprimant. Ils auront la joie de réaliser des travaux personnels, la possibilité d'être fiers de leurs recherches et de leurs réalisations. On leur donnera ainsi la possibilité de forger eux-mêmes leur destin. Nous aurons dans l'avenir des hommes et des femmes qui sauront aborder les difficultés de la vie. On leur aura appris à être responsables. L'élève, dans sa classe, ne sera plus un sujet modelé dans un moule mais deviendra un créateur, et les réflexions de cet éducateur convaincu.

Depuis quatre ans, ses élèves ont ainsi pu étudier toutes les matières d'enseignement en fonction de la généalogie mais, sauf exceptions, n'ont pu se coller avec la recherche elle-même. Depuis la dernière rentrée, grâce aux 10 % d'honoraires libérés, des groupes de lycéens de type I sont venus s'initier auprès de lui aux joies de la recherche. Ils se sont épanouis incontestablement, mais l'approfondissement qui en a découlé pour eux n'a pas été canalisé vers l'ensemble de leurs études scolaires. Dans l'évolution politique actuelle de l'éducation nationale, alors que le projet Fontanet est abandonné et la classe de transition supprimée, M. Jean-Louis K., espère que la tentation d'imposer un programme commun à toutes les classes de sixième n'empêchera pas d'appliquer cette pédagogie, tout au moins à l'essai, non seulement sur 10 % mais sur l'intégralité des horaires.

PIERRE GALLERY.

(1) Voir « le Monde » daté 3-4 mai 1974, page 15.

(2) M. Jean-Louis K., n'est pas satisfait. Précursus, il n'a pas réalisé tous ses projets. Il aimerait savoir comment ce système de travail réussit dans chaque classe. Si les méthodes actives (préconisées jusqu'à présent dans les classes de voie III)

(3) M. Ausson, professeur au lycée Franklin d'Orléans, croit, lui aussi, à cette méthode. Il a proposé à ses élèves, dans le cadre des 10 % d'honoraires libérés, un cours d'initiation aux recherches historiques, par le biais de la généalogie.

(4) Dans le *Monde* daté 18-19 août et 1-2 septembre.



## SOCIÉTÉ

## Enfants

## LA RENCONTRE DE L'AUTRE

Un enfant psychotique, qu'est-ce que c'est ? Pour les parents d'abord et pour la société entière, c'est un lieu d'angoisse, une immense question sur laquelle on empile des diagnostics, des traitements, des dossiers surout, couverts de définitions, et qui vont servir de passeport à l'enfant partout où il ira.

Il n'est plus Jacques Dupont ou Louis Durand, il est diabète ou schizophrène, grave ou léger, O.I. 50 avec troubles moteurs ou cérébraux ou affectifs dus à ceci ou à cela. Il est autiste ou bien il est mutique. Il est tout ce que notre très savante société est capable d'analyser avec plus ou moins de bonheur de la même manière que l'on analyse un composant chimique. Il est tout ce qu'on va lui projeter dessus. La seule chose qu'il ne puisse pas être, c'est lui-même.

Quand les parents, lassés des diagnostics, traitements et explications, définitions et interprétations qui les piègent, eux aussi que l'enfant, cherchent un ailleurs et un autrement où tout cet appareil scolaire et allénié puisse éclater, ils trouvent.

Une petite villa comme les autres, située à Bonneuil et sur la porte de laquelle on peut lire : « Ecole expérimentale ». Apparemment, on pourrait croire qu'il ne s'agit là que d'une expérience de plus parmi les nombreuses tentatives de rééducation, psychothérapies en tout genre qui fleurissent sur le marché à titre privé.

## Un lieu de vie

Quand on sait que Bonneuil est l'œuvre de Maud Mannoni, on y regarde d'un peu plus près. Et si l'on accepte, ce qui n'est pas facile, de laisser à la porte ses bagages, son savoir et ses petites ou grandes idées sur la question, et si l'angoisse de la rencontre avec les enfants ne nous bouche pas le jugement et la sensibilité, alors on découvre qu'il se passe là quelque chose d'exceptionnel.

Maud Mannoni appelle Bonneuil « un lieu de vie ». Qu'est-ce que la vie est d'autre qu'une révolution permanente ? Ici, pas de dossiers, pas de définitions, pas de soins et traitements, pas de hiérarchies, le moins possible de savoir. Seule, une immense disponibilité. Les

repères habituels sont si inexistantes que l'on se demande, venant de nos conditionnements extérieurs, ce qui peut bien se passer dès lors que l'on supprime tout le fonctionnement institutionnel. Enlève la mécanique sécurisante, que reste-t-il ?

Il reste, ou plutôt il émerge enfin, la rencontre de l'autre en direct et, à travers cette rencontre, l'accès au désir et à sa propre parole qui peut enfin redevenir possible.

L'autre, à Bonneuil, ce sont bien sûr les autres enfants, mais ce sont aussi les adultes avec lesquels on « fait ensemble », qu'il s'agisse des courses ou de la cuisine, de la réparation d'une vitre ou du téléphone qui sonne auquel il faut répondre.

L'autre, hors de Bonneuil, c'est l'artisan chez lequel les enfants vont aider, travailler vraiment ou simplement regarder, selon ce qu'ils veulent ou peuvent faire et chez qui ils se rendent dès l'âge de huit ans. Cet autre, qu'il soit maçon, tapissier, coiffeur ou restaurateur, leur livre une image de l'homme au travail qui n'est plus celle de cet adulte qui toujours travaille ailleurs, dont on ne sait au juste ce qu'il fait et dont il faut reconstituer l'image brique par brique avec les bouts d'informations livrées au hasard des jours et des conversations.

Il n'est pas facile pour un enfant actuel d'apprendre qui est papa. Il lui faut, à l'aide de ces bribes éparpillées, le reconstituer. L'enfant psychotique est un corps mortel. L'artisan lui renvoie une image de l'homme et son œuvre qui est entière. L'identification redonne sens.

Plus de dossiers, plus d'étiquettes

pour les définir, que se passe-t-il lorsque l'enfant rencontre l'autre, pas celui de Bonneuil mais celui de l'extérieur, le « normal » ? Sans s'écarter, cette rencontre va aussi se faire en direct.

## L'image du « fou »

Comment vas-tu me recevoir, toi l'adulte, ou le jeune, quand je ne vais pas me comporter comme tout le monde ? Quelle est ton image du « fou » ? Quel choc et quelle surprise va réveiller cette rencontre et comment vas-tu t'en défendre ? Par une sollicitude charitable qui m'enferme dans la certitude que je suis un incapable, un anormal, pas comme les autres ? Quelle forme vas-tu donner à la peur pour qu'elle ne te dérange pas trop ?

Reste aussi la chance L'extraordinaire chance que de temps à autre un membre de cette société se reconnaît dans ces enfants miroirs. Ou sans se connaître, qu'il ait spontanément ce « sens de l'autre », quel qu'il soit et l'accueille. Cette chance-là, c'est aussi celle de l'enfant. Et c'est sur ce possible, fragile comme on s'en doute, que mise Maud Mannoni.

Les uns diront qu'elle mise sur le miracle, ou qu'elle mise sur l'amour (on peut appeler la vie de noms multiples), ou qu'elle mise sur la justice, car il est juste qu'une société reconnaisse et reprenne les siens. De toute façon, ce peut être vital pour le devenir de l'enfant, et il se trouve qu'il est vital aussi pour le devenir de notre société. Miser la rencontre de ces deux nécessités n'est pas si absurde. Nous y sommes tous conviés.

Pourtant une question se pose et qui met constamment en péril tout ce qui se joue à Bonneuil, c'est la question d'argent. Il n'est pas facile de faire la somme, énorme pour un budget familial, de 1 300 F par mois non remboursés par la Sécurité sociale. Les stagiaires ou y travaillent le font bénévolement. On ne peut le soutenir vivement que l'Etat reconnaisse ce haut lieu de la recherche en France qui semble enfin émerger des institutions habituelles et ouvrir le champ de l'espérance, du véritable changement. Sinon Bonneuil est condamné à n'être destiné qu'à quelques privilégiés qui ont les moyens de s'offrir le droit retrouvé à la vie.

PAULE GIRON.

## HUMEUR

## L'art de ne pas vendre du thon

Quand l'édition a froid aux pieds, la librairie étouffe. Et l'édition, cet hiver, risque d'avoir assez froid aux pieds. La redoutable augmentation des prix de revient, la lassitude du public vis-à-vis de certains types d'ouvrages, le contre-coup de dix ans de surproduction intensive, le fait que l'on supprime, pour commencer, l'achat des livres dans un budget menacé, autant de bonnes raisons d'avoir froid aux pieds. Il faudra être un sacré barreau pour faire avancer le bateau de l'édition par petit temps, sans grande voile, avec un mât cassé et à péne un bout de ficelle.

Déjà, sous bonne brise, la plupart des barreaux d'édition aiment de dessalage en dessalage. Et les libraires, sans d'heureuses exceptions, ne sont pas beaucoup plus complaisants. Au contraire même. Alors que le libraire devrait être, comme le pharmacien, bardé de diplômes, ce n'est trop souvent qu'un modeste commerçant qui a ouvert une librairie comme il aurait ouvert une épicerie ou un bistrot. Ce qu'on lui demande couramment, que ce soit au Sagan, au Guy des Cars, du papier carbone, du Troglod, des recharges d'encre, du Sabatier ou des enveloppes, il connaît. Le reste, il ne sait pas trop. Ce qui explique pourquoi chercher le livre d'un écrivain mal connu du grand public est une entreprise qui demande non seulement de la patience mais une bonne paire de chaussons.

Voici à peu près ce que donnerait le dialogue entre client et vendeur dans une épicerie, si l'épicerie se comportait comme certains libraires :

« Monsieur, je voudrais une boîte de thon. »

— De quoi ?

— Une boîte de conserve ronde en fer blanc contenant un poisson français que l'on appelle le thon et qui vit dans l'eau de mer avant de baigner dans l'huile. »

— Vous avez un instant ? Je vais demander si on connaît ça. »

Elle disparaît et le patron apparaît.

« Vous désirez, monsieur ? »

— Une boîte de thon à l'huile. »

— Ah ! oui. Je crois qu'on en a reçu une la semaine dernière. Mais je ne la vois pas

— Comme ça se prononce, avec un H.

— Devant le T ?

— Non, entre le T et le O.

— Ah ! bon. Du thon. Et c'est un légume ?

— Non. C'est un poisson.

— Tiens ! Un poisson français ?

— Tout à fait français.

— Et qui vit dans l'eau ?

— Dans l'eau de mer, très exactement.

C'est curieux que je n'en aie jamais entendu parler. C'est fabriqué par quelle maison ?

— Ça, je n'en sais vraiment rien.

— Vous ne savez pas non plus comment ça se présente ?

— Si. Dans de petites boîtes rondes en fer blanc.

— Comme des boîtes de conserve alors ?

— Vous l'avez dit. Le thon, c'est de la conserve.

— Je ne comprends pas. Nous avons plein de conserves ici. C'est même une de nos spécialités. Mais je ne vois pas de conserve de thon dans nos rayons. Vous ne voulez pas du saumon, de la sardine ou du maquereau ?

— Non. Je désire des poissons. Je n'aime que le thon. »

Et on s'en va. Après tout, il y a d'autres épiceries. On entre dans celle d'en face où l'on est reçu par une vendeuse, cette fois.

« On vous sert, monsieur ? »

— Une boîte de thon à l'huile. »

— De quoi ?

— Une boîte de conserve ronde en fer blanc contenant un poisson français que l'on appelle le thon et qui vit dans l'eau de mer avant de baigner dans l'huile. »

— Vous avez un instant ? Je vais demander si on connaît ça. »

Elle disparaît et le patron apparaît.

« Vous désirez, monsieur ? »

— Une boîte de thon à l'huile. »

— Ah ! oui. Je crois qu'on en a reçu une la semaine dernière. Mais je ne la vois pas

en rayon. Peut-être dans la réserve. Je vais voir si elle est encore là. »

Il disparaît pour aller voir et revient, dix minutes plus tard, les mains vides.

« Je ne comprends pas. Je ne la vois plus. On a dû la vendre. A moins que je ne me sois trompé, qu'on ne l'ait pas encore reçue... Vous savez, on reçoit tellement de boîtes... »

Il se retire plus qu'il n'entre dans une autre épicerie.

« Je voudrais une boîte de thon à l'huile. »

— Nous n'en avons plus. C'est épuisé ?

— C'est ce que l'usine nous a dit le mois dernier. Nous voulions en commander une pour un de nos clients.

— Vous êtes sûr qu'on ne pourrait pas m'en trouver une boîte ?

— Moi, je vous dis ce qu'on m'a dit. Mais s'il y a de la demande, ils remettront peut-être le thon en fabrication.

— Oui. Mais quand ? »

En attendant, on fait une dernière tentative. Dans une épicerie particulièrement bien approvisionnée.

« Vous vendez de la conserve ? »

— Évidemment. Nous avons des conserves de tous les pays du monde.

— Alors donnez-moi une boîte de thon à l'huile. »

— Vous tombez mal. Nous venons de vendre la dernière ce matin même.

— Il ne vous en reste plus du tout ?

— Vous savez, on n'en demande pas si souvent. Alors on ne commande qu'une seule boîte à la fois. Mais si vous voulez verser un acompte, nous pourrions vous procurer une boîte pour la semaine prochaine.

La morale de cette histoire ? Ceux qui sont les plus à plaindre, ce ne sont pas tellement les libraires ou les écrivains, qui, dans l'ensemble, s'en sortent toujours : ce sont les auteurs.

JACQUES STERNBERG.

## POLICE

## A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'INTERPOL

## La drogue, toujours

Cannes. — Dès l'ouverture, le 23 septembre, des travaux de la commission des stupéfiants, que les congressistes d'Interpol ont constituée au deuxième jour de leur réunion avant de s'écarter un week-end de tourisme, les yeux de tous vont se braquer vers deux hommes : M. Turheim Senel, directeur général adjoint de la sécurité publique à Ankara, chef de la délégation turque, et son homologue américain, M. David B. McDougal, secrétaire adjoint au département du Trésor. La

ricaine décision turque d'autoriser à nouveau la culture du pavot dans certaines provinces sera en effet au centre des débats.

Certes, il n'est pas question pour Interpol, qui se refuse à sortir du terrain strictement policier, de critiquer ou même seulement de commentar la décision du gouvernement d'Ankara, mais simplement d'en prendre acte et d'imaginer les moyens d'y faire face.

## De notre envoyé spécial

Alors que les craintes du début des années 70 étaient toutes seules, la drogue redevient pour les pays occidentaux une source d'inquiétudes. Mais en réalité, si l'on affectait de ne plus en parler, le péril n'en demeurerait pas moins présent, continuant même de s'étendre dans bien des régions. L'Afghanistan et surtout le Sud-Est asiatique offrent les ressources d'un potentiel de production énorme. Nombre de délégués venus à Cannes ont montré par des chiffres que, au cours de l'année écoulée, tous les pays n'ont pas enregistré le même repli que l'Europe et l'Amérique.

C'est ainsi qu'en Asie la Malaisie est devenue un carrefour important en même temps qu'un marché en plein essor. En 1969, on y avait arrêté quatre cents personnes pour usage et vente de stupéfiants : en 1973, leur nombre était passé à mille cinq cents. Tandis que la culture illégale de chanvre indien quintuplait — essentiellement pour satisfaire les besoins des touristes — les laboratoires de fabrication d'héroïne commencent à proliférer dans les jungles du pays, où ils étaient difficilement détectables.

La morphine-basse provient du « Triangle d'or », le réduit montagneux des confins de la Thaïlande, du Laos et de la Birmanie. La solution ne dépend donc pas seulement de Kuala-Lumpur, et l'institution par Interpol d'un officier de liaison entre les polices pour les questions de drogue — payé grâce à une contribution financière bénévoles des États-Unis — pourrait, si ce fonctionnaire dispose d'une autorité suffisante, permettre d'harmoniser, au moins sur le plan technique, les rapports entre les pays en cause tout au long

de la chaîne de la drogue. Le désir des dirigeants d'Interpol est d'ailleurs de créer une agence centrale d'informations sur les stupéfiants.

En Occident, la route du Proche-Orient se trouve coupée par l'interdiction de la culture du pavot en Turquie, et les « réseaux » subissant des coups sévères, l'époque de l'abondance a paru — un peu trop vite — révolue.

## Entretenir la pénurie

En fait, les trafiquants les plus prévoyants ont contribué à « entretenir la pénurie » en vivant sur des stocks écoulés suffisamment lentement pour maintenir les prix à des taux très élevés dans certains pays, le prix de l'héroïne a quadruplé en moins de deux ans. Selon les dirigeants de la Drug Enforcement Administration, c'est peut-être à la perspective de la fin des « vaches maigres » qu'il faut attribuer l'agitation régnant actuellement sur le marché de la drogue — qui s'est traduite dernièrement par la saisie de 73 kilos d'héroïne à New-York — les trafiquants s'empressant de liquider leurs stocks antérieurs avant une probable chute des cours.

Si le ralentissement des approvisionnements a engendré une aggrégation par l'argent chez les toxicomanes d'outre-Atlantique, le nombre de ceux-ci — estimé, il est vrai, à six cent mille au plus fort de la crise en 1970 — n'est quand même jamais tombé au-dessous de deux cent mille, rien que pour les utilisateurs d'héroïne. Mais pour les Américains, cet effort progressif est

brutalement remis en question par la décision turque.

Aussi ont-ils entrepris une vaste campagne diplomatique de persuasion et de menaces, qui va certainement continuer d'ici à la clôture des travaux de l'assemblée générale d'Interpol, le 25 septembre.

La délégation américaine est d'ailleurs pléthorique, puisqu'elle ne compte pas moins de vingt-neuf personnes — dix représentants en titre et dix-neuf observateurs. Flanqué de M. John T. Cusack, ancien directeur du Bureau des narcotiques à Paris et maintenant chef de la division des opérations internationales de la Drug Enforcement Administration, M. John Bartels, administrateur de cette organisation, a récemment effectué une tournée européenne organisée de manière telle qu'elle ne passe pas inaperçue.

Sur tous les fronts, l'offensive américaine place la Turquie en posture d'accusée. Cette dernière se défend énergiquement. D'abord, la reprise des cultures sera étroitement limitée aux régions les plus pauvres. Le gouvernement turc porte aussi d'un contrôle très strict dont le caractère illusoire n'échappe cependant à personne. Enfin, au début du mois de septembre, le conseil des ministres a décidé que les producteurs devront livrer les gousses de pavot intactes aux organismes officiels de rachat, sans les entailler pour en extraire l'opium, ainsi qu'ils le faisaient traditionnellement.

Mais Washington voudrait amener Ankara à revenir purement et simplement sur sa décision du printemps dernier. Ce qui n'est plus un problème de police.

JAMES SARAZIN.

## JUSTICE

## Meurtrier de son fils

## MICHEL MOTTET EST CONDAMNÉ A CINQ ANS D'EMPRISONNEMENT

A l'issue de la deuxième journée de son procès, Michel Mottet, meurtrier de son fils âgé de onze ans (le Monde du 21 septembre), a été condamné, vendredi 20 septembre, à cinq ans d'emprisonnement par la cour d'assises du Val-d'Oise. Le jury n'a pas retenu la préméditation du meurtre et a accordé les circonstances atténuantes à Michel Mottet. M. André Chazet, avocat général, faisait remarquer que « Michel Mottet est marié dans ses certitudes, figé dans sa solitude, enfermé dans sa vérité incommunicable ».

Pour le défenseur, M. Henry Michel Mottet, après la rupture avec son épouse, le père est devenu « un fou de désespoir », et comme il ne concevait pas la mort sans son enfant, « pour lui, ce n'est pas un meurtre, c'est un suicide ».

## Quatre militants du GARI déferés

## à la Cour de sûreté de l'État sont écroués à Paris

Une information judiciaire concernant les nombreux attentats attribués depuis le début de l'année au Groupement d'Action révolutionnaire international (GARI), notamment dans le sud-ouest — pour protester contre le franquisme, — vient d'être ouverte à la demande du garde des sceaux par le procureur général près la Cour de sûreté de l'État pour « destruction d'édifices de caractère et d'objets mobiliers faits en relation avec une entreprise consistant ou tendant à substituer une autorité illégitime à l'autorité de l'État, détermination d'armes et de munitions de guerre et usage de faux documents administratifs ».

Saisi du dossier, M. Gallot, juge d'instruction près la Cour de sûreté de l'État au fort de l'Est, à Saint-Denis, a fait écrouer le 20 septembre à la Santé MM. Michel Camilleri, vingt-deux ans, de nationalité française, sans profession, sans domicile, muni de faux papiers sous l'identité de

Bernard Guilhemme, Mario Ines Torres, vingt ans, Espagnols, sans profession, 15, avenue Duclaux, à Toulouse; Victor Manrique, vingt-sept ans, Français, comptable à Béziers, et Jean-Michel Martinez, vingt-huit ans, Français, instituteur à Saint-Jean-de-Luz. Ceux-ci ont été choisis pour assurer leur défense. M. Leclercq et Jacoby, du barreau de Paris, et M. Marie-Christine Estelin, de Toulouse.

MM. Camilleri et Ines Torres ont été arrêtés le 14 septembre par des gendarmes sur la route à Carman (Haute-Garonne), à l'occasion d'un contrôle de roulement. Lors de ce contrôle, ils ont été saisis d'un pistolet qui leur a été retiré. Les deux autres furent appréhendés peu après, tandis que des membres de l'organisation également identifiés réussissaient à échapper aux recherches.

Sont mis à l'acte du GARI — outre l'enlèvement à Neuilly-sur-Seine, le 3 mai, de M. Balthazar Suarez, directeur de la banque de Bilbao, à Paris, affaire instruite par M. Alain Bernard, premier juge d'instruction près le tribunal de grande instance de Paris — diverses opérations : plastiquage le 15 juillet d'une ligne à haute tension à Ile-sur-Têt (Pyrénées-Orientales) attentat par explosif le lendemain contre des autocars espagnols à Lourdes et au sein de la caravane du Tour de France à Saint-Lary (Hautes-Pyrénées), tentative, le même jour, de plastiquage d'une ligne à haute tension à Axain (Pyrénées-Atlantiques), plastiquage le 19 juillet d'un pylône d'électricité à Briatton (Pyrénées-Atlantiques) destruction par explosif de deux voitures, le 20 juillet, à Pertuis, Bourgnon-Madame (Pyrénées-Orientales) et attentat par explosif sur des cars espagnols à la gare routière de la porte de Charonne, à Paris, tentative de destruction d'un poteau de signalisation de chemin de fer, Têt (Pyrénées-Orientales) attentat (Pyrénées-Orientales).

Il n'est pas impossible que M. Alain Bernard soit un jour dessaisi du dossier Suarez, ainsi que les magistrats instructeurs de Perpignan, Foix, Toulouse et Bayonne chargés de plusieurs affaires d'agressions et d'attentats qui seraient elles aussi, à l'acte du GARI.

## Les violences qui s'étaient produites au commissariat de Saint-Denis sont amnistées

Le gardien de la paix et le brandit comme bouclier. Dans la bagarre qui s'en est suivie, deux gardiens de la paix sont blessés.

M. Kahn, juge d'instruction à Bobigny, chargé du dossier, avait inculpé l'ainé des lycéens de violences et vol de fait contre des gardiens de la paix. Un autre gardien était inculpé de violence. Le plus jeune lycéen, maintenant majeur, s'était constitué partie civile.

En réalité, le débat, prévu pour le 20 septembre, a tourné court, le substitut, M. Sylvain Amarger, ayant fait remarquer dès le début de l'audience que les deux prévenus bénéficiaient de la loi d'amnistie du 16 juillet 1974 : le lycéen parce que les faits reprochés étaient en relation avec des événements politiques ; le gardien parce qu'il n'était que passible de contravention pour simple violence entraînant une incapacité de huit jours du plus jeune garçon.

Le jugement sur les dommages et intérêts de caractère civil sera rendu le 4 octobre. — R. CL.

un banc et le brandit comme bouclier. Dans la bagarre qui s'en est suivie, deux gardiens de la paix sont blessés.

M. Kahn, juge d'instruction à Bobigny, chargé du dossier, avait inculpé l'ainé des lycéens de violences et vol de fait contre des gardiens de la paix. Un autre gardien était inculpé de violence. Le plus jeune lycéen, maintenant majeur, s'était constitué partie civile.

En réalité, le débat, prévu pour le 20 septembre, a tourné court, le substitut, M. Sylvain Amarger, ayant fait remarquer dès le début de l'audience que les deux prévenus bénéficiaient de la loi d'amnistie du 16 juillet 1974 : le lycéen parce que les faits reprochés étaient en relation avec des événements politiques ; le gardien parce qu'il n'était que passible de contravention pour simple violence entraînant une incapacité de huit jours du plus jeune garçon.

Le jugement sur les dommages et intérêts de caractère civil sera rendu le 4 octobre. — R. CL.











سورة الانعام

# ARTS ET SPECTACLES

## Musique



### La critique manque de plume...

Le Festival estival organisé cette année au « concours international de critique musicale » sur le modèle des grandes compétitions instrumentales, les candidats, âgés de trente ans au plus, pouvaient utiliser quatre langues : français, anglais, allemand, espagnol, et concouraient dans trois sections : critique musicale, critique de disques, animation radiophonique.

L'idée pouvait paraître séduisante, le résultat est catastrophique : quinze concurrents, uniquement de langue française, aucun prix, ni en critique musicale (où une Yngve, fille de la critique, a remporté un prix), ni en animation radiophonique ; un second prix en critique de disques pour Joël Wisniewski. Honneur au courage du jury (présidé par MM. Olivier Alain et Maurice Fleuret) qui était, lui, de haute qualité internationale.

Seule l'épreuve d'animation radiophonique était publique, vendredi soir, au Théâtre Grégoire, elle a confirmé la médiocrité des candidats, à part quelques Bonnaire qui ont écrit quelques lignes claires, mais sans rien de voir et d'original. Joël Wisniewski, lui, en a écrit des fois très parées, invraisemblables balivernes sur le folklore, la musique d'Enesco et la nationalité de Bartok.

Trois pianistes servaient de cobayes et jouaient les « Pièces » op. 19 de Schoenberg et la « Barcarolle » de Chopin. Ils n'étaient pas sur la sellette et l'on ne leur a pas demandé de jouer. M. de la Chapelle, Gérard Frémy et Alain Motard, qui ont fort bien honoré leur contrat et fait preuve au micro des compétences musicales qu'on reconnaît en vain, à leurs interrogatoires.

Ce concours n'aura pas été vain cependant s'il amène à se poser quelques questions. On n'oubliera pas les quinze candidats, dont certains avaient, paraît-il, de séduisantes qualités musicales, mais écrivaient un français déplorable, et les autres, l'inverse. Car, d'une part, ceux ne les préparait à un concours et, d'autre part, on ne sait actuellement où un peu de ce genre pourrait les mener.

Voilà sont les postes de critique musical dans les journaux français, incertains les voies qui y mènent. Pendant longtemps, la critique musicale ressemblait trop à la critique de la critique, elle était bien considérée par le public des journaux. Les choses sont en train de changer avec la diffusion de la musique. Mais ce n'est que lorsqu'il existera un vaste public, compétent et exigeant, avide de lire des livres et des critiques de bon niveau — c'est-à-dire lorsqu'un grand nombre de Français auront pratiqué la musique à l'école — que la critique musicale prendra une place sérieuse dans la presse nationale et régionale, comme en Angleterre ou en Allemagne.

Le problème d'une formation est délicat, car il n'est pas de définition idéale de la critique : le musicien professionnel est souvent prisonnier de l'enseignement et du langage qu'il a reçu, le non-professionnel s'expose à des erreurs techniques et à une approche trop superficielle ou sentimentale. D'où la nécessité d'acquiescer des bases musicales solides et apprendre à écrire, car les connaissances techniques, historiques et esthétiques, ainsi que le discernement critique, ne sont rien et le langage ne vient les approfondir et les compléter.

Il reste qu'un effort devrait être entrepris pour élever et assainir cette « profession » (qui en est si rarement une !).

JACQUES LONCHAMPT.

## BRAHMS AUX BILLETTES

Le Festival de musique de chambre de Paris, tel qu'il est en ce moment, pas un chat, vers 9 heures rue des Archives. On distingue mal la petite église des Billeterie, excentrée dans l'alignement des façades. On passe la porte basse en courant l'échelle. Et l'on découvre le cloître illuminé, le contrôle assailli, des spectateurs en robes de chambre, le chœur de chambre Bernard Thomas (invité de ce festival), l'ensemble Pro-Musica, le Quatuor instrumental de Paris, le claviériste Elias Gervais, des duos, des quatuors ont joué la du Bach, du Mozart, de l'Albinoni, du Haendel depuis le 10 septembre à un rythme presque quotidien. Ils couvrent la voie à Jean-Jacques Kantorow, à Philippe Müller, à Jacques Rouvier et à l'intégrale des lires avec piano de Brahms.

Les scherzos furifs et innuents ont beau annoncer l'air, un tel final (celui de l'opus 101) prospecter avant Debussy du côté des « résolutions exceptionnelles », les développements manquent d'imprévu et les mélodies nordiques de personnalité.

Il est cependant intéressant d'exécuter des triptyques en ce sens dans une interprétation à la fois construite et raffinée, lyrique et poudrée. Kantorow, Müller et Rouvier (qui se sont fait un nom avant d'aborder la musique de chambre) gardent en trio leurs habitudes de solistes : ils se donnent entièrement sans atténuer les limites de leurs possibilités techniques.

ANNE REY.

\* Prochains programmes : promenade musicale de Bach à Debussy, le 22 à 17 heures dans le cloître des Billeterie. Bach, l'orgue de Jean Sébastien Bach par Jean-Louis GIL, le 23 à 11 heures en l'église des Billeterie. Haendel, le 24 à 11 heures par l'Orchestre de chambre Bernard Thomas, le 25 à 11 heures en l'église Saint-Germain-des-Près.

\* Mme Simone Veil, ministre de la Santé, sera l'invitée d'Inter-Femmes, le lundi 23 septembre à 11 h 30, sur France-Inter. Elle répondra aux questions du public sur la condition hospitalière et le personnel hospitalier.

### Une interprétation raffinée

A l'univers de celle de Beethoven, de Mozart ou de Schumann, la musique de chambre de Brahms ne s'inscrit pas sur une trajectoire ascendante : elle s'empare au contraire avec les années, perd sa spontanéité radiophonique, se vendent rythmique et lourde du côté de la rhétorique néo-classique. L'ensemble des trois tris avec piano offre un exemple de cette marche régressive depuis l'opus 8 — un coup de maître — jusqu'aux longs opus 67 et 101.

## Expositions

### LA GLOIRE DU PRÉSENT

(Suite de la première page.)

Mais s'il y a une « fraternité » impressionniste (fraternité traversée, cela va sans dire, par de nombreux crises), il n'y a jamais eu de doctrine impressionniste. Rien ne le montre mieux que l'ensemble de documents qu'on a eu l'excellente idée de réunir à propos de l'exposition de 1874. A côté de Pissarro, de Renoir, de Sisley, de Berthe Morisot, de Monet et de Cézanne (Monet refuse toujours d'appartenir au groupe), on trouve, en effet, des peintres qui paraissent avoir été insensibles à toute idée de modernité, de peinture abstraite, de recherches de l'effet lumineux : de Nitts et de Lépine peuvent à la rigueur passer pour impressionnistes, mais Edouard Béraud, Camille Mouton, Durieux, le sculpteur Olin, et même des tableaux comme la Femme au perroquet, de Manet, et la plupart des Degas, y compris le Bureau de coton à la Nouvelle-Orléans, qui a été peint en 1873, ne présentent pas les caractères que l'on attribue en général à l'impressionnisme.

### Des sujets nouveaux

Plutôt que de l'impressionnisme en général, il vaudrait mieux parler des peintures eux-mêmes et des réactions qu'ils provoquent, réactions dont la violence permet peut-être de préciser, en négatif, ce que furent leurs intentions communes. Les impressionnistes sont, au point de départ, les successeurs des « refusés » de l'école, des indépendants, qui ne parvenaient pas à exposer au Salon, et veulent constituer un « syndicat de la peinture » — l'expression est de Monet, — une association coopérative dont les membres mettraient en commun dépenses et profits. Au moment où Manet vient de présenter au Salon le Bon Bock, qui est une sorte de pastiche hollandais (« C'est de la bière de Haarlem, dit-on, il a mis de l'eau dans son bock »), l'exposition du boulevard des Capucines est pour eux un moyen à la fois de survivre et d'affirmer l'intransigeance de leur opposition à l'art officiel. Degas définit cette exposition comme un « salon réaliste », dès 1883, Zola, à propos de ses amis, parle de « naturalistes » et d'« actualistes ».

Réalistes, actuels, nos peintres le sont d'abord par le choix des sujets : sujets modernes, comme l'avait demandé quelques années auparavant Baudelaire, sujets empruntés à la vie quotidienne, dans ce qu'elle a de plus insignifiant.

### Des tableaux sans frais

Des sujets nouveaux et même, à la limite, pas de sujets du tout. Puisque l'essentiel, c'est la lumière, « l'harmonie des couleurs vraies », à quoi bon s'embarrasser d'un thème quelconque ? Sauf dans le cas de Degas, qui, avec ses caravagelles que sont la Classe de danse et Aix courtes en province, retrouve la finesse, la précision de touche, l'exquise fantaisie et la liberté de composition des peintures de miniatures et de livres d'heures. Les personnages, les figures elles-mêmes, sont en mouvement, noyées dans la vibration mouvante de l'atmosphère, tendent à disparaître des tableaux impressionnistes.

Ce ne fut pas ce qui scandalisa le moins les visiteurs de l'exposition de 1874. « Venites me dire ce que représentent ces Billeterie noires dans le bas du tableau ? » fait dire à l'un d'eux un journaliste fasciné. « Mais ce sont des promeneurs », a-t-il répondu. « Et à ce quand je me promène sur le boulevard des Capucines ? Tal-

peintres qui paraissent avoir été insensibles à toute idée de modernité, de peinture abstraite, de recherches de l'effet lumineux : de Nitts et de Lépine peuvent à la rigueur passer pour impressionnistes, mais Edouard Béraud, Camille Mouton, Durieux, le sculpteur Olin, et même des tableaux comme la Femme au perroquet, de Manet, et la plupart des Degas, y compris le Bureau de coton à la Nouvelle-Orléans, qui a été peint en 1873, ne présentent pas les caractères que l'on attribue en général à l'impressionnisme.

Des scènes urbaines : la rue. Pis encore : des scènes de banlieue. Des sujets qui évoquent la vie populaire, mais sans l'agressivité sociale de Courbet et sans aucune intention d'agrandir le tableau de genre aux dimensions d'une frange d'un bas-relief épique. Des paysages, mais, là aussi, sans le romantisme, le frisson panthéiste, qui avaient permis à ce même Courbet de faire accepter ses clairières, ses sous-bois, et ses cerfs. Des chevaux, des danseuses, des scènes de bal ou de café, Paris (qui avait montré avant eux ?) des déjeuners, ce dernier thème, inauguré par Manet, revenant comme une sorte de provocation, de drapeau de la nouvelle école.

Les impressionnistes ne pensent pas : ils regardent. C'est peut-être ce qu'on leur a le plus souvent reproché. Un critique de l'époque parle de l'« école des yeux », et le tristement célèbre Albert Wolff, le critique du Figaro, dit de Manet que « d'un peintre il a fait, l'homme point ».

### Les impressions, ou je suis un maître

C'est avec cette conception nouvelle du sujet que l'impressionnisme intervient de la manière la plus décisive dans l'histoire de la peinture à la fin du siècle dernier. Il suffit de parcourir l'exposition du musée du Luxembourg en 1874 pour comprendre que le grand problème de l'art officiel à cette époque est celui de l'épousé des sujets. Que peut-on peindre qui n'ait déjà été représenté ? Et l'on imagine sans peine le découragement des malheureux qui se mettent en charrette pour traiter de sujets aussi affriolants que : Du Coudé recevant les adieux de son équipage, Réception d'un étranger chez les trappistes, Nouveau-né, Intérieur bas-breton, Fête à Rome sous le pape Nicolas V, Sépulture sans jugement des rois maîtres de Grenade, les Adieux du comte de Boissac à sa femme, Retour de la pêche aux huîtres par grande marée à Cancale.

Quelles précisions atroces ! Et

## Cinéma

### « TROLL »

DE VILGOT SJÖMAN

En douze ans de carrière, Vilgot Sjöman est passé des subtilités romantiques de la Malresse et de Ma sœur, mon amour à l'érotisme brutal de Je suis curieuse (volet « jaune » et volet « bleu »), avant d'en arriver à la grisaille naturaliste du mélodrame social (Une poignée d'amour, film présenté au dernier Festival de Berlin et inédit en France). Il n'est donc pas inutile de savoir que Troll (nébuleux Fais donc l'amour, on n'en meurt pas) date de 1971 et qu'on y retrouve les audaces et l'agressivité des deux Je suis curieuse. Une fois encore, Sjöman se sert de la pornographie comme d'une arme contre les tabous sociaux et les hypocrisies morales. Mais pour éviter que ne se renouvelle le malentendu de Je suis curieuse et qu'on sache bien que la salacité n'est pas son vrai propos, il place délibérément son film sous le signe de la dérision et de la laideur. Prévenons les spectateurs éventuels : rien de moins cruellement, rien de moins « artistique » que Troll. Ce film suédois se situe aux antipodes de ce qu'il est convenu d'appeler le cinéma « à la suédoise ».

L'intrigue est celle d'un apologue. Unis depuis cinq ans, un homme et une femme se sont mis en tête qu'ils

nourraient s'ils consacraient leur mariage, ils s'en tiennent donc aux privautés individuelles, tout en pratiquant avec d'autres couples ou chacun de son côté des expériences susceptibles de confirmer ou d'infirmer leur théorie. A la fin du film, ils obéissent à la tentation, meurent et ressuscitent aussitôt, enfin délivrés de leur déplorable obsession.

Traité avec un minimum d'humour et de légèreté, cette histoire absurde pouvait devenir savoureuse. Malheureusement, Sjöman a manie l'humour comme un marteau-pilon et s'embourbe dans son parti pris de l'effroi. Ce n'est pas assez dire qu'il le choisit : il l'a choisi : elle est sinistre, calamiteuse, cauchemardesque. Rallonges et sarcasmes sont autant de pavés jetés dans une mare lugubre. On trouvera peut-être drôle la scène où des messieurs ventripotents et des dames culottes de couleur s'adonnent à des palpatines collectives en chantant un air d'opéra. C'est, en effet, le sommet du film. Un sommet qui a dit long sur ce qui se passe aux niveaux inférieurs.

JEAN DE BARONCELLI.

\* Saint-Germain Village, Elysees Lincoln (v.o.), Gramont, Montparnasse, Calatoire, Messure Paquelin, Asia, Massville (v.f.).

### « VIVE LA FRANCE »

de Michel Audiard

Sur fond de documents authentiques, soixante ans d'histoire de France revus et corrigés par Michel Audiard. Ça y est, le coq est pouliné, mais l'âne est bien français, astuces de montage, calembredaines et facéties en tous genres, mots d'auteur (« C'était le temps où Malraux se prenait pour un militaire et de Gaulle pour un écrivain »), jugements à l'emporte-pièce, statistiques cocasses et déclarations officielles ahurissantes (Garnier en 1840 : « L'ennemi a entamé la manœuvre que nous espérons ») constituent les pièces essentielles de ce jeu de massacre.

D'une manière générale, la satire des mœurs inspire mieux l'auteur que celle des événements. Il amuse quand il parle du sport ou de la fermeture des maisons closes, l'ironie dont il affirme qu'elle est la cause profonde des barricades de mai 1968 (« Quand on ferme le Chabaud, on le déclenche »), il fait sourire quand il consigne « le rôle maléfique des stations thermales dans les déconfortures françaises » (Vichy, Evian, Baden-Baden). Il est beaucoup moins drôle quand il plaisante sur certains drames, lointains ou proches. Vive la France ou le grand soldat illustre Audiard ricane, vitupère fustige, pourfend et met les pieds dans le plat avec délectation. Nous sommes à Guignol, « Guignol's Band », disait Céline. Mais Céline détestait Audiard se contentait de persifler, il ridiculise, et de ce futur des ridicules qu'il amasse finit par monter une odeur désagréable qui étouffe nos rires. L'odeur du mépris. — J. B.

\* Cine Elysees, Olympia, Cinéma, Etoile, Rotonde, U.C.C. Marceau, Miraval, Mural, Clichy Palace, Liberté.

### L'ASSOCIATION « SURSAUT »

PROTESTE CONTRE LA LEVÉE DE LA CENSURE DE DEUX FILMS

L'Association Sursaut (Appel à la majorité silencieuse) proteste contre la décision du gouvernement de lever l'interdiction locale proposée par la commission de contrôle cinématographique à l'encontre de deux films d'une importance majeure et contre la présentation de ces films faite par la télévision au cours de l'émission d'information (INF 2) du lundi 16 septembre, à 20 heures, au moment de la plus large écoute (1).

L'Association demande à tous ceux qui refusent la décadence de la France, de s'associer à sa démarche auprès du président de la République, pour que le « changement » entreprise se manifeste autrement que par l'escalade dans l'érotisme et dans l'ignominie. (SURSAUT, 22, rue Chateaub, Paris-6°.)

(1) Les séquences des « Contes amoureux » projetées à cette émission ne dépassaient pas les limites de la décence, à moins de considérer toute nudité, même partielle et fugitive, comme condamnable.

## Théâtre

### UNE SAISON « AU CONDITIONNEL » POUR ANTOINE VITEZ

Antoine Vitez, directeur du Théâtre des quartiers d'Ivry, a adressé une lettre au secrétaire d'Etat à la culture, dans laquelle il demande un statut de centre dramatique. « Peut-être pas au sens strict, a-t-il expliqué au cours de sa conférence de presse de début de saison. Il s'agit d'impulser une formule correspondant aux buts à l'esprit, à l'unité de l'entreprise. » Actuellement, les subventions de l'Etat sont de l'ordre de 20 000 F, la municipalité verse pour sa part 20 000 F. « Comment, dans ces conditions, a-t-il ajouté Antoine Vitez, ne pas annoncer la prochaine saison au conditionnel ? »

Ces projets « conditionnels » sont : la Pique-Nique de Claretta, de René Kalisky (commentaire critique sur la mode « rétro »), en coproduction avec le Théâtre de poche de Bruxelles ; Phédre, avec la collaboration de Georges Aperghis.

Interrogé sur le Conservatoire national d'art dramatique, où il est professeur, Antoine Vitez a dit qu'il rencontrerait prochainement Jacques Rosner (qui vient d'être nommé directeur), et que le point le plus important de toute réforme lui semblait être « la suppression absolue et définitive du concours de fin d'année ».

ANDRÉ FERMIGIER.



## DÉFENSE

### Le remplacement des avions F-104 en Europe Une formidable bataille aux conséquences imprévisibles

Au premier ministre français, M. J. Chirac, qui a estimé, devant la presse anglo-américaine (« Le Monde », du 21 septembre), que l'attitude de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège et du Danemark sur le remplacement prochain de leurs avions F-104 Starfighter était un « test de la volonté politique de l'Union de l'Europe », le ministre danois de la défense, M. Erling Broendum, a estimé, jeudi 19 septembre, à Copenhague, que « telles qu'elles étaient présentées par certains, les déclarations de M. Chirac ont un caractère de menaces ».

Recevant récemment des journalistes, des diplomates norvégiens et danois ont évoqué le problème du remplacement de ces avions, pour lequel le Mirage français F-104 S3 est en concurrence sévère avec, notamment, des avions américains.

« Nous n'avons pas encore étudié à fond le problème du remplacement de nos avions de chasse et de bombardement », nous avait précisé le ministre danois de la défense, M. Erling Broendum, recevant récemment des journalistes des pays scandinaves du pacte atlantique. Mais nous sommes d'accord avec les Norvégiens, les Belges et les Hollandais pour rechercher une solution commune à ce problème. Nos experts étudient actuellement les conditions auxquelles doit satisfaire cette solution et dans quelle mesure les avions proposés y répondent. Nous aimerions les uns et les autres n'avoir à choisir qu'un seul type d'avion qui répondrait aux missions essentielles de nos avions. Ce que nous voulons en tout cas, c'est un avion bon marché et efficace. Voilà pour les aspects militaires et économiques du problème. »

« Bien entendu, poursuivait le ministre danois, il y a des aspects politiques. Mais le fait que nous nous décidions pour tel ou tel avion n'implique nullement qu'une solution soit plus européenne qu'une autre. De toute façon, l'achat de n'importe quel avion apportera des compensations considérables pour les pays européens concernés. »

Ainsi, M. Broendum cherchait-il de toute évidence à rejeter l'argument selon lequel l'intérêt de l'Europe serait mieux servi par l'achat d'un avion de construction européenne. A Oslo, cependant, le sous-secrétaire d'Etat norvégien à la défense, M. Stoltenberg, qui recevait les mêmes journalistes, mettait davantage l'accent sur l'importance européenne de l'accord réalisé par les Quatre et sur le soul de ces derniers de trouver une solution commune qui aurait l'avantage, selon lui, de faciliter la coopération entre les avions de tous quatre pays et de constituer à tous égards un exemple décisif de coopération européenne.

#### « Nous sommes de petits pays »

Il reste clair néanmoins, à Oslo comme à Copenhague, que la question d'une défense spécifiquement européenne ou tout au moins d'un armement de fabrication européenne réduisant la dépendance de l'Europe à l'égard des fournitures américaines ne se pose absolument pas. « Nous sommes de petits pays », nous déclarait un interlocuteur norvégien, et nous avons absolument besoin de la protection du puissant pays que sont les Etats-Unis. »

« Peut-être est-il, poursuivait-il, que les Etats-Unis ont une part de responsabilité non négligeable dans la course aux armements, et que les préoccupations de l'Union soviétique sont dans une large mesure de nature défensive. Mais nous prenons bien soin précisément d'éviter toute provocation à l'égard des Russes : c'est pourquoi nous avons refusé la présence sur nos territoires de troupes étrangères, de même que le stockage d'armes nucléaires tactiques. Nous ne craignons pas, d'autre part, de critiquer à l'occasion les Américains, comme nous l'avons fait pour le Vietnam. Il reste que, en définitive, nous sommes à leur côté, car ils assurent notre sécurité au sein de l'organisation atlantique, qui

ERRATUM. — Une erreur de transmission nous a fait écrire, dans le compte rendu des propos tenus par M. Jacques Chirac devant la presse anglo-américaine (le Monde du 21 septembre), sur la compétition entre le Mirage français et son concurrent américain, que la France était à même de proposer des compensations industrielles plus élevées que celles que pourrait proposer le gouvernement allemand. Il fallait évidemment lire : « ... que pourrait proposer le gouvernement américain ».

#### APPRENEZ L'ANGLAIS AVEC LES COURS DE LA B.B.C.

Remise spéciale 20% du 14 au 21 septembre chez W. B. SMITH et SON, S.A.

The English Bookshop 248, rue de Rivoli (1<sup>er</sup>) Tél. : 260-37-97

Catalogue sur demande

#### Une maladresse de M. Dassault

En définitive, et bien qu'aucune décision n'ait encore été prise à Copenhague et à Oslo, il est probable que les préférences des deux capitales, au moins dans les milieux militaires, vont actuellement à l'un des deux avions américains proposés (le YF-16 de General Dynamics et le Northrop YF-17).

Les Danois et les Norvégiens se rendent actuellement compte, non sans inquiétude, de la gravité d'un choix qui donne lieu, dès maintenant, à une formidable bataille dont les conséquences peuvent être imprévisibles. Ils se rassurent en pensant que les Hollandais font le même choix qu'eux, sans attacher trop d'importance aux dernières déclarations du ministre hollandais de la défense, M. Vredeling, qui s'en est pris vivement au secrétaire général de l'OTAN, M. Luns, et qui a regretté la trop grande dépendance de cette organisation à l'égard des Etats-Unis.

Les Danois et les Norvégiens semblent douter que les Belges se rallient à leur choix et pensent qu'en fin de compte ils choisiront l'avion français, le Mirage F-1 M53. Il est vrai que certains se demandent si les récentes déclarations de M. Dassault, le constructeur, selon lesquelles la France était déjà assurée d'un tiers de commandes, ne constituent pas une maladresse susceptible de faire changer d'avis le ministre belge de la défense, dont M. Dassault semble préjuger de la décision. Il leur paraît difficile en tout cas que la Belgique puisse prendre une décision favorable au Mirage, si la France n'accepte pas d'entrer dans l'Eurogroupe ou tout au moins dans l'Euronad avec lequel elle a collaboré jusqu'à présent par intermittence. Il est vrai que la participation de la France à un sous-groupe, qui ne fait pas partie organiquement des institutions de l'OTAN, ne serait plus de problème, dès lors que le choix d'un avion français prouverait qu'au sein de l'Eurogroupe prédomine le souci de convoier et de promouvoir un armement européen.

JEAN SCHWABEL

### Présentant un projet de « statut démocratique du citoyen-soldat »

#### Les Jeunes Communistes dénoncent « l'antimilitarisme puéril et démagogique des groupes gauchistes »

« Nous ne cautionnerons jamais toute activité qui puisse jeter un discrédit sur le principe même de la nécessité d'une armée nationale pour défendre le territoire national », a déclaré, vendredi 20 septembre à Paris, M. Jean-Michel Catala, secrétaire général du Mouvement de la jeunesse communiste de France,



(Dessin de PLANTU.)

« car l'attitude des collectifs antimilitaristes ne peut qu'alerter les forces réactionnaires du pays à l'égard de l'armée ». L'attitude antimilitariste ne résout pas les problèmes. « La démarche qui anime la politique des communistes dans le domaine de la défense nationale, a encore expliqué M. Catala, est étrangère à l'antimilitarisme puéril et démagogique utilisé par les groupes gauchistes. Oui, il faut une armée, mais une autre armée. S'il faut une armée, il faut aussi la maintenir et la réformer démocratiquement le service militaire. Supprimer le service militaire serait, en effet, réduire l'armée française à un corps de mercenaires prêts à défendre les intérêts les plus offensifs ou à se battre pour le profit. L'objectif antimilitariste ne résout pas les problèmes. »

Selon M. Catala, l'ensemble de

## ÉDUCATION

### L'OPÉRATION « SPÉCIAL RENTRÉE 1974 »

#### Quand les maîtres auxiliaires obtiennent enfin une réponse...

De notre correspondant

Poitiers. — Répondre à un besoin d'information avant et au moment de la rentrée scolaire, donner un visage humain à une administration et mettre un peu de fleurs autour des difficultés que ne manque pas de provoquer chaque année l'arrivée de milliers d'élèves dans les établissements d'enseignement, tel est le but recherché par le ministère de l'éducation en demandant aux recteurs et aux inspections académiques d'organiser chaque jour, depuis le début du mois de septembre, un S.P.P. téléphonique chargé de répondre — autant que faire se peut — à toutes les questions des enseignants et des parents. L'opération « Spécial rentrée 1974 » ne sera pas arrêtée subitement, mais continuera tant qu'il y aura des appels. Au recteur de Poitiers, une semaine après la rentrée, on note cependant une forte baisse d'intérêt pour l'opération, qui sera, selon le recteur de l'académie, « repriée et affinée l'année prochaine ». Les deux fonctionnaires chargés du service téléphonique de ce service temporaire — la secrétaire du recteur et celle de son chef de cabinet — répondent depuis le 7 septembre à une quarantaine de communications téléphoniques en moyenne chaque jour. Choieses parce qu'elles « connaissent à la fois tout et rien, mais surtout n'ignorent rien de la marche générale des services », les deux interlocutrices des usagers de l'éducation nationale ont reçu une impérative consigne d'amabilité.

« Il y a deux sortes de réponses à fournir, explique-t-on au recteur. Celles qu'on peut donner immédiatement et d'autres, plus ponctuelles, pour lesquelles nous ne jouons qu'un rôle

« L'austérité ne doit pas être le prétexte à une dégradation du service d'enseignement » estime le secrétaire général de la F E N

La rentrée 1974 avait annoncé M. René Haby, ministre de l'éducation, ne sera « ni plus facile ni plus difficile » que les précédentes. Tel n'est pas l'avis des syndicats, qui ont annoncé des grèves et notamment de la Fédération de l'éducation nationale. Dans l'édition du numéro de rentrée de l'« Enseignement public », M. Jacques Maréchal, secrétaire de la FEN, rectifie notamment les chiffres annoncés lors de récentes déclarations ministérielles, en les remplaçant par des statistiques officielles.

« Il n'y a pas, écrit-il ainsi, 6 000 postes nouveaux dans l'enseignement du premier degré, mais 3 365, dont 1 955 postes d'enseignants et d'enseignantes des écoles élémentaires et maternelles. C'est un chiffre qui ne peut que rassurer les instituteurs et les professeurs. Il n'y a pas 2 000 créations de postes d'enseignants dans les collèges d'enseignement technique, mais 1 400 ; on n'a pas éliminé 1 000 délégations d'adjoints d'enseignement cette année à des maîtres auxiliaires du second degré, mais 277, dont 85 sur des postes d'enseignement pour plus de 10 000 candidats. »

D'autre part, la situation des quelque 60 000 maîtres auxiliaires — dont beaucoup, en outre, sont sans emploi à cette rentrée — n'est pas changée, a-t-il écrit. M. Maréchal nous a-t-il révélez la titularisation immédiate de tous les maîtres auxiliaires. Ce que nous voulons, c'est discuter.

« Une délégation de la Mutualité nationale des étudiants de France (MNEF) a été reçue, jeudi 19 septembre, par M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités. L'entretien, présidé par la MNEF, a porté sur l'application du plan de redressement de la Mutualité, la conversion de la maison de repos de Sainte-Maxime, la création de centres d'orthographe dans les universités et l'extension du régime de sécurité sociale à tous les étudiants sans distinction d'âge ni de nationalité. La MNEF « se félicite de l'attitude portée par M. Soisson à l'égard de la Mutualité et de ses encouragements ».

« La C.G.T. estime que « la rentrée scolaire va accroître les difficultés des familles de travailleurs ». Selon elle, « aux difficultés économiques s'ajoute une profonde inégalité des parents, des jeunes et des enseignants ». « La réalité dramatique de la rentrée scolaire, le scandale du chômage des enseignants dans un pays où l'éducation est traitée et continuée comme un sacerdoce, ne peuvent plus être masqués malgré les affirmations démenties du ministre de l'éducation ».

## RELIGION

#### UN EVÊQUE NORD-VIETNAMIEN PARTICIPERA AU SYNODE DE ROME

HANOÏ (A.F.P.). — Mgr Trinh Van Can, archevêque coadjuteur de l'archevêché de Hanoï, représentera le Vietnam du Nord au quatrième synode des évêques, qui se réunira à Rome à partir du vendredi 27 septembre, apprend-on à Hanoï de source bien informée.

C'est la première fois qu'un prêtre nord-vietnamien se rendra au Vatican depuis vingt années. Cette déléation apparente entre le Saint-Siège et les autorités du Vietnam du Nord est interprétée par certains observateurs comme une suite de la visite qu'avait faite au Vatican M. Xuan Thuy, ancien chef de la délégation nord-vietnamienne à la conférence de Paris.

L'archevêque de Hanoï, Mgr Joseph-Marie Trinh Nhat Khuê, qui est en principe l'invité officiel du Vatican au quatrième synode, sera dans l'impossibilité d'aller à Rome à cause de son âge (soixante-quatre ans) et de son mauvais état de santé. L'archevêque passe en outre pour un catholique « dur », opposé à tout compromis avec le socialisme marxiste. Pour cette raison, dit-on, il n'aurait pas été autorisé à quitter le Vietnam afin d'assister aux débats du quatrième synode. Le Vietnam du Nord compte environ sept cent mille catholiques.

## MÉDECINE

#### AU COLLOQUE DE LA SORBONNE Le parcours des âges

« Le vieillissement des populations qui depuis environ un siècle a accompagné l'évolution des sociétés préindustrielles aux sociétés industrielles, s'est accompagné d'une dévalorisation nette et constante tant du statut social que des conditions de vie des personnes âgées. Leur statut social aujourd'hui est inférieur à celui dont les vieux ont joui dans les sociétés archaïques et agricoles ; il est inférieur à celui dont nos vieux d'aujourd'hui ont joui quand ils étaient plus jeunes. C'est ce qu'a déclaré vendredi 20 septembre, M. Michel Philibert, professeur de philosophie à l'université des sciences sociales de Grenoble, lors du colloque mondial sur la biologie et le devenir de l'homme qui se réunit à la Sorbonne jusqu'au 24 septembre. »

« Nous devons, a-t-il aussi déclaré, repenser le parcours de la vie pour tous et dans son entier, et modifier à cette fin par l'action sociale, éducative et politique, les conditions de l'enseignement, celles du travail, celles du loisir, de manière à rétablir dans notre société un parcours des âges qui ait davantage de sens. » Aujourd'hui, selon M. Philibert, la proportion croissante des personnes âgées et la dévalorisation sociale conduisent au développement de la gérontologie et de politiques nationales pour la vieillesse « pour analyser, corriger et à l'occasion les effets négatifs d'une évolution sociale spontanée non planifiée ». En conséquence, la gérontologie devenue institution sociale, a employé à plein temps des milliers de scientifiques

et de praticiens, mais les efforts ont été bien souvent annulés et détournés pour deux raisons : par suite d'une « forte résistance profondément enracinée dans notre culture à repenser en face le vieillissement et le mourir ; par suite aussi de l'ethnocentrisme des disciplines qui contribuent à l'étude du vieillissement » (difficulté de la pluridisciplinarité, concurrence plutôt que coopération, etc.).

Mais, ajoute M. Philibert, « considérer le vieillissement comme le déclin et attribuer à la vieillesse un statut inférieur, est une attitude qui ne va pas seulement aux personnes âgées. Elle empoisonne les satisfactions présentes, elle ruine l'anticipation d'une croissance et les espoirs de réalisation dont pourraient jouir les gens d'âge mûr, les adultes et les jeunes. Selon lui, il faudra parvenir dans les prochaines années à « restaurer un parcours des âges en forme d'échelle tournante à tous et à chacun des occasions de compensation, de croissance et d'épanouissement à mesure qu'ils avancent en âge et en savoir. » — M. A.-R.

Choléra au Portugal. — Trois cent quarante et un cas de choléra, dont quatre mortels, ont été enregistrés au Portugal, du 4 au 17 septembre, a annoncé, ce samedi 21 septembre, à Lisbonne, la direction générale de la santé. Pour la période précédente, du 28 août au 3 septembre, deux cent soixante-cinq cas avaient été recensés, dont quatre mortels. (A.F.P.)

exceptionnel!  
**VENTE LIMITEE**  
de 450 calculatrices  
**Canon**  
LE81  
4 OPERATIONS 8 CHIFFRES  
**autonomie 90h**  
**340F**  
PARIS 7, La Fayette 874.33.21  
20, rue de Châteaudun  
878.54.25  
CANNES 38.39.86  
45 La Croisette G.Hôtel  
**PHOTO HALL**  
83, rue de la République  
14.25.05.25

مكتبة الامم المتحدة



# LE SICOB

XXV<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'INFORMATIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ORGANISATION DE BUREAU

## L'INFORMATIQUE: Une science, une technique... et un art

Par ANDRÉ DANZIN (\*)

L'informatique est à la fois une science, une technique et un art. C'est à la lumière de cette distinction en trois volets d'une même réalité que l'on peut tenter de clarifier la situation des coopérations internationales qui s'établissent, s'entrelacent, se commandent les unes les autres, s'amplifient ou se défont dans le monde des affaires ou dans la communauté scientifique internationale.

Le public a bien conscience que l'informatique est une technique génératrice d'énormes réalisations industrielles et commerciales dont le volume excède de beaucoup dans vingt ans — on peut aujourd'hui confirmer cette prévision des années 80 — le nombre d'emplois et en chiffre d'affaires le volume de l'industrie automobile. Cette technique est particulièrement vitale pour l'Europe, car elle est très peu productrice de matières premières et d'énergie et sa principale source de richesse est la main-d'œuvre très qualifiée. Ce qui est moins connu, c'est que le développement de cette technique est dû presque exclusivement au pragmatisme des ingénieurs travaillant sans bases théoriques et parfois même sans support rationnel. L'accumulation des connaissances acquises à l'usage des problèmes pratiques à résoudre est aujourd'hui assez riche pour que des théories s'établissent; la démarche pragmatique s'est assez enfoncée dans la complexité pour appeler la confusion. Une « science de l'informatique » est donc en train de naître, à la fois parce qu'elle est possible et parce qu'elle est souhaitée. Une science distincte des mathématiques appliquées, de l'électronique et de la physique dont la convergence a, jusqu'à ces dernières années, alimenté la démarche des ingénieurs. Une science aussi dont les contours et le caractère ne sont pas encore bien définissables, mais qui participe à l'évolution des mathématiques dites modernes, de la logique et de la linguistique.

La coopération scientifique internationale doit être, en la matière, ouverte sans restriction à la circulation des idées et des hommes. L'ambition de la recherche française peut

être grande. Le classement de notre pays, second après les Etats-Unis dans les communications acceptées au récent congrès IFIP de Stockholm, est une assez bonne démonstration des chances qui sont offertes à notre sport. Le prestige dont sont traditionnellement entourées nos écoles de mathématiciens et de logiciens conduit les Etats-Unis à s'intéresser particulièrement aux travaux de nos équipes; la clarté de leur démarche intellectuelle est attendue pour dissiper le brouillard qu'un excès de pragmatisme a fait naître. La pierre d'angle, pour nos chercheurs, sera leur insertion dans le réel. Car ce qu'attendent nos partenaires internationaux ce sont des idées théoriques en vue de nouveaux développements d'ordre pratique, et la nouvelle science informatique ne progressera, en effet, utilement que si ses sujets de recherche sont inspirés par l'observation du concret et que ses résultats sont exprimés dans un langage et sous une forme intelligibles aux praticiens.

L'intensité des échanges sera, en ce domaine, facilitée par les accords passés entre instituts de recherche, par les aides accordées pour l'acquisition des spécialistes en France et pour les stages des chercheurs français à l'étranger, mais rien ne saurait remplacer la qualité scientifique reconnue des travaux exécutés et la compétence des équipes; la puissance de dialogue a pour condition première la capacité d'apporter une contribution à la connaissance globale. A cet égard, en dépit de la faiblesse de certains moyens matériels, la situation de la recherche française en informatique et en automatique est bonne.

Mais les intérêts industriels et commerciaux n'attendent pas une

clarification dogmatique; la technique informatique poursuit ses conquêtes par l'implémentation des solutions obtenues au cours du traitement des cas d'espèces. Les coopérations internationales sont indispensables pour dépasser les seules critiques d'efficacité et pour couvrir les énormes frais de lancement par une valorisation suffisamment étendue des résultats. Trois systèmes de coopération internationale sont à l'œuvre, les sociétés multinationales, les accords industriels et les accords entre gouvernements.

Le management de la technique est l'un des grands problèmes que doit résoudre une société multinationale: stratégie globale, spéciali-

ble, quelle que soit la volonté de décentralisation, exige un point nerveux central qui fait les arbitrages. Cette centralisation des décisions majeures réunit tous les avantages de l'autorité: elle peut, dans certains cas, devenir source de rigidité, d'insubordination locale ou de conflits internes, mais elle est de reconnaître l'efficacité dont elle a donné la preuve au cours des vingt dernières années.

Les accords entre partenaires industriels indépendants constituent un mode classique de transmission du savoir-faire. Les partenaires constatent qu'il existe entre eux une spécialisation des tâches; ils en organisent la complémentarité; ils peuvent

Les partenaires sont au nombre de neuf pour l'étude générale (France, Grande-Bretagne, Italie, Norvège, Portugal, Suède, Suisse, Yougoslavie et Euratom), dont cinq jouent un rôle particulier pour la réalisation des points nodaux du réseau (France, Grande-Bretagne, Italie, Suisse et Euratom).

Les aspects positifs du projet, en matière de coopération scientifique et technique effective, ne sont pas douteux. Plusieurs, parmi les partenaires de l'accord, pris isolément, n'auraient pas pu se lancer dans l'expérimentation d'un réseau d'ordinateurs. Les différentes étapes de l'établissement du projet ont obligé à faire œuvre commune à tous les niveaux. Des scientifiques et des ingénieurs qui ne se connaissaient pas ont appris à travailler ensemble. Le souhait déclaré de traiter avec un fournisseur unique organisé en consortium a obligé les industriels européens à se rencontrer et à se partager les rôles, comme au sein d'une société multinationale.

Enfin, et ce n'est pas là l'un des moindres avantages, l'approche d'une standardisation européenne commune en matière de transmission de données et d'interconnexion de réseaux aura largement progressé.

Au passif, il faut retenir la lenteur du processus de prise de décision. Contacts préliminaires au début de 1970, première commande à l'industrie en fin 1974, cette affaire, qui aura bien marché, aura coûté plus de quatre ans d'efforts avant d'être lancée. Encore les choses ont-elles été facilitées par l'existence d'Euratom, partenaire à l'accord, car il fallait un agent d'exécution pour passer les contrats et contrôler leur bonne exécution administrative; si l'organisme support n'avait pas existé, il aurait fallu le créer. L'innovation technique est une denrée périssable, et l'on peut s'interroger sur l'état de fraîcheur, par rapport aux besoins et aux concurrences internationales, d'un projet imaginé en 1970 et qui se terminera en 1978. Par chance, l'intérêt technique subsiste, mais il faut en conclure que seuls les projets largement ouverts sur le grand avenir peuvent supporter ce type d'épreuve.

### La libération de l'homme

L'expérience mérite sans doute d'être répétée dans un petit nombre d'autres cas au niveau de la Communauté européenne. On pourrait citer comme exemples les domaines suivants: banques de données réparties; logiciels spécialisés pour la recherche en informatique; applications de l'informatique à la météorologie. Dans le train de mesures qui semblent souhaitées pour la relance de la construction européenne, pourraient avantageusement figurer des dispositions susceptibles d'accélérer les prises de décision en cette matière.

L'informatique n'est pas seulement une technique génératrice d'activités industrielles et une science en voie de formation, c'est aussi la source d'une modification des rapports sociaux. Les méthodes de management, la centralisation et la décentralisation du pouvoir dans les entreprises et les administrations, sont remises en cause; l'exercice de la médecine, celui de l'enseignement ou de la justice, se trouveront modifiés. La création artistique reçoit de nouvelles sources d'inspiration. La liberté du citoyen est posée en des termes nouveaux, par la puissance de l'instrument de concentration et de traite-

ment de l'information. Il est impossible d'abandonner aux seuls facteurs techniques la responsabilité de cette évolution. La volonté politique de gouverner ce phénomène peut et doit retourner l'événement dénoncé par les prophètes de la terreur de l'an 2000. Au lieu de devenir un instrument d'oppression, l'informatique, peut-être, à condition qu'on le veuille, un instrument de libération de l'homme.

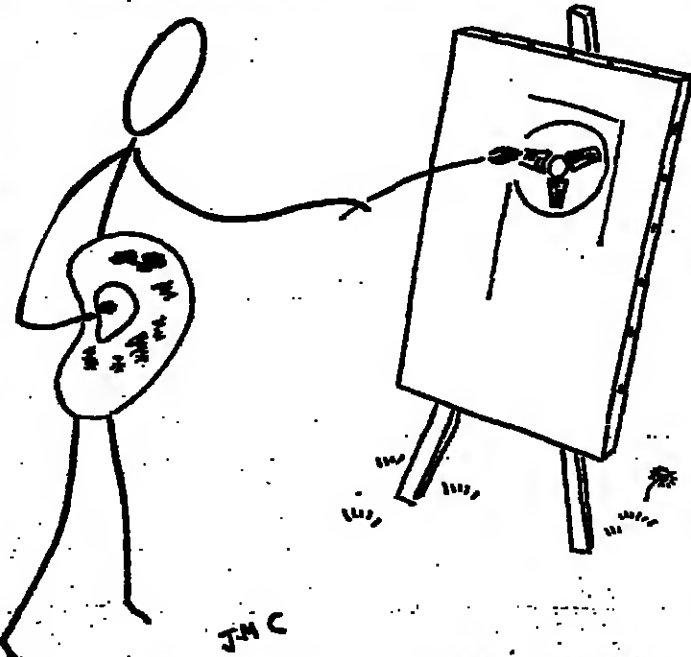
L'effort à entreprendre est, il est vrai, considérable. Il s'agit de transcender une technique pour en faire un « art » au sens où nous comprenons l'art de la médecine ou l'art d'enseigner. L'art est le dépassement d'une technique par une responsabilité humaine. La technique cesse d'être un instrument aveugle, l'art la place dans un système de civilisation, la soumet à des critères de choix qui échappent à la quantification matérielle.

Il faut donc que naisse une déontologie de l'informatique sur l'éthique du traitement de l'information. Cette déontologie s'exprimera par une série de règles de bon comportement et par des réglementations légales strictes et précises. Les informaticiens sont appelés à sortir de l'univers scientifique ou technologique dans lequel ils s'étaient volontiers enfoncés; leur concours est, ici, indispensable. L'étude à poursuivre est, en effet, curieusement faite de la convergence de facteurs techniques nouveaux encore mal maîtrisés et de concepts moraux vieux comme l'humanité; elle ne peut pas être réduite à un apport des sociologues et des juristes. Par ailleurs, c'est l'exercice de la profession des informaticiens qui est le plus directement concerné.

Codes de comportements et réglementations légales peuvent difficilement être définis par les gouvernements indépendamment les uns des autres car cette « écologie de l'esprit » aura des conséquences économiques considérables. Le pays qui s'interdirait l'interconnexion des banques de données pour protéger la liberté de ses citoyens perdrait, de ce fait, les bénéfices importants tirés par un concurrent plus laxiste de l'efficacité de son système global et simplifié de gestion; la médecine préventive de masse serait facilitée par la généralisation du dossier médical ouvert, mais ne doit-on pas mettre en balance le déficit moral qu'entraînerait le déclin du secret médical? Il faut donc parvenir à un certain degré de normalisations internationales en matière de déontologie de l'informatique, au minimum à la mise en commun de certaines études.

En conclusion, il faut insister sur les interférences entre les trois types de coopérations internationales que nous avons un peu arbitrairement distinguées. L'effort conjugué des scientifiques de tous les pays pour faire naître une informatique théorique est nécessaire à la maîtrise de l'évolution de la technique, domaine dans lequel les échanges ont un caractère plus particulièrement industriel. L'avènement de l'informatique au niveau d'un art doté d'une déontologie et contrôlé, dans son exercice, par des dispositions législatives est intimement lié au phénomène de développement de l'instrument technique et à l'éclairage théorique qu'y apportera la science informatique. Bien involontairement, peut-être, les chercheurs et les techniciens sont placés devant leurs responsabilités sociales; l'avenir de la recherche en informatique dépendra probablement du degré d'engagement de leur réponse.

(\*) Directeur de l'IRIA, président du comité français pour l'IFIP 74.



(Dessin de CHABANAS.)

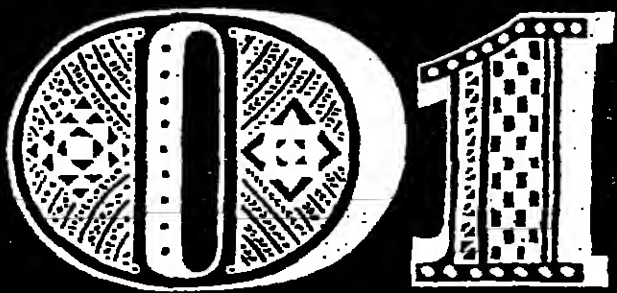
sation des tâches, communication permanente des connaissances, valorisation quasi simultanée des résultats dans tous les pays où existent des filiales. Cette direction d'ensem-

ble, quel que soit le domaine plus vaste, soit conforter les créateurs. Les années qui viennent de s'écouler donnent de multiples exemples de ces accords, généralement bilatéraux, limités dans d'énormes frontières techniques et précaires. Mais ces accords peuvent déboucher sur la recherche d'une véritable alliance; la création d'une société commune confère à la coopération un certain caractère d'irréversibilité.

La technique informatique a toutefois des prolongements et considérables au point de vue des dotations en équipements des Etats, comme instrument de la productivité des industries et des services et comme facteur de puissance économique et militaire, qu'aucun gouvernement ne se contente d'observer les initiatives privées. Des coopérations intergouvernementales s'établissent, elles recherchent le support concret de réalisations techniques exemplaires exécutées en commun. Ces projets conjoints sont difficiles à définir en raison du caractère diffus des formes d'application de l'informatique qui rend malaisée, par essence même, la définition d'une grande opération et en raison des incertitudes qui règnent sur le degré d'intervention des Etats, dont les doctrines sont mal fixées et hétérogènes et les structures d'exécution très dissimilaires. Il n'est donc pas étonnant que, parmi de multiples projets étudiés, le premier à voir le jour confie aux télécommunications, domaine plus familier aux différents gouvernements.

C'est le cas du projet Cost 11 qui vise à la réalisation expérimentale d'un réseau européen d'ordinateurs

## L'information en informatique c'est



- 01 mensuel
- 01 hebdo
- 01 hebdomplur
- 01 digest

01 INFORMATIQUE Éditions TESTS  
41, rue de la Grange-aux-Balles, 75010 Paris  
Tél. 202.29.10 SICOB : STAND 3 B 3203

## ALVAN... ET L'INFORMATIQUE REDEVIENT SIMPLE

L'ordinateur ALVAN est au Sicob, c'est le moment de venir dialoguer avec lui. ALVAN, 198/200, bd Saint-Germain, 75007 Paris. Téléphone 544.09.77 et 544.23.85. Télex 20711. Programmation directe. Langage simple. Réponse instantanée. 512 K de mémoire. Sicob : stand n° 3408, niveau 3, zone D.





## Le meuble de bureau

Jusqu'à présent, les améliorations en matière de mobilier de bureau ont surtout porté sur l'esthétique — formes et couleurs, — l'utilisation de matériaux nouveaux — matières plastiques, agglomérés, — et la recherche d'un plus grand confort. Peut-être cherchera-t-on encore à innover dans ces domaines, mais aujourd'hui les fabricants de matériels de bureau étudient d'autres voies. En France, deux tendances se précisent.

La première consiste à analyser l'organisation globale du travail, plutôt que de se contenter de fournir simplement de nouveaux meubles ou de remplacer les anciens. Des spécialistes étudient avec l'utilisateur ses besoins, et éventuellement, lui conseillent un meilleur aménagement de ses locaux. A partir de là, il est plus facile au fabricant, aidé parfois d'un décorateur, de proposer le mobilier ou les systèmes de classement les plus fonctionnels.

La seconde tient compte de l'évolution ultérieure de l'entreprise et apporte une plus grande souplesse aux nouvelles installations grâce à un mobilier modulaire, démontable et évolutif.

Le mobilier de bureau se répartit entre meubles en bois (30 %) et meubles métalliques (70 %). On ne dispose de statistiques que sur les meubles métalliques. Depuis 1971, celles-ci regroupent non seulement les données concernant le mobilier industriel et commercial autre que de bois, mais aussi celles relatives aux systèmes d'organisation. En 1973, le chiffre d'affaires

hors taxes global de la profession a dépassé pour la première fois le milliard de francs (1 milliard et 114 millions de francs). Il est en augmentation de 15 % sur celui de l'année précédente (967 millions de francs). Cette progression est la plus forte de ces dernières années. Le tableau ci-dessous, donne l'évolution de 1970 à 1973. Sur cette période, la croissance totale a été de 39,5 %.

Evolution du C.A. hors taxes (en millions de francs)

	1970	1971	1972	1973
Systèmes d'organisation	85 000	126 500	97 600	128 000
Mobilier	709 800	788 300	869 500	1 006 120
<b>TOTAL</b>	<b>804 800</b>	<b>914 800</b>	<b>967 100</b>	<b>1 134 120</b>
		(+ 13,5 %)	(+ 5,8 %)	(+ 15 %)

Les systèmes d'organisation comprennent les dossiers suspendus, le matériel de planification, les articles de classement et de comptabilité. Leur chiffre d'affaires a seulement augmenté de 13,6 % de 1970 à 1973.

La rubrique mobilier regroupe non seulement l'équipement de bureau (bureaux, tables, chaises, bureaux, etc.), mais aussi le mobilier d'usine (vestiaires, armoires spéciales, établis...), les rayonnages métalliques, les cloi-

sons et les meubles divers. Sa progression a été de 41,8 % en quatre ans, passant de 709 millions de francs en 1970 à 1 milliard 114 millions de francs en 1973.

C.A. 1973 de la profession (en millions de francs)

1. Systèmes d'organisation	128 000
2. Mobilier d'usine	82 300
3. Rayonnages métalliques	157 200
4. Cloisons, cloisonnettes	12 900
5. Divers	112 620
<b>TOTAL</b>	<b>1 134 120</b>

lions de francs en 1970 à 1 milliard 114 millions de francs en 1973.

Le matériel de bureau proprement dit (rubriques 1 et 2) a représenté en 1973 788 millions de francs (69 % du chiffre d'affaires).

En Europe, la France arrive en tête pour ce qui est de la production nationale (648 millions de francs), devant l'Allemagne fédérale (398 millions), l'Italie (311 millions), les Pays-Bas, la Belgique et l'Espagne (1). Mais elle est devancée par l'Allemagne en ce qui concerne les exportations, et on ne peut qu'être pessimiste devant la balance commerciale de notre pays, constamment déficitaire depuis 1968, malgré la progression globale du chiffre d'affaires. Sur les échanges entre pays, les statistiques de la direction générale des douanes ne distinguent que deux rubriques : « Mobilier de bureau » et « autres meubles et parties de meubles ».

Dans la première, les exportations équilibrent les importations, en raison de ventes importantes vers la zone franc et en dépit du fait que nos achats à la Communauté européenne soient deux fois plus élevés que nos ventes. En 1971, la France avait vendu essentiellement à la Belgique (17,7 %), à l'Allemagne fédérale (11,5 %), à la Suisse (7,9 %), aux Pays-Bas (5,5 %) et à la zone franc (38,7 %). Ses principaux fournisseurs étaient l'Allemagne (48,3 %), l'Italie (17,9 %) et la Belgique (9,8 %).

Dans la seconde, par contre, les importations sont deux fois supérieures aux exportations. Les fabricants français n'ont pas réussi à imposer une image de marque globale du produit français, alors que l'on cite souvent la qualité et la lourdeur du mobilier allemand, que l'on évoque le « design » du bureau-paysage nordique, et que l'on s'extasie ou que l'on s'ennuie devant le futurisme du mobilier italien.

CHRISTIANE GALUS.

## Travailler entre des cloisons... ou au milieu d'un paysage ?

La distinction des divers types d'organisation de l'espace-bureau porte sur les cloisons séparatrices. Elles s'élevaient jusqu'au plafond et laissent complètement un local, c'est le bureau cloisonné classique. Elles se dressent seulement à hauteur d'homme, sous forme de cloisonnettes, et on a donc un bureau en espace ouvert, ou bureau collectif. Elles disparaissent et l'on joue alors sur une disposition en principe harmonieuse des postes de travail sur de grandes surfaces : c'est le bureau-paysage.

En France, d'après une enquête minutieusement menée, le bureau cloisonné classique l'emporterait de loin (91 %).

Vendraient ensuite l'espace ouvert (32 %), avec cloisonnettes ou petites cellules, et le bureau-paysage (7 %), avec ou sans panneau-écran. On trouve davantage de bureaux-paysages dans les grandes entreprises que dans les petites.

Le bureau-paysage, qui se développe aux Etats-Unis, dans les pays nordiques et outre-Rhin, se heurte dans notre pays à des obstacles psychologiques. Le tempérament français s'accommode peu de la vie en collectivité.

D'autre part, certaines normes et certains impératifs d'implantation ne sont pas toujours respectés. Un grand plateau paysager nécessite, pour être fonctionnel, une surface minimum de 600 m<sup>2</sup> (soit 12 m<sup>2</sup> par poste de travail, bien plus que la surface habituellement impartie dans les bureaux traditionnels), et exige des installations de climatisation, d'insonorisation et d'éclairage irréprochables. Si ces critères sont négligés, un local qui devrait être un havre de tranquillité et de fraîcheur, où s'établit une activité bien organisée, peut devenir un enfer de bruit, de chaleur et de promiscuité. Les réactions psychologiques des utilisateurs sont alors des réactions de défense devant un environnement éprouvant. Et que dire des bureaux en sous-sol, sans fenêtres possibles ?

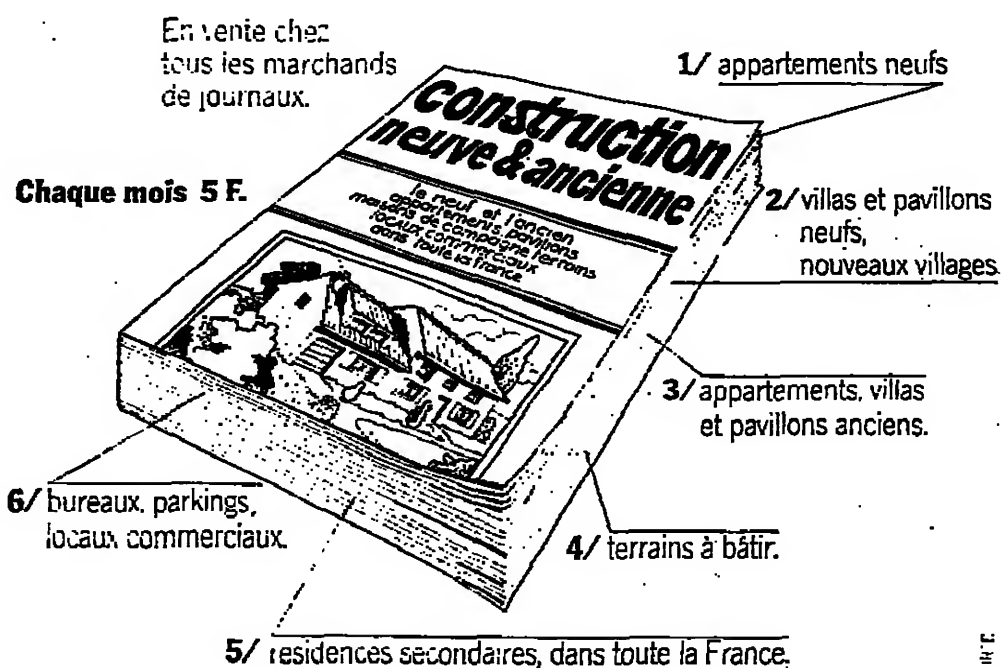
En outre, le chef d'entreprise français désire rentabiliser au maximum son mobilier de bureau (1). Aussi rend-il devant des installations, modernes certes, mais qui n'offrent peut-être pas les conséquences heureuses que l'on en attend, et dont le coût sera de toute façon plus élevé que celui des installations traditionnelles. Un poste de travail dans un bureau classique coûte de 7 100 à 9 000 F ; le même dans un bureau-paysage revient entre 1 800 et 3 500 F. S'il est modulaire, et donc évolutif, il peut atteindre 5 000 F. S'ajoute à cela le prix des équipements généraux (électricité, téléphone, chauffage, sécurité...), plus élevé que dans les installations traditionnelles, et qui atteint de 230 F à 350 F le mètre carré sans climatisation et de 430 F à 650 F avec climatisation.

C. G.

(1) La durée de vie du matériel atteint fréquemment quinze à vingt ans, la durée d'amortissement est de dix ans, et 30 % du marché global du mobilier de bureau consiste à remplacer les demandes de réajustement et de complément d'installations anciennes.

## 60 000 ANNONCES IMMOBILIERES DANS UNE SEULE REVUE.

(Trouvez mieux!)



**construction neuve & ancienne**  
La revue immobilière la plus complète.

Pour recevoir la revue chez vous, envoyez 5 F en timbres à C.N.A. 17, 15 av. Gourgaud Paris 17<sup>e</sup>.

## Ce n'est pas tellement la taille de l'entreprise qui nous intéresse. Mais la dimension de ses problèmes.

Pour tout vous dire, nous pensons qu'il est plus intéressant de nous associer à l'évolution d'une jeune entreprise "entrepreneante" que de s'attacher à une grande entreprise installée dans la routine. Pour nous, tout commence par l'étude approfondie des problèmes réels de l'entreprise.

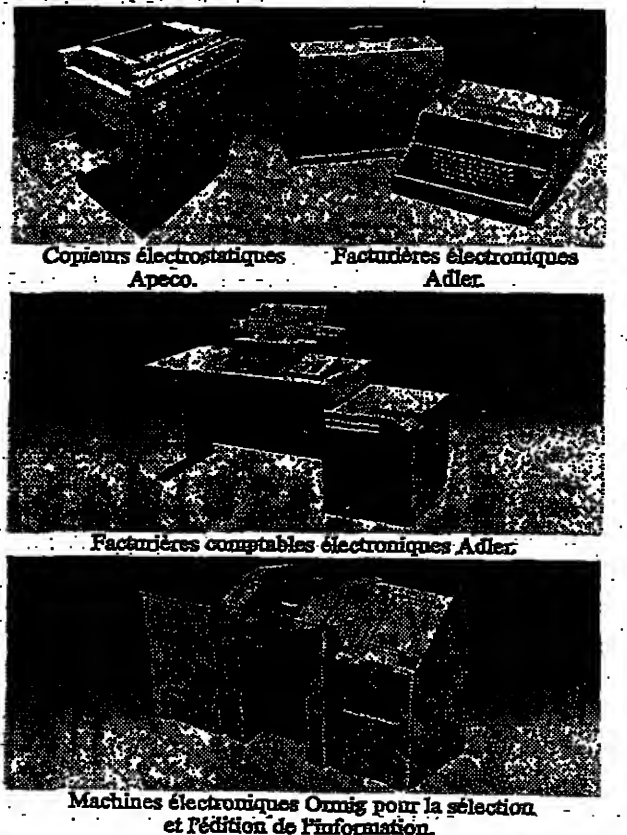
Ce n'est qu'après que nous parlons matériel : machines pour la sélection et l'édition de l'information, facturières comptables électroniques, facturières électroniques, contrôleurs de stocks, copieurs et duplicateurs. Ce matériel, nous ne le fabriquons pas ; ce qui nous permet de le sélectionner, en fonction des besoins du marché français, dans la gamme des meilleurs fabricants mondiaux.

Nos 16 directions régionales réparties dans toute la France ne sont jamais loin de vous. Elles nous permettent de suivre de très près les périodes d'adaptation, d'évolution, et de trouver en cours de route des solutions à des problèmes nouveaux.

Ce qui est bien normal : notre réussite est un peu liée à la vôtre.

**S M O**  
10-12, RUE RODIER - 75424 PARIS  
CEDEX 09 - TEL. 874.65.61

Nous sélectionnons, nous conseillons, nous installons, nous entretenons, nous prévoyons. Vous faites le reste.



مكتبة الامم المتحدة



سنة ١٩٧٤

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### Languedoc

## Des Catalans contestent le tracé de l'autoroute France-Espagne « Pour quelques arpents de rocaïlles »

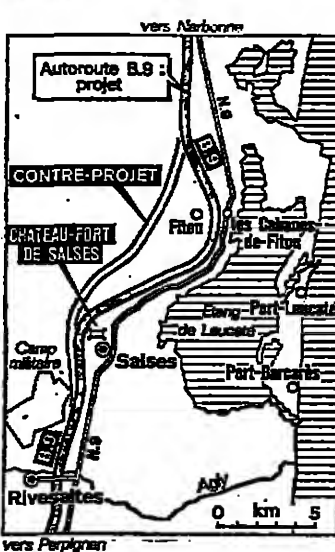
De notre envoyé spécial

Salses. — Le torchon brûle entre le ministre de l'équipement, M. R. Galley, et des Catalans des Pyrénées-Orientales et de l'Aude. Le tracé de l'autoroute, la B-9, dont la réalisation doit commencer prochainement, entre Narbonne et Perpignan, n'est pas du goût des riverains intéressés, ni de leurs élus, ni de tous ceux qui préoccupent la

protection de ce morceau de côte méditerranéenne. Et le ministre a eu récemment un mot malheureux. Après avoir survolé le 2 août la région concernée, il a déclaré à sa descente d'hélicoptère qu'il n'y avait pas lieu de se battre « pour quelques arpents de rocaïlles ».

Legitime : c'est le chemin traditionnel, depuis des millénaires, qui permet d'éviter les stériles monts des Corbières. Mais comme le fait remarquer aujourd'hui un conseiller général, le docteur Enlès Parès, maire de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales), « la proposition des ingénieurs est banale, elle manque d'originalité, de génie, de moins d'originalité ». On va encore épaissir cette ceinture de bitume et d'acier qui sépare le pays du rivage. Pour Fitou, c'est même pire. Le village sera désormais coupé de son « satellite », Les Cabanes-de-Fitou, vers lequel il s'étend naturellement.

Salses aussi émet des objections, à l'unanimité de son conseil municipal présidé à l'époque par un certain M. Arthur Conte, qui n'est pas encore P.-D. G. de l'O.R.T.F.



Les résultats de l'enquête sont assez troublants pour que l'administration se donne un délai. De la frontière espagnole au nord de Perpignan, à Rivesaltes, l'affaire est entendue. En revanche, pour le tronçon litigieux, de Rivesaltes à Narbonne, une nouvelle enquête est ordonnée qui a eu lieu du 24 janvier au 23 février 1973. L'hostilité de Fitou est toujours aussi vive, celle de Salses moins marquée. C'est sans doute la raison pour laquelle le directeur des routes, venu spécialement de Paris en juin 1973, croit pouvoir passer outre à la petite grogne locale. La déclaration d'utilité publique est rendue officielle le 26 octobre 1973.

Pour l'administration l'affaire est classée. Pour le pays elle commence. Les journaux locaux interviennent. Une opinion publique jusqu'à un peu absente se réveille. On regarde avec intérêt et avec attention le contre-projet proposé à l'origine par Fitou mais repris et amélioré par une association de défense dite « Rousaltes-Paris » (1) qui fait appel à des techniciens privés pour chiffrer ses propositions. L'autoroute passerait plus à l'ouest sur les monts des Corbières. Un tracé séduisant sur le plan du tourisme et de l'environnement et moins cher que celui de l'administration.

### ENVIRONNEMENT

● POUR UN GRAND ENSEMBLE VERT À CHATELAIN-MALABRY. — Les représentants de l'Association pour la sauvegarde des espaces verts et du cadre de vie de Chateaufort-Malabry (Hauts-de-Seine) ont protesté, jeudi 12 septembre, contre « la décision de la commune qui s'apprête à brader les abords de la Vallée-aux-Loups en y édifiant mille quatre cent cinquante logements » (Le Monde du 12 septembre). Ils estiment nécessaire, au contraire, de préserver un « grand ensemble vert », qui comprendrait le parc de Sceaux (180 hectares) et le parc départemental de la Vallée-aux-Loups (60 hectares), dont la surface pourrait être doublée, si on réussit à construire les logements.

● UN SECTEUR SAUVAGÉ À HONFLEUR. — Le cinquième et ultime secteur sauvegardé, en France, a été créé à Honfleur (Calvados) par arrêté de l'Agence Saint-Cathérine. Honfleur est une des rares cités du dix-septième siècle qui n'ont pas souffert de la dernière guerre.

Aussi, à l'unanimité, le conseil général refuse de prendre en considération le tracé officiel, dit clairement sa préférence pour le contre-projet et demande sa mise à l'étude sérieuse et immédiate par l'administration. Il termine en résumant les arguments du projet, qui laisse à l'arrière un retard de dix-huit mois — soit de l'été 1977 à la fin de 1978 — dans l'ouverture de l'autoroute et un coût supplémentaire de 40 millions de francs.

La voyage aérien de M. Galley, le 2 août, se voulait un geste d'apaisement, puisque le ministre annonçait que le Centre d'études techniques de l'équipement d'Aix-en-Provence était chargé d'entreprendre l'étude demandée sur le contre-projet. Mais son mot malheureux sur « les arpents de rocaïlles » en a ruiné les effets.

Signe du mécontentement qui règne dans la région : le maire de Fitou, Mme Arlette Salama, a démissionné avec ses douze conseillers.

PIERRE BRANCHÉ

(1) Rousaltes-Paris, 185, bd de la Gare, Paris (13<sup>e</sup>).

P. T. T.

M. LEONG : je n'ai jamais prétendu m'orienter vers une entreprise nationale.

Après l'article publié dans le Monde du 19 septembre et intitulé « Les variations de M. Leong », M. Pierre Leong, secrétaire d'Etat aux P.T.T., nous a adressé la lettre suivante :

Il est exact qu'entre le mois de juin et le mois d'août le gouvernement a hésité entre un fort automatiquement reposant sur les tarifs — qui aurait entraîné également une augmentation de la taxe téléphonique — et un recours plus important au marché financier, dont l'évolution était incertaine. Mes déclarations, apparemment contradictoires, s'efforçaient d'informer l'opinion sur l'état de nos réflexions : comme le président de la République et le premier ministre, je crois à la vertu d'une information rigoureuse et continue.

En revanche, les déclarations qui me sont prêtées sur le statut des P.T.T. sont moins fondées. Je n'ai jamais prétendu m'orienter vers une entreprise nationale des P.T.T., bien que la chose soit techniquement possible. J'estime que les adaptations indispensables peuvent se réaliser sans modifier sensiblement la condition intrinsèque de l'entreprise, pourvu qu'une volonté politique s'attache à modifier plutôt le contenu que le contenant. Cette vue des choses concorde, me semble-t-il, avec les sentiments profonds des syndicats mais aussi de l'immense majorité des cadres des P.T.T.

Enfin, j'ai relevé une affirmation inexacte dans le compte rendu de la conférence de presse donnée le 17 septembre à la tour Matin-Montparnasse. On m'y fait dire que j'ai trouvé mon budget insuffisant. J'ai bien souvenir d'avoir indiqué, au contraire, que, certes, tout budget des P.T.T. si élevé soit-il, ne sera jamais à la mesure d'une demande pratiquement illimitée, mais que, par rapport aux possibilités physiques, abstraction faite de toute contrainte financière, le budget d'équipement de 1975 était au niveau maximum et qu'il avait été quasi totalement épargné par les mesures de compression. Les taux de progression que j'ai annoncés se passent d'ailleurs de commentaires.

[Nous confirmons qu'au cours de la conférence de presse qui a réuni le 17 septembre dernier, M. Leong a notamment déclaré : « Ce budget est bien sûr insuffisant. Il représente un freinage, compte tenu de l'érosion monétaire. » — A.L.V.]

### TRANSPORTS

## Les pouvoirs publics paraissent miser sur la lassitude de l'équipage du « France »

De notre correspondant

La Havre. — Va-t-on vers l'épreuve de force dans l'affaire du « France » ? Alors que jeudi on pensait pouvoir éviter une crise dans le climat d'été, considérablement dégradé le vendredi 20 septembre avec l'affaire du « bateau de la solidarité ». Ce bateau, un charbonnier du port de Saint-Joseph, tenu par les syndicats, était chargé de 5 tonnes de vivres frais, de tabac et de papier collectés par les syndicats. Le Transat avait fait savoir dès jeudi qu'elle était prête à faire schématiser ces vivres à bord du « France » par ses soins. Mais les syndicats vou-

laient aller jusqu'au bout de leur mission et livrer eux-mêmes le produit de leur collecte.

Or, le « Saint-Joseph » n'a pu franchir le barrage des vedettes de la gendarmerie maritime. Mieux même, il a été stoppé à plusieurs centaines de mètres du paquebot et les syndicats ont dû se contenter d'haranguer quelques centaines de personnes qui étaient massées sur le terre-plein de la Barre pour suivre les événements. Les cris de « Général affamer ! » furent repris en chœur par la foule.

Les marins du « France » ont finalement reçu ces 5 tonnes de vivres ; mais c'est la lassitude qui a assuré le transport dans le courant de l'après-midi.

Ainsi les autorités ont démontré en livrant du matériel et des vivres à l'équipage qu'elles n'entendaient nullement faire échec à la grève par le blocus. D'ailleurs la Transat a fait savoir vendredi que les marins disposaient de bord de plusieurs semaines de vivres et qu'un premier appel du commandant du « France » du paquebot elle était prête à assurer un ravitaillement normal.

Mais en stoppant le bateau de la solidarité les autorités ont empêché que les syndicats ne tirent la bannière de leur initiative et ont préservé le strict isolement dans lequel sont tenus les marins du « France ». Le gouvernement semble ainsi estimer que le navire n'est pas trop gêné là où il se trouve et que les jours se succèdent les grévistes finiront bien par se lasser d'une situation qui peut leur apparaître jusqu'à présent sans issue.

Or un fait, folklorique pour les uns, révélateur pour les autres, a paru vendredi lui donner raison. Vers 17 heures, un garçon d'hôtel de vingt-trois ans, Christian Duchemin, qui se trouvait à bord parmi les grévistes, s'est jeté à la mer. Il a sauté d'un hublot situé à mètres environ au-dessus de l'eau, après avoir jeté à la mer ses bagages, protégés par une gaine de plastique. Recueilli par une vedette qui patrouillait autour du « France », il a été débarqué au Havre à 18 heures et a expliqué les raisons de son geste : « J'en avais assez d'être à bord, mais je n'étais pas malade. Alors j'ai décidé de déserter. Je n'avais aucune chance d'être retenu. A bord les syndicats font trainer les choses, car ils ne veulent pas nous voir partir ». En réponse, les syndicats ont immédiatement indiqué que chacun

était libre de quitter le navire s'il en avait envie. Toutefois ils ont reconnu que pour ce faire les « déserteurs » devaient au préalable se faire inscrire sur une liste.

CLAUDE SOYER.

### District parisien

## A L'ÉLYSÉE, M. MILHOUD A EXAMINÉ LES NOUVEAUX PROJETS POUR LES HALLES

A la demande de M. Robert Galley, ministre de l'équipement, mais hors la présence du président de la République, MM. Yves Milhoud (G.D.P.), président du Conseil de Paris, et Christian de La Malène (U.D.R.), rapporteur général du budget de la Ville, ont été reçus à l'Élysée, vendredi 20 septembre à 18 heures. Les esquisses, dossiers et maquettes des projets d'aménagement du carreau des anciennes Halles, préparés depuis la décision de M. Valéry Giscard d'Estaing d'y créer un espace vert, leur ont été présentées par M. Galley et Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture.

A l'issue de cette visite, M. Milhoud a déclaré qu'elle correspondait « au désir du gouvernement d'informer les élus de la capitale de l'état des travaux concernant l'évolution du problème des Halles ».

Toutefois, le président du Conseil de Paris émet des réserves sur le projet et craint notamment que les propositions et projets « ne présentent pas de liens suffisants avec le quartier environnant ». Il juge indispensable un complément d'études.

Pour sa part, M. de La Malène a rappelé son hostilité à une « procédure critiquable » qui place la Ville de Paris devant le fait accompli. Il a précisé que les dessins vus à l'Élysée ne lui semblaient pas, dans l'ensemble, tenir compte des contraintes du caractère complexe de cette opération en grande partie souterraine.

On ne peut non plus préjuger, ont estimé MM. Milhoud et de La Malène, « des dispositions qui seront prises par le vote de l'assemblée parisienne ».

### EN ITALIE AUSSI

Gênes (A.F.P.). — L'équipage du paquebot italien « Rinaldo », qui doit être désarmé en 1975, a organisé, le mercredi 18 septembre, une assemblée extraordinaire sur le pont du navire, en présence de syndicalistes, des hommes politiques locaux et de nombreux marins de bateaux ancrés dans le port de Gênes, dont l'activité était suspendue en signe de solidarité.

Le déficit d'exploitation du navire n'a fait que s'aggraver depuis son lancement, en 1965, ce qui condamne son exploitation. Un autre transatlantique, le « Michelangelo », est lui aussi menacé. Finalement, c'est toute la flotte de passagers italiens qui est en crise.

Les syndicats demandent la mise en activité du navire et veulent élargir un plan de sauvetage de la flotte de passagers au-delà d'une convention des paquebots dans le secteur des croisières de masse.

### UN NOUVEAU PRÉSIDENT

À VIATTA. — A l'issue de sa septième assemblée générale, tenue pendant trois mois à Montréal, l'Association du transport aérien international (IATA) a élu pour un an à sa présidence M. Kent Hagrup, président de la Scandinavian Airlines System (SAS), qui succédera dans cette fonction à Sir Geoffrey Roberts, président d'Air New Zealand. Au cours de cette assemblée, l'IATA a décidé que désormais les compagnies de charter pourraient, si elles le désirent, solliciter leur admission à l'association. — (A.F.P.)

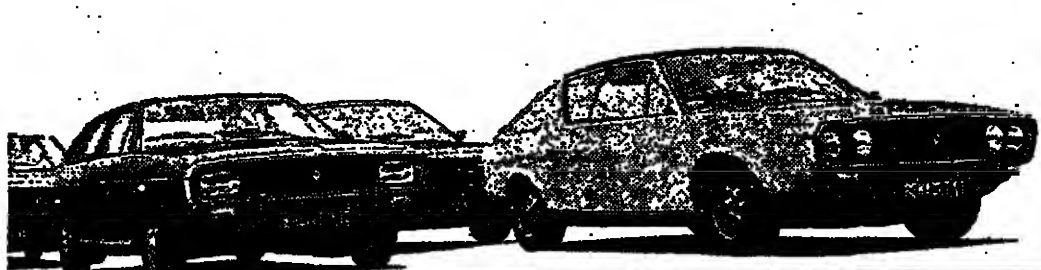
## Renault 5: 3 modèles 1975



déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS  
B.P. 142  
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

## les coupés Renault: 4 modèles 1975



déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS  
B.P. 142  
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT

## Renault 16: 4 modèles 1975



déjà chez votre concessionnaire venez les essayer ou écrivez à :

RENAULT INFORMATIONS  
B.P. 142  
92109 BOULOGNE-BILLANCOURT



مكتبة الامم المتحدة



سكرا من الامال

# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## CONJONCTURE

### Le rationnement des produits pétroliers n'est pas forcément pour demain

DECLARE M. FOURCADE

« La décision prise vendredi 20 septembre, à Bruxelles, de relever les prix agricoles de 5 % à partir du 1<sup>er</sup> octobre aura des conséquences sur l'évolution des prix de détail en France », a déclaré, ce même vendredi, M. Fourcade, qui était l'hôte à déjeuner de l'Association des journalistes économiques et financiers. « Mais ces conséquences seront faibles, de l'ordre de 0,5 % ». L'objectif d'un glissement des prix de détail de

2 % de janvier à décembre 1975, n'est pas remis en cause. Simplement, la déclaration de l'inflation que nous attendons dès maintenant sera un peu moins sensible que prévu. »

Interrogé sur la crise de l'énergie, M. Fourcade a également précisé que « le rationnement de l'énergie n'était pas forcément pour demain ».

Voici les principaux thèmes abordés par le ministre de l'économie et des finances :

● **LE SYSTÈME MONÉTAIRE.** — A propos de la prochaine session du Fonds monétaire international, M. Fourcade a précisé qu'il avait l'intention d'intervenir sur plusieurs points. D'abord, la reconstruction du système monétaire international, que « nos prédécesseurs ont démolé sans le remplacer. Il faut empêcher que le désordre s'installe et que cela ait notamment pour l'enrichissement du pétrole des conséquences graves sur les pays sous-développés. »

Il faut « recourir rapidement à une opération de change monétaire satisfaisante », a ajouté le ministre. Puisque les D.T.S. (droits de tirage spéciaux sur le Fonds monétaire) ont été utilisés pour les fortifier et en faire un instrument de règlement solide et important.

S'agissant de l'or des banques centrales, M. Fourcade a demandé aux États-Unis de s'occuper de l'accord des Neuf — dit de Zeltz — visant à faire de ce métal précieux « une monnaie des banques ». Le récent prêt allemand à l'Italie gâché sur l'or a montré que le processus avançait de ce côté de l'Atlantique. « Il faut tirer les conséquences de Zeltz, c'est-à-dire faire en sorte que les banques centrales aient toutes les possibilités d'acheter et de vendre de l'or. Ce sujet suscite d'ailleurs, a-t-il ajouté le ministre, un mouvement d'intérêt ».

● **RECYCLAGE DES CAPITAUX.** — Répondant à une question qui lui était posée sur le fonds de 4 milliards de francs constitués pour consentir des prêts aux entreprises exportatrices, M. Fourcade a précisé : « Pour financer nos prêts de 4 milliards de francs, nous avons commencé à appliquer notre théorie sur le recyclage des capitaux — à travers, pour amorcer la pompe, des prêts directs auprès des gouvernements des pays producteurs de pétrole. Ce que j'ai proposé pour l'Europe, en demandant à la Banque européenne d'investissement de nous prêter des capitaux qui seraient placés direc-

tement auprès des États pétroliers, nous l'avons fait pour cette opération de 4 milliards de francs. Le crédit national est à l'heure actuelle alimenté par un prêt à long terme fait directement par un gouvernement de pays producteur de pétrole, ce qui permet des conditions de taux et de stabilité des capitaux très supérieures à celles qui entourent les emprunts revolving sur le marché des capitaux. Et cette méthode contribue à la régularisation du marché des eurodollars. »

● **L'EMPRUNT COMMUNAUTAIRE.** — « Il est compréhensible que l'Allemagne manifeste de la méfiance vis-à-vis d'un emprunt communautaire et qu'elle préfère des prêts bilatéraux gérés sur son territoire », a-t-il déclaré. « Nos voisins allemands n'ont rien de plus à nous reprocher que la responsabilité éventuelle d'un remboursement pesant uniquement sur les pays à balance commerciale excédentaire. Aussi nos experts mettent-ils au point des formules qui permettront de donner un plan à long terme, garanties nationales pour chaque pays, à supporter pour la solidarité éventuelle des pays de la Communauté dans le cadre d'un tel emprunt. Il pense que nous arriverons assez rapidement à trouver des formules qui rassureront les Allemands. »

M. Fourcade a ajouté que nos voisins allemands craignent qu'on n'utilise le produit d'un emprunt « pour faire des bêtises pour les agriculteurs ou dans des opérations régionales dont ils ne veulent pas entendre parler ».

● **LE RATIONNEMENT DE L'ÉNERGIE.** — M. Fourcade a confirmé que le rationnement était un moyen à employer pour rétablir l'équilibre de notre balance commerciale sur le pétrole. Les importations de pétrole et de produits pétroliers n'étaient pas forcément pour demain.

D'autre part, les encouragements accordés aux entreprises pour les inciter à économiser l'énergie seront élargis. Mais M. Fourcade n'a pas précisé si ces nouveaux encouragements seraient fiscaux ou prendraient la forme de facilités de crédits.

● **LA CROISSANCE DES REVENUS.** — L'indexation des revenus salariaux sur l'évolution du coût de la vie a été catégoriquement écartée par le ministre, a précisé M. Fourcade, « le SMIC doit continuer à augmenter très vite ».

● **LES CONTRADICTIONS GOUVERNEMENTALES.** — M. Fourcade a répondu à un journaliste qui lui faisait remarquer que son jugement sur la situation économique en France était en contradiction avec celui de M. Chirac : « Nous traitons chacun de problèmes différents » et, ajouta-t-il en riant, « Nous pouvons ne pas avoir le même avis. Nous ne sommes pas au garde-à-vous. Je ne suis pas un porte-parole du gouvernement, mais un ministre responsable. »

Interrogé sur le vingt-cinquième SICOB dans l'après-midi, le ministre de l'économie et des finances, évoquant l'évolution de l'économie française, a enfin déclaré : « Il ne faut pas tomber d'un excès d'optimisme dans un excès de pessimisme. Le gouvernement saura redresser l'économie nationale « dans le cadre d'une économie libérale ouverte sur le monde ».

(1) Il s'agit d'emprunts renouvelables automatiquement.

### Serait-ce casser l'expansion ?

(Suite de la première page.)

Il faut que leur renoncement à consommer revolve effectivement la reconquête ultérieure d'un pouvoir d'achat accru. L'unique procédé pour la leur garantir est, dans le désordre monétaire de notre époque, l'indexation de leurs prix.

On objecte que la charge, en intérêt et capital, des emprunts indexés, serait excessive pour les entreprises et que celles-ci renonceraient donc à emprunter et à investir. Ce serait le cas en effet de celles qui ont obtenu actuellement des investissements dépourvus de productivité réelle, spéculant sur une vive hausse de leurs prix de vente futurs, dont elles attendent qu'elle allège le poids de leurs dettes. Tant mieux si celles-ci s'abstiennent d'investir, car elles gaspillent des ressources qui pourraient être employées ailleurs plus efficacement.

Pour les entreprises sérieuses, qui sont le plus grand nombre, un emprunt indexé sur le niveau général des prix, avec un taux d'intérêt de 3 à 4 %, serait bien préférable à un emprunt non indexé à 13 ou 14 %, dont la charge deviendrait insupportable si le mouvement de hausse des prix prenait fin et même s'il ne faisait que se ralentir.

La situation actuelle est fondamentalement violente, puisque si le valeur de la monnaie était enfin stabilisée, les conséquences seraient tragiques pour beaucoup d'entreprises, endettées à des taux d'intérêt très élevés, dont les emprunts sont inconvertibles. Elles seraient incapables d'honorer leurs engagements. C'est alors que notre économie serait « cassée ».

Pour éviter un tel drame, il serait insuffisant d'autoriser l'indexation des prêts. Une loi devrait rendre obligatoire pour tous les prêts à plus d'un an, en faisant référence à un indice officiel des prix, unique, aussi général que possible et dont la validité serait indubitable. Les taux d'intérêt des emprunts postérieurs à la promulgation de cette loi seraient fixés librement. Ceux des prêts antérieurs devraient être réduits d'autorité à 4 %, par la loi, leur valeur en capital étant désormais indexée. Conjointement les bilans des entreprises seraient réévalués chaque année (1).

Grâce au dispositif qui serait ainsi introduit dans notre système de crédit, les intérêts et les remboursements de capital seraient un pouvoir d'achat constant, aussi bien si l'inflation se poursuivait plus ou moins rapidement que si elle prenait fin. Alors ménages et entreprises déclameraient de leurs consommations et de leurs investissements en se fondant non plus sur des spéculations hasardeuses, mais sur des calculs économiques valables. Alors cesseraient les pressions que les débiteurs exercent en faveur de l'inflation. Alors pourrait s'ouvrir pour notre économie une ère véritablement nouvelle, d'équilibre et de croissance.

Objectif, comme on le fait, que l'indexation ruinerait la confiance dans la monnaie aurait pu être un argument valable autrefois. Il reste

(1) Cf. J.-M. Jeanneney, *Plaidoyer pour une monnaie de compte française*. Le Monde, du 19 février 1974.

## CONFLITS ET REVENDICATIONS

### A Marseille, Paris, Fos, Angoulême, des ouvriers ont manifesté pour s'opposer aux licenciements

Passeurs manifestants ont eu lieu vendredi 20 septembre, à Paris et en province, sur le thème des garanties de l'emploi.

A Marseille, quelques centaines d'ouvriers de Titan-Coder, auxquels s'étaient joints des salariés menacés, aux aussi, de licenciement chez Loral-Babcock, Onis et au C.N.R.S., ont manifesté, vers 15 heures, à proximité de l'entrée principale de la 50<sup>e</sup> Foire internationale qui était ce jour-là inaugurée.

Près de sept cents travailleurs, venus en car des usines Titan-Coder de Maubeuge, de Marseille, de Villefranche-sur-Saône et de Bordeaux, ont participé à un rassemblement à Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis) avant de se rendre à Paris, sur l'esplanade des Invalides, pour accompagner la délégation qui devait être reçue à l'hôtel Matignon.

A Angoulême, mille deux cents personnes ont participé, vendredi, à une manifestation de soutien aux employés de l'usine La Prairie, de Soyaux (Charente), qui est occupée depuis le 3 septembre. Les grévistes s'opposent au licenciement de cent trente des deux cent cinquante salariés de l'entreprise, spécialisée dans la fabrication de tentes, de caravanes et de bateaux.

Aux postes de Fos, à Saint-Martin-de-Crau, plus d'une centaine d'ouvriers de l'usine La Dynamite ont manifesté dans les rues de la ville et occupé symboliquement pendant une heure la mairie. Les salariés, soutenus par la C.G.T., indiquent notre correspondant d'Arles, ont décidé de « durcir leur action » afin d'empêcher le licenciement de cent quatre-vingt-cinq travailleurs sur les deux cent quarante-cinq personnes que compte cette usine spécialisée dans la fabrication d'explosifs.

Les licenciements ou l'annonce de réduction d'effectifs sont à l'origine d'autres grèves, parfois avec occupation, à la manufacture Buda, à Toulon ; à la S.E.S. (société spécialisée dans la photocomposition), à Saint-Ouen ; à l'Institut de recherche et d'application de la formation en faveur des immigrés.

Quant aux mineurs de fer de Lorraine, qui ont participé, jeudi

19 septembre, à une grève de vingt-quatre heures, ils ont obtenu un rappel de 3 % et une augmentation, en septembre, des salaires de 2,8 %, soit au total, depuis le début de l'année, une majoration de 17,8 %, indique le patronat.

D'autres conflits se poursuivent dans certaines entreprises ou certains ateliers sur le thème du maintien du pouvoir d'achat, par exemple au service de réparation chez Peugeot, à Montbéliard, à la Société routière Colas & Bourges, où le personnel occupe les locaux, à la Biscuiterie alsacienne de Calais. Au service des eaux de la Ville de Paris, les employés C.G.T. ont annoncé une grève de quarante-huit heures à partir de lundi 23 septembre : des baisses de pression sont prévisibles, mais la sécurité sera assurée, précise le syndicat.

## CORRESPONDANCE

### Les incidents de Rochefort-sur-Mer

A la suite de l'article intitulé « La trêve se prolonge à Rochefort », publié dans nos éditions du 24 août, la chambre de commerce et d'industrie de Rochefort-sur-Mer et de Saintonge nous écrit pour apporter un certain nombre de précisions.

Seul le bureau du président de la chambre de commerce et d'industrie de Rochefort et de Saintonge (et non la totalité de l'édifice) consulaire qui compte dix-huit pièces) a servi provisoirement de P.C. aux dirigeants nationaux et locaux du C.I.D.-UNATI dans la journée du jeudi 22 août, d'environ 10 heures du matin jusque vers 20 heures.

Les autorités publiques se sont préoccupées de l'existence éventuelle de cocktails Molotov dans l'immeuble consulaire, puisqu'une perquisition a été effectuée par deux inspecteurs de police de Rochefort dans les locaux de l'édifice consulaire ce jour-là vers 21 heures, en présence du président de la chambre de commerce et d'industrie. Cette perquisition s'est révélée négative et n'a permis notamment de ne trouver aucun cocktail Molotov à l'intérieur de la chambre.

## SELON LA COMMISSION EUROPÉENNE

### Le produit intérieur brut des Neuf augmenterait de 3,5 % en 1975 au lieu de 2,5 % cette année

Bruxelles (Communautés européennes). — « Pour autant qu'une politique économique adéquate soit menée dans toute la Communauté, il est permis d'espérer que les déséquilibres s'atténuent en 1975 et que les conditions de croissance des économies des États membres s'amélioreront progressivement. » Tel est le pronostic émis par la Commission européenne dans son rapport annuel sur « la situation économique de la Communauté », rapport qu'elle a transmis le 18 septembre au conseil des ministres. La Commission estime notamment que l'on peut « raisonnablement » s'attendre à une augmentation du produit intérieur brut de l'ordre de 3,5 % en 1975 contre 2,5 % en 1974 et 5 % en 1973.

L'activité économique aux États-Unis et au Japon devrait, en effet, dès l'automne, marquer une légère reprise. « Au total, précise toutefois la Commission, les importations des pays industrialisés ne devraient, dans le meilleur des cas, accusé qu'un léger redressement à partir de la fin de 1974. » L'expansion des exportations des Neuf devrait donc se poursuivre au rythme actuel. Le Royaume-Uni et l'Italie pourraient même profiter de la dépréciation de la livre monnaie intervenue au cours des dernières années.

Cependant, le développement de la demande intérieure pourrait « devenir un peu plus dynamique » dans la plupart des États membres, surtout si le ralentissement escompté de la hausse des prix favorise les progrès en termes réels. Enfin, une légère dépréciation de la hausse des prix pourrait être enregistrée, mais « les taux d'inflation resteront préoccupants », d'autant plus que des disparités subsisteront à l'intérieur de la Communauté. Ce sont l'Allemagne fédérale et le Luxembourg qui ont connu l'évolution la moins favorable des prix, alors qu'en Italie, en Irlande, au Royaume-Uni et au Danemark le taux de 10 % risque d'être largement dépassé.

Pour que ces prévisions encourageantes se réalisent, la Commission précise bien qu'une politique économique très stricte doit être menée dans l'ensemble de la Communauté, avec bien évidemment comme objectif numéro un la lutte contre l'inflation. Pour ce faire, la Commission recommande : le contrôle de la demande ; « dans des limites compatibles avec l'évolution des capacités de production ; une rigueur budgétaire accrue — sauf en Allemagne, où il sera possible de malinenter une gestion budgétaire « modérément » expansionniste ; le maintien des restrictions monétaires ; la compatibilité des taux d'intérêt

entre les Neuf ; l'encouragement de l'épargne ; la juste répartition des sacrifices.

La Commission revient, une nouvelle fois, à la charge en indiquant que l'action des Neuf pour couvrir leur déficit extérieur global serait plus efficace s'ils adoptaient une position commune, notamment en procédant à l'émission d'emprunt communautaires.

Pour ce qui est plus précisément de la France, la Commission estime que « les tensions inflationnistes et la détérioration du compte extérieur constituent les problèmes essentiels de la politique économique à court terme ». Elle préconise en conséquence une modération sensible des revendications en matière de revenus (une limite de l'accroissement des dépenses de l'État, une gestion prudente des collectivités locales et la poursuite de la politique d'encouragement de l'épargne privée).

Ces prévisions, relativement optimistes, notamment si l'on considère le pessimisme général, ont surpris les observateurs d'autant plus que la Commission débute son rapport par une analyse bien « noire » de l'économie communautaire en 1974 : accélération de la hausse des prix et des déséquilibres extérieurs, déficit de près de 20 milliards de dollars en 1974, balance des paiements courants de la Communauté qui présentait un excédent de 1 milliard de dollars en 1973, tendance à la stabilisation de la production industrielle, retard des investissements d'infrastructure, accroissement des tensions sociales.

Les divergences, note la Commission, sont « plus marquées d'un pays à l'autre et entre les différents secteurs ». « Cette répartition inégale des ressources », précise-t-elle, « détermine les possibilités de croissance pour la Communauté considérée dans son ensemble. »

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Depuis 25 ans chaque année au

# SICOB

Salon International de l'Informatique, de la Communication et de l'Organisation de Bureau

La profession  
vous invite à juger  
et à comparer librement  
ses présentations.

Exposent chaque année  
les entreprises  
qui préfèrent la confrontation  
génératrice d'économies  
et de progrès.

Le visiteur avisé  
vient dans la matinée sans encombre  
par le RER à 7 minutes de l'Opéra

De 10 h à 18 h 30  
jusqu'au vendredi 27 septembre

CNIT-La Défense, Paris

PUBLICIS



## UN ESPOIR BIEN TÊNU

leur taux de base, fixé depuis le début de l'après au niveau record de 12 %. Un changement d'attitude de leur part serait riche d'indications.

En Allemagne, M. Schmidt, président du conseil d'administration, se montre fort réticent en matière d'assouplissement des restrictions appliquées aux mouvements de capitaux. En France, les autorités monétaires vont reconduire, et sans doute durcir, les normes d'encaissement des devises étrangères à 13 % jusqu'à fin septembre, le loyer de l'argent au jour étant maintenu par l'Institut monétaire à 10 %.

L'on peut contester le cumul de l'encaissement quantitatif et d'un taux élevé, mais le dernier joue un rôle dissuasif sur les mouvements de capitaux du franc en attirant les capitaux internationaux. De son côté, M. Pourcade a rappliqué le dernier décret monétaire, suivant lesquelles deux conditions devaient être réunies pour permettre une baisse du dernier : la baisse de l'indice de l'échelle mondiale et en renforcement de l'inflation en France. Si la première condition demeure acquise, la seconde ne l'est pas encore.

Quant aux émissions d'obligations, après avoir été très fortement ralenties depuis mai, indéniablement l'on enregistre une certaine reprise, mais qu'une légère détente se manifeste, du moins sur les taux du marché secondaire (en Bourse), mais cela semble se limiter à la fin de l'année, le calendrier d'ici la fin de l'année semble moins rempli que prévu — 9 milliards de francs au lieu de 12 milliards de francs — et les nouvelles institutions, compagnies d'assurances et caisses de retraite, doivent tout de même être en mesure de disposer d'écarts. Tout au plus faut-il ajouter que les taux records de 11,40 % et 12 % atteints en juin semblent planer sur une baisse éventuelle après la fin de l'année, représentent les souscriptions, mais avec une certaine ségrégation entre une part traduite au Crédit foncier, ou celui de Cofirotre avec garanties de l'Etat, se sont placés très aisément, et une autre part, qui se place moins facilement, même à 12 %. Les temps sont durs.

FRANÇOIS RENARD.

## Nouvelle baisse du cuivre — Reprise du sucre

### Cours des principaux marchés du 20 septembre 1974

plus plusieurs semaines, l'offre de métal nippou penalisait fortement sur le marché. Outre les bateaux de charbon, par conséquent, producteurs australiens, américains, japonais et canadiens, d'autres informations sont venues néanmoins inquiéter les marchés de regeste. La production mexicaine de métal rouge triplerait d'ici 1978. D'autre part, des analyses effectuées par le Service géologique mondial pourraient atteindre 500 000 tonnes en 1978 et 1 à 2 millions de tonnes l'an prochain.

En 1977, les cours des autres métaux, les prix de l'étain sont : relativement, voire soutenus. Cette tendance a été entretenue par l'augmentation d'un million de tonnes de production mondiale. En effet, selon le Conseil international de l'étain, la production mondiale d'étain est restée, à l'instar de l'art. de 195 000 tonnes (1973) à 178 000 t/m. Dans le même temps, la consommation est passée de 170 000 à 175 000 tonnes.

DEBRÈSES. — Au début d'une légère déflation, les cours du sucre trépanent en hausse sur les différents marchés. Les prix de l'indigo sont proches de la nouvelle récolte de betteraves qui entrainera l'arrivage de 100 000 tonnes de sucre. Les producteurs demeurent confiants. En effet, en France, une récente estimation donnait un rendement de 673 kilos par hectare, contre 650 en 1976. En Angleterre, la campagne d'annonce très décevante et, en Allemagne, le poids d'une betterave est de 10,5 quintaux, contre 10,2 l'an dernier, le teneur en sucre de 12,5 grammes à 109 grammes pour un rendement industriel de 15,3 %.

CONTRE 16 %. D'autre part, les producteurs japonais ont le sentiment que la demande du sucre soit contraindre les dépôts caribéens, qui, estimant que l'Europe occidentale ne pourra absorber une perte de production de 10 % environ. Le fait que toutes les offres sont immédiatement absorbées des prix dénote renforce l'optimisme.

Les prix du cacao se sont établis un léger sursis. Ce mouvement de réajustement a été perçus d'une récolte favorable en 1977. Les prix du cacao sont en hausse de 13,45 % des brayages hollandais en 1976. Néanmoins, les spécialistes du département américain estiment que les cours devraient se maintenir à un niveau favorable. Ils fondent leur jugement sur la situation actuelle des stocks mondiaux qui permettrait d'absorber la demande.

## LÉGER EFFRITEMENT DU DOLLAR

### Bonne tenue du franc

**Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre**  
(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

aisément par l'affaire de capitaux étrangers » dit-il. At-tardée, le recul des taux a court terme également perceptible dans certains pays d'Europe — ce qui explique la grande résistance du DOLLAR, la monnaie la plus forte du monde au long terme ? C'est bien évidemment la question que se posent les milieux financiers, qui l'espèrent satisfaisante.

En France, en tout cas, les taux restent élevés et contribuent à soutenir le cours du FRANC, également stimulé par les emprunts de l'Etat et les entreprises sur le marché international

roger sur la surrie du « serpent » Mais la Bundesbank ne s'est pas contentée d'intervenir au sein du dit « serpent », elle a également cédé, pendant cette même période, plus de 1 milliard de dollars pour acheter des obligations d'Etat américaines, et ce en plein accord avec la Federal Reserve Bank de New-York, qui, de son côté, a autorisé la vente de 1,5 milliard de dollars.

L'importance des chiffres a surpris les spécialistes. Les banques centrales, à l'évidence, contrôlent totalement le marché. Mais peut-on parler de ce changement de flotants ?

## MARCHÉ MONÉTAIRE

Caroline du Sud.

À l'évidence, la Banque de la République a des réserves de fonds propres suffisantes pour faire face à la hausse des taux, au moment où les investisseurs se détendent légèrement et pourraient se lancer à la baisse. Elle a obtenu 1 878 millions de CFA francs de la Banque mondiale, ce qui lui permet de continuer à financer ses opérations de crédit d'encadrement, au moins jusqu'à la fin de l'année. Les mesures d'austérité, qui ont été mises en œuvre, sont strictes, mais ne sont pas excessives. Elles ne devraient pas empêcher la République de continuer à attirer des capitaux étrangers, ce qui est essentiel pour son développement.

	COURS	COURS
	13/5	20/5
de 100 mils en banque	24375	23200
de 100 mils en papier	24480	23580
Pièce française (20 fr.)	265 10	268 20
Pièce française (10 fr.)	262 80	265 10
Pièce suisse (20 fr.)	259 40	248 70
Pièce suisse (10 fr.)	258	245
Pièce turquise (20 fr.)	192	180
Gouverneur	279 10	245 30
du Gouverneur Elizabeth II	276 50	265 10
du Demi-gouverneur	152 60	192
Pièce de 20 dollars	1385	1474
— 10 dollars	765	743
— 5 dollars	462	456 50
— 50 pesos	1018	837 50
— 20 pesos	268	261
— 10 pesos	228 90	225
— 5 reales	185	185

## LONDRES NEW-YORK

Les industries (British Leyland), les pétroles et les banques ont à leur tour réagi. Les cours des bourses ont été éprouvés par la baisse du métal, les ventes américaines, européennes et auto-originales les faisant retomber. Les investisseurs ont été effrayés. Seuls les fonds d'investissement ont fait exception, grâce à la baisse des valeurs concrétisée, en fin de semaine, par la diminution de 25,37 points de l'indice du *"Fidelity"*.

Indice du *"Financial Times"* : 196 contre 213,73; fonds *"Fiat"*, 35,7, contre 36,98; mines *"Rio"*, 222,5 contre 313.

	Cours 13 sept.	Cours 14 sept.
Orviter	192	181
St. Pédro/Alun	316	280
Harber	1	88
St. Pédro	194	194
De Beers	173	149
St. Pédro St. Guld	19/78	19/58
St. Pédro	194	194
Op. Chemical	177	166
Shell	182	157
St. Pédro	194	194
St. Pédro	24/78	24/58

En fin de semaine des prises de bénéfices assez bien absorbées. Ajoutons que l'annonce d'une hausse des ventes américaines de détail est venue à point sur la tendance.

M. Burns, président de la Réserve fédérale, a néanmoins admis, à la réunion du conseil, que les perspectives d'intérêt avaient atteint leur plafond, tout en laissant entendre qu'il ne basculerait que très lentement. Les investisseurs ont compris qu'un responsable aussi haut placé reconnaît que la politique de l'argent cher menée aux Etats-Unis depuis le début de l'année a atteint le sommet et qu'il est probable qu'il conviendrait de commencer à prudemment desserrer les reins.

Tous les compartiments ont profité de la baisse des cours. Les métaux (O.M.), produits chimiques (I.C.M.), les électriques (General Electric) ou les pharmas (Eli Lilly) ont vu leurs volumes de échanges (en millions de titres échangés) augmenter de 10 à 15% avec 77,1 millions de titres échangés contre 67,95 millions.

Amélioration		Cours 12 sept.	Cours 20 sept.
La semaine a très mal commencé, les cours tombant lundi au plus bas niveau depuis sept ans. Puis la reprise de Wall Street aidant, les cours se sont redressés, progressant finalement de 1 % d'une semaine à l'autre. Le optimisme a gagné une autre part, sur une détente mondiale des taux d'intérêt et sur un léger desserrement des contraintes pesant sur la production. Le secteur des biens de consommation a été particulièrement schématisant des investisseurs institutionnels.			
Hausse de la Commonwealth : 539,5			
Hausse de la Standardbank : 28,5			
Alcoa	40 1/2	44 3/4	
A.T.T.	48 1/2	42	
Amstar	16 1/2	17 1/2	
Chrysler	38 1/4	39 1/4	
Chas. Man. & M.	188 1/4	192 1/4	
Du Pont de Nem.	125 1/4	127 1/4	
Eastman	42 1/4	43 1/4	
Exxon	41 1/4	53 1/4	
Ford	37 1/2	40	
General Electric	30	30	
General Foods	16 1/4	17	
General Motors	28 1/4	30	
Goodyear	26 1/4	27	
I.R.W.	152	171 1/2	
Johnson & J.	125 1/2	127 1/2	
Kennecott	26 1/2	28 1/2	

	Cours	Cours	Prize		33 1/8	35 1/8
	13 sept.	26 sept.	Schillingbank		23 3/8	27 1/8
			Urac		75	61 5/8
A.E.G. ....	78	75	T.E.A. Inc		22	22 3/8
Badschu Anilin ..	122.60	134.50	Union Carbide		35 7/8	39 3/8
Bayer .....	110.50	110.70	J.S. Steel		41 1/8	43 1/8
Hoechst .....	102.50	114.50	Westinghouse		8 3/8	10 3/8
Commerzbank .....	146.78	149	Woolworth		14 3/4	15 3/8

**SUISSE**

Mieux disposé

Affaires en début de semaine, les valeurs helvétiques se sont progressivement raffermies, surtout en fin de période, par sympathie avec Wall Street. Certaines d'entre elles s'inno-

**Fora avance**

Dans un marché très actif, la Bourse de Tokyo s'est vivement raffermie sur les indications de Wall Street. Les sociétés d'investissement précédant l'importante achats. L'indice Dow Jones est passé de 3 995 à 4 048.

dredi & l'aure (U.R.S., Nentis).		Cours	Cours
	<b>Cours</b>	<b>6 sept.</b>	<b>13 sept.</b>
	<b>13 sept.</b>		
	<b>Cours</b>	<b>Cours</b>	
	<b>20 sept.</b>	<b>20 sept.</b>	
Brown-Boveri .....	925	948	
Ciba-Geigy .....	1 383	1 175	
Electric-Lanark .....	83 000	69 000	
Nentis .....	2 215	2 250	
Sulzer .....	2 015	2 280	
Fuji Bank .....		327	335
Honda Motors .....		481	469
Matsushita Electric .....		469	403
Mitsubishi .....		481	469

**ION NAVALE**

100 tonnes de chargement d'une K 18 p.).

Le navire a été saisi par le Gouverneur de l'Etat, sous le nom de "Petrofina", fort malmenée en début de semaine.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Arbed	2 940	4 390
Arstus et mines	1 460	2 375
Cock Ougrée	2 240	2 375
Electrobel	5 000	5 750
Laum	6 625	7 150
Petrofina	5 625	5 750
Gévaert	1 118	1 118
Société générale	2 250	2 425
Union minière	2 250	2 425

**Bourjo**

Les très fortes baisses enregistrées mardi, mercredi et jeudi — la cote atteignant des minima « historiques » — ont été partiellement compensées en fin de semaine, en liaison avec la hausse de Wall Street.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Fiat .....	1 048	1 038
Fiatdler .....	316	316
La Rinascence .....	111,50	114,75
Montedison .....	794	771,50
Olivetti .....	1 846	1 112
Pirelli .....	810	808
S.N.I.A. - Pirelli .....	1 852	

nd Designers INC.		Progrès	
Avenue		Cours	Cours
4214, U.S.A.		13 sept.	20 sept.
7) TEL - 9070			
- 2587			
EVANLOND, OHIO			
<i>étudiés en anglais. Pour se récréer  nous avons fait le droit de ne per-  nous avoir à donner les raisons de</i>		A.E.Z.O. ....	49.50
		R.V.A. ....	56.25
		L.M.P. ....	40.
		Philips ....	40.
		Robeco ....	148.20
		Royal Dutch ....	70.60
		Unilever ....	75.20
			69.50

(\*) Ex-coupon.







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

2. ASIE  
VIETNAM : l'agitation contre le régime touche désormais Saigon.
2. PROCHE-ORIENT  
M. Saragat annonce que le régime israélien ne sera pas jugé par une cour martiale.
3. AFRIQUE  
ETHIOPIE : le président du Conseil militaire annonce que les dignitaires de l'ancien régime seront jugés par une cour martiale.
4. EUROPE  
ALLEMAGNE FÉDÉRALE : l'enquête sur l'affaire Gaillois.

### LA SARRE

(PAGES 5 A 10)

- Une Allemagne tournée vers la France.
- Essor et déclin d'un district minier périphérique.
- Des atouts touristiques insoupçonnés.

### LE MONDE AUJOURD'HUI

PAGES 11 A 18

- Interdiction de logement, par Anne Guérin.
- L'homme de l'ombre, par Paul Morille.
- Violence et non-violence des Japonais, par Robert Guillain.
- AU FIL DE LA SEMAINE : « Nus ou habillés, mais de bon », par Pierre Vlassopoulos.
- L'ÉTRANGER D'ANKARA, par Louis Lalonde.
- TOUTES LES VIES, par Yves Florenne.
- TÉLÉVISION : Au Kenya, la démocratie du Coca-Cola, par Claude Barraud.

### 18. POLICE

- A l'Assemblée générale d'interpol : la drogue, toujours.

### 18. JUSTICE

- Les violences commises dans un commissariat de Saint-Denis sont amnisties.

### 19. POLITIQUE

- M. Saragat lance l'opération 235 000 propositions.

### 19. SPORTS

- FOOTBALL : Ajaccio est exclu du championnat de deuxième division.

### 20-21. SPECTACLES

- MUSIQUE : la critique manque de plume... ; Brahms aux Bouffes.

### 22. RELIGION

- Un évêque nord-vietnamien participe au synode.

### 22. DÉFENSE

- Le remplacement des F-104 européens : les points de vue danois et norvégiens.

### 22. MÉDECINE

- Au colloque de la Sorbonne : le parcours des âges.

### 22. ÉDUCATION

- L'opération « spécial-entrée » à Poitiers.

### 25. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

- TRANSPORTS : le sort du France : les pouvoirs publics comptent sur la lassitude de l'équipage.

### 26-27. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- CONJONCTURE : le rationnement des produits pétroliers n'est pas forcément pour demain, déclare M. Fourcade.

### LIRE ÉGALEMENT

- RADIO-TELEVISION (13 à 16) : Annonces classées (18) ; Carnet (19) ; Informations pratiques (14) ; Météorologie (14) ; Mots croisés (14) ; Finances (18 et 21).

Le numéro de « Monde » daté 21 septembre 1974 a été tiré à 550 983 exemplaires.

### (PUBLICITE)

### COMMUNIQUÉ

Le Ministre d'Etat chargé de l'information du Royaume du Maroc lance un avis de concours pour l'étude complémentaire du réseau d'assainissement de la ville de Tanger y compris la station de traitement des eaux usées.

Le dossier est à consulter au bureau d'études de la municipalité ou à la délégation régionale de l'urbanisme, de l'habitat et de l'environnement de cette ville.

Les demandes de participation devront être déposées au bureau d'architecture avant le 30 septembre 1974.

A B C D E F H

## A LA SUITE DES INONDATIONS OU DE LA SÉCHÉRESSE

### La disette sévit dans plusieurs régions de l'Inde

Plusieurs dizaines de millions d'Indiens sont au bord de la disette et, pour la première fois depuis l'indépendance de l'Inde, on évoque la grande famine de 1943 au Bengale qui fit de trois à quatre millions de morts. Les régions les plus affectées sont le Bengale et l'Assam, au nord-est de la péninsule. Selon des chiffres non officiels recueillis à New-Delhi, la famine aurait déjà fait mille morts dans la région de Dibrui. En Assam, cent mille personnes sont menacées de subir le même sort, et il y aurait cinq cents morts au Bengale occidental, où le tiers de la population est menacé. On estime que quinze millions de personnes souffrent de la faim, selon le ministre de l'alimentation du gouvernement de Calcutta.

### L'utilisation du combustible nucléaire américain

Cette situation a sans doute encouragé le gouvernement indien, qui souhaite vivement bien que discrètement un rétablissement de l'aide alimentaire américaine, à assouplir sa position dans un autre domaine. C'est ainsi que l'Inde s'est engagée, indique l'agence U.P.I., à ne pas utiliser le combustible nucléaire que lui fournit les États-Unis pour la mise au point de bombes. « Nous avons accepté qu'il ne soit utilisé qu'à des fins pacifiques », a précisé M. Setna, directeur de la commission indienne de l'énergie atomique, vendredi 20 septembre, à Vienne. Il est permis de penser que l'Inde a pris cet engagement afin

### L'ouragan «Fifi» fait plusieurs milliers de victimes en Amérique centrale

Tegucigalpa (A.F.P., U.P.I., A.P.). Des inondations catastrophiques, provoquées par l'ouragan Fifi, qui a déferlé, jeudi 19 septembre, sur l'Amérique centrale, ont provoqué la mort de plusieurs milliers de personnes. Au Honduras, pays le plus touché par l'ouragan, surtout dans les régions nord et est, le Comité national d'urgence a reçu, jusqu'à huit mille le nombre des disparus. Deux mille huit cents vic-

### La situation de l'emploi fin août

LE CHOMAGE S'EST ACCRU DE 15 % ET LES OFFRES ONT DIMINUÉ DE 20 % EN UN AN

Selon les statistiques du ministère du travail, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites, après correction des variations saisonnières — une nouvelle série est appliquée depuis juillet — a augmenté de 8,3 % en un mois (164 400 fin août au lieu de 152 100 fin juillet) et de 16,3 % en un an (388 400 fin août 1973).

Cette dégradation de la situation de l'emploi apparaît aussi dans les statistiques sur les offres d'emploi non satisfaites : le nombre est passé de 219 200 fin juillet à 207 900 fin août (— 5,5 %) au lieu de 220 100 fin juillet (— 28,1 %).

Le M.R.A.P. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix) — qui a saisi ses instances nationales et plusieurs associations de travailleurs immigrés d'Anvers et du département — ainsi que les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., envisagent de porter plainte.

(1) Dictionnaire Larousse : d'une autre race.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

L'élection du nouveau directeur devrait normalement avoir lieu à la fin de la session de la Conférence générale, le 14 novembre prochain.

Le conseil exécutif de l'UNESCO, réuni à Paris, au siège de l'organisation, a décidé à l'unanimité vendredi 20 septembre, de proposer à la Conférence générale qui doit s'ouvrir le 17 octobre la candidature de M. Amadou Matar M'bow (Sénégal) au poste de directeur général. M'bow est actuellement sous-directeur général pour l'éducation.

M. René Maheu, qui dirige l'UNESCO depuis 1962, avait décidé de ne pas demander le renouvellement de son mandat, qui expire en novembre prochain.

## En Grèce

### La date des élections et le mode de scrutin sont vivement contestés au centre et à gauche

Athènes. — La décision du gouvernement de procéder à des élections générales en novembre prochain, mais surtout le choix du système électoral qui tend à éliminer les petits partis (le Monde du 21 septembre), ont provoqué de vives réactions dans les milieux du centre et de la gauche.

Dans un long communiqué, le parti communiste de l'intérieur souligne que le gouvernement Caramanlis conduit le pays à des élections faussées qui entraveront toute crédibilité au futur Parlement. M. Iliu, porte-parole de l'E.D.A., dénonce le système électoral adopté, qui, selon lui, ne procède pas à une importante partie du corps électoral de pouvoir s'exprimer normalement. Il demande également que les militants ne participent pas aux prochaines élections, estimant que les appels n'auront pas la possibilité de voter en toute liberté. Enfin, il exige que le droit de vote soit restitué aux communistes privés de leurs droits civiques.

De son côté, Défense démocratique considère que les circonstances ne se prêtent pas à des « élections irréprochables » et invite M. Caramanlis à former un gouvernement de réelle union nationale. Enfin, le parti socialiste grec considère que le système électoral est un piège tendu au peuple.

Cependant, les mêmes remous agitent l'Union du centre, dont M. George Mavros vient d'être élu président. De nombreux anciens députés, et en tête M. Jean Zigmis, critiquent la décision du gouvernement. Ils souhaitent se joindre entre quatre grandes formations :

1) Le rassemblement politique que va former M. Constantin Caramanlis pour base l'ancien parti de l'Union radicale nationale (U.R.N.), mais il devra s'élargir vers le centre et fera appel à des éléments de la résistance. Il semble que M. Caramanlis fera également appel à des personnalités non politiques et à des jeunes.

2) L'Union du centre, dont le chef de file sera M. George Mavros. La popularité de ce dernier s'est considérablement accrue du

fait de la bataille diplomatique qu'il livre en faveur de Chypre. Selon certaines rumeurs, il aurait l'intention d'inviter M. Panayotis Canellopoulos à collaborer à titre personnel avec l'Union du centre. Depuis 1968, un « contrat d'honneur » unit les deux hommes qui s'opposent avec courage et dignité à la dictature Enfil, pour M. Panayotis Canellopoulos, qui est beaucoup plus un libéral qu'un homme de droite, ne serait qu'un simple retour à sa famille politique d'origine. Son adhésion à l'Union du centre pourrait détacher de M. Caramanlis une mince frange de libéraux de droite.

3) Le Mouvement socialiste panhellénique de M. Andréas Papandréou. Ce parti n'a pas encore eu le temps de s'organiser et devra rechercher l'appui des diverses formations nées de la résistance.

4) L'E.D.A. et les deux partis communistes. Jusqu'ici les efforts tentés par M. Iliu pour trouver une formule de coopération à défaut d'une véritable unification n'ont pas donné de résultat.

MARC MARCEAU.

## Quatre regroupements

Le système électoral est donc vivement contesté, mais aussi le fait que les élections auront lieu en novembre. A gauche, M. Papandréou estime qu'il aurait fallu tout d'abord épurer l'appareil étatique avant de poser le problème politique devant le peuple. A droite, M. Panayotis Canellopoulos a exprimé des réserves analogues.

La proportionnelle renforcée imposera un regroupement des votes et au sein des diverses familles politiques les contacts vont se multiplier. Ainsi la partie devrait se joindre entre quatre grandes formations :

1) Le rassemblement politique que va former M. Constantin Caramanlis pour base l'ancien parti de l'Union radicale nationale (U.R.N.), mais il devra s'élargir vers le centre et fera appel à des éléments de la résistance. Il semble que M. Caramanlis fera également appel à des personnalités non politiques et à des jeunes.

2) L'Union du centre, dont le chef de file sera M. George Mavros. La popularité de ce dernier s'est considérablement accrue du

fait de la bataille diplomatique qu'il livre en faveur de Chypre. Selon certaines rumeurs, il aurait l'intention d'inviter M. Panayotis Canellopoulos à collaborer à titre personnel avec l'Union du centre. Depuis 1968, un « contrat d'honneur » unit les deux hommes qui s'opposent avec courage et dignité à la dictature Enfil, pour M. Panayotis Canellopoulos, qui est beaucoup plus un libéral qu'un homme de droite, ne serait qu'un simple retour à sa famille politique d'origine. Son adhésion à l'Union du centre pourrait détacher de M. Caramanlis une mince frange de libéraux de droite.

3) Le Mouvement socialiste panhellénique de M. Andréas Papandréou. Ce parti n'a pas encore eu le temps de s'organiser et devra rechercher l'appui des diverses formations nées de la résistance.

4) L'E.D.A. et les deux partis communistes. Jusqu'ici les efforts tentés par M. Iliu pour trouver une formule de coopération à défaut d'une véritable unification n'ont pas donné de résultat.

MARC MARCEAU.

## La crise chypriote

Le porte-parole des Nations unies à Chypre a annoncé, le vendredi 20 septembre, que tous les prisonniers et détenus internes à l'occasion du récent conflit vont être libérés. Les opérations d'échange débuteront le lundi 23 septembre.

L'accord est fait à ce sujet au cours des entretiens qu'ont eus vendredi M. Clérides, président de la République, et M. Denktash, chef de la communauté chypriote turque, qui tenaient leur quarante-troisième réunion depuis l'ouverture des négociations « humanitaires ».

Les derniers prisonniers malades ou blessés (dont l'échange avait commencé le 16 septembre) devraient être libérés dès samedi.

La question de la réunion des familles sera examinée lors de la prochaine rencontre Clérides-Denkash, le 27 septembre.

D'autre part M. Leonide Ilytchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a quitté Chypre vendredi soir à destination de Beyrouth, à l'issue d'une visite de trois jours à Nicosie.

À Athènes, le ministre des affaires étrangères de Grèce, M. Mavros, a évoqué le problème de Chypre devant des journalistes étrangers. Il a exprimé l'espoir que Met Akhatis, l'Assemblée générale des Nations unies, confirme, selon le Times, que le gouvernement grec est opposé à l'Enosis (rattachement de Chypre à la Grèce).

## Aux États-Unis

M. NIXON VA ENTRER EN CLINIQUE

Washington (A.F.P., A.P., Reuters). — M. Richard Nixon doit entrer en clinique le lundi 23 septembre pour y soigner sa phibésie, annonce-t-on à Washington. Cette décision intervient en même temps que la demande de M. John Ehrlichman, le procureur Leon Jaworski a invité le juge Sirica à ouvrir une enquête pour déterminer si M. Nixon est en non état de comparaître en cour fédérale. M. Nixon avait déclaré précédemment qu'il n'entrerait jamais à l'hôpital, car « il n'en sortirait pas vivant ».

La cour d'appel de Washington d'autre part rejette la requête des avocats de l'affaire du Watergate tendant à faire reporter leur procès du fait de la grève accordée au président Nixon.

Enfin, l'agence Associated Press fait état d'une déposition faite le 21 mai dernier devant la commission sénatoriale d'enquête par M. Fred Buzhardt, ancien conseiller juridique de M. Nixon, selon lequel le P.E.I. s'est livré à plusieurs visites illégales à domicile sous l'administration Nixon, sans lien avec l'affaire du Watergate. M. Buzhardt se serait refusé à donner toute précision.

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France enfin, les organisations professionnelles attendent de la conférence annuelle qui se tiendra le 26 septembre à l'Édifice Matignon d'importantes mesures fiscales et financières d'accompagnement ainsi qu'une organisation rigoureuse des marchés. Il reste que, pour M. Gaston Flissonnier, membre du bureau politique du parti communiste, « la France a complètement capitulé à Bruxelles ».

En France